

Sveučilište u Zagrebu
F I L O Z O F S K I F A K U L T E T

PRIJEVOD TEKSTA « KATEGORIJA U PRAVU
STRANACA : POSTUPAK U SLUŽBI POLITIKE
KONTROLIRANJA STRANACA » I TERMINOLOŠKA
ANALIZA

DIPLOMSKI RAD
DIPLOMSKI STUDIJ FRANCUSKOG JEZIKA I KNJIŽEVNOSTI
PREVODITELJSKI SMJER
(Razina M2)

Pod mentorstvom:
mr.sc. Evaine Le Calvé Ivičević

Izradila:

Tea Vujnović

Prosinac 2014.

Université de Zagreb
FACULTÉ DE PHILOSOPHIE, LETTRES ET
SCIENCES HUMAINES

LA TRADUCTION DU TEXTE «LA CATÉGORIE EN
DROIT DES ÉTRANGERS : UNE TECHNIQUE AU
SERVICE D'UNE POLITIQUE DE CONTRÔLE DES
ÉTRANGERS » ET ANALYSE TERMINOLOGIQUE

MÉMOIRE DE FIN D'ÉTUDES

MASTER EN LANGUE ET LETTRES FRANÇAISES

MENTION TRADUCTION

(Niveau M2)

Responsable de la formation:

mr.sc. Evaine Le Calvé Ivičević

Présenté par:

Tea Vujnović

Décembre 2014

Hvala B, S, JM, A, J, N i Z. ♥

Table des matières

1. Introduction	6
PREMIÈRE PARTIE - THEORIE	7
2. Terminologie	8
2.1. Histoire de la terminologie	8
2.2. Définition de la terminologie	9
2.3. Terminologie et activités terminologiques	12
2.4. Terminographe et terminographie	13
2.5. Terme.....	14
2.6. Langue commune et langue spécialisée.....	17
3. Méthodologie du travail.....	21
3.1. Domaine.....	21
3.2. Corpus.....	22
3.3. Fiche terminologique.....	24
3.4. Arborescence	27
DEUXIÈME PARTIE - PRATIQUE	29
4. Traduction du texte original : <i>Kategorija u pravu stranaca : postupak u službi kontroliranja stranaca</i>	30
5. Glossaire	50
6. Fiches terminologiques.....	62
7. Arborescence	82
TROISIÈME PARTIE	83

8. Conclusion.....	84
9. Bibliographie	86
10. Sitographie.....	89
11. Annexe.....	91
Annexe °1	92
Annexe °2	113
Annexe °3	140
Annexe °4	152

1. Introduction

Ayant choisi le type de mémoire terminographique, la première étape a été de choisir le domaine sur lequel porter notre attention. A l'époque de ce choix et encore de nos jours, le terme « migration » fait partie de l'actualité : à la télévision, dans les journaux, parmi nos amis, dans nos familles. Il nous semblait donc intéressant de faire de la migration, un phénomène aussi ancien que l'humanité, le sujet de notre mémoire.

Ce mémoire de master sera divisé en trois parties. Dans la première partie nous allons proposer un bref compte-rendu de l'histoire de la terminologie pour montrer l'évolution de la terminologie et nous allons définir ce qu'est la terminologie en proposant plusieurs théories de théoriciens connus. Puis nous allons décrire les métiers de terminologue et terminographe. Avant de passer à la « Méthodologie du travail », nous allons comparer la langue commune à la langue de spécialité car c'est souvent cette différence qui présente beaucoup de difficulté à un traducteur et donc nous intéresse largement. Dans le chapitre « Méthodologie du travail », nous allons consacrer quelques pages à la définition de ce qui est un domaine, un corpus, une fiche terminologique et une arborescence pour finir notre première partie.

La seconde partie de notre mémoire comprendra la mise en pratique du travail terminographique. Pour commencer, nous allons proposer la traduction du texte *La catégorie en droit des étrangers : une technique au service d'une politique de contrôle des étrangers* de Ségolène Barbou, écrit en langue de spécialité dans le domaine de migration. Etant donné qu'il s'agit d'un texte en langue de spécialité, une étude de domaine est nécessaire avant de commencer cette traduction. Cette étude passe par la consultation des livres et articles du domaine afin de se familiariser avec celui-ci et, s'ils existent, d'essayer de trouver les équivalents. Il est à prévoir que ce texte va représenter un défi principalement à cause d'une grande différence entre le niveau de développement de la terminologie du domaine de migration entre le français et le croate. Nous allons élaborer ensuite un glossaire des termes du domaine de migration et rédiger une vingtaine de fiches terminologiques. Cette seconde partie se terminera par la constitution d'une arborescence.

Enfin, la troisième et dernière partie sera la conclusion qui clôturera ce mémoire.

PREMIÈRE PARTIE – THEORIE

2. Terminologie

2. 1. Histoire de la terminologie

Bien que l'on puisse suivre la trace d'activités terminologiques depuis la Grèce antique, la première fois que l'on rencontre une approche plus structurée de la terminologie date du XVIIIe siècle, notamment dans le domaine des sciences naturelles avec les premières classifications binaires de Carl von Linné et Antoine Laurent de Lavoisier en chimie. Mais l'importance de trouver des termes pour nommer les nouveautés et innovations, de les classer, et de décrire avec précision les notions qu'ils désignent, de plus en plus souvent également afin de les traduire en gardant leur sens original, est apparue au XXe siècle avec le grand développement technique. C'est ce qu'on appelle l'époque dorée.

La terminologie telle que nous la connaissons aujourd'hui commence dans les années 1930 quand l'autrichien Eugen Wüster en a conçu la théorie en établissant un certain nombre de principes pour les méthodes de travail en terminologie, et en exposant les principaux points de la méthodologie du traitement des données terminologiques, ce qui a constitué la base pour sa *Théorie générale de la terminologie* (TGT). Wüster est ainsi considéré comme le fondateur de la théorie de la terminologie, le père de la terminologie moderne. Il a aussi créé un cours de terminologie générale à l'Université de Vienne qui existe encore aujourd'hui. L'école de Vienne reste donc la plus célèbre mais il faut toutefois mentionner deux autres écoles très importantes : celle de Prague et l'école soviétique. Par contre, quand Maria Teresa Cabré cite Wüster, elle mentionne les 4 pères intellectuels de la théorie de la terminologie : l'allemand Alfred Scholmann, le linguiste suisse Ferdinand de Saussure, le russe E. Dresen et le spécialiste anglais J.E. Holmstrom (Cabré, 1999, p.).

Les grands changements aux niveaux social, scientifique et technique dans la deuxième moitié du XXe siècle ont eu un fort effet sur les systèmes de communication, le statut des langues et la valeur de la terminologie spécialisée sur le marché du savoir (Cabré, 2005, p. 8). Par conséquent, conclut Cabré, le développement des produits terminologiques a bien participé à l'expansion de la terminologie comme domaine du savoir.

Ces changements et développements techniques ont suscité un besoin pour plus d'innovations en terminologie, c'est pourquoi les corpus commencent à avoir une grande influence sur le travail terminologique. Cabré souligne que le développement des sciences

cognitives et de l'information a mené à une nouvelle remise en question de la théorie de la terminologie ce qui signifie critiquer la théorie de Wüster. Cela a conduit à l'émergence de nouvelles approches comme la socioterminologie, la terminologie textuelle, communicative ou sociocognitive etc.

En 1950, la notion de « terminologie » n'existait pas encore et c'est Wüster qui « a argumenté avec vigueur en faveur d'une formation de professionnels de la terminologie dont la tâche consisterait à élaborer des dictionnaires spécialisés » (Cabré, 2005, p. 3).

2.2. Définitions de terminologie

De nombreux théoriciens se sont posés la question de savoir ce qu'est la terminologie. Cette réflexion a abouti à plusieurs, ce qui confirme que c'est une question à laquelle il est difficile de répondre.

Le mot terminologie est polysémique. Selon le dictionnaire Larousse, la terminologie désigne un ensemble de termes, rigoureusement définis, qui sont spécifiques d'une science, d'une technique ou d'un domaine particulier de l'activité humaine ainsi qu'une discipline qui a pour objet l'étude théorique des dénominations des objets ou des concepts utilisés par tel ou tel domaine du savoir, le fonctionnement dans la langue des unités terminologiques, ainsi que les problèmes de traduction, de classement et de documentation qui se posent à leur sujet. M.T. Cabré convient que c'est un terme polysémique qui sert à désigner la matière dont se charge l'étude ainsi que la compilation des termes qui se réfèrent à ensemble de termes d'une discipline spécialisée (Cabré, 1994, p.590). Cabré la décrit comme une discipline interdisciplinaire mais en même temps indépendante et autonome qui sert à dénommer une réalité spécialisée propre à une science, à une technique ou, en un sens plus large, à une activité restreinte (Cabré, 1994, p. 595). Comme Pavel l'a dit simplement, il s'agit d'un moyen de communication en langue spécialisée. Pris dans un sens plus restreint ou plus spécialisé, le même terme désigne une discipline linguistique consacrée à l'étude scientifique des concepts et des termes en usage dans les langues de spécialité (Pavel, 2001, xvii).

Dans un sens premier, la terminologie étudie une certaine catégorie de mots. Le facteur clé qui la distingue de la lexicologie est le fait qu'elle est organisée autour d'un

domaine de spécialité. C'est pourquoi un emploi récent du terme lexicologie spécialisée, proposé par Silvia Pavel et Diane Nolet dans leur *Précis de terminologie*, comme synonyme de terminologie semble approprié et plus élégant que la définition « un sous-domaine de la lexicologie », souvent vue dans les autres théories.

Gouadec fait une distinction entre *la* terminologie, *une* terminologie et *les* terminologies. La terminologie est la discipline qui étudie les termes et leur formation, leurs emplois, leurs significations, leur évolution et leurs rapports à l'univers perçu ou conçu. Ensuite, une ou chaque terminologie est un ensemble de désignations, c'est-à-dire des termes dont le champ d'utilisation est délimité ou, au moins, limité et spécifique. Cette délimitation peut être arbitraire. Gouadec définit les terminologies, qui sont les ensembles de termes d'extension commune, comme l'objet de la terminologie (science, ou discipline) (Gouadec, 1990, p.3).

Marie-Claude L'Homme a donné à la terminologie trois sens différents. Elle la définit comme « l'ensemble des termes d'un domaine », « l'ensemble de modèles et de pratiques visant à décrire les termes » et aussi comme la « science dont l'objet est constitué par les termes, les concepts qu'ils désignent et les relations existant entre les concepts » (L'Homme, 2004, p.31). Tandis que L'Homme reconnaît la terminologie comme une étude et une science, deux tendances opposées se sont créées autour de cette question. Pour les représentants de la première tendance, la terminologie n'est qu'une pratique qui répond aux besoins sociaux. Les théoriciens de ce groupe estiment que la terminologie est un processus de compilation, de description, de transformation et de présentation des termes d'un domaine spécialisé dont le but est l'optimisation de la communication entre les spécialistes et professionnels qui s'intéressent à la standardisation de la langue. Autrement dit, il s'agit, selon eux, d'un art de l'analyse des termes dans un contexte et une étude systématique de la normalisation des concepts visé au développement du vocabulaire spécialisé. Les représentants de l'autre tendance voient la terminologie comme une vraie discipline scientifique qui emprunte ses concepts fondamentaux aux autres disciplines auxquelles elle est étroitement liée.

Il existe une troisième position : intermédiaire. Les porte-paroles des théories intermédiaires admettent que la terminologie a quelques caractéristiques théoriques originales, mais ils estiment qu'elles ont été conçues à partir de disciplines majeures.

Par conséquent, on pourrait conclure que la préférence pour l'une ou l'autre définition de la terminologie devrait aussi être dépendante de l'objectif personnel qu'on se fixe et de l'utilisateur. La terminologie comme discipline scientifique sert aux linguistes, sociolinguistes et scientifiques des sciences cognitives pour construire un cadre théorique. Si on l'observe comme un moyen de communication en langue spécialisée, un moyen de communication par des intermédiaires (traducteurs, interprètes) ou bien comme un travail de compilation des glossaires et dictionnaires spécialisés, on parle de la terminologie vue comme une pratique.

Quelle que soit la définition qu'on lui donne, le but de la terminologie reste le même : répondre aux besoins des utilisateurs. La gamme de ces utilisateurs couvre les activités des, par exemple, traducteurs et techniciens, médecins et informaticiens. Aujourd'hui, la terminologie a un rôle important dans la modernisation de la langue.

En définissant la terminologie, il est important de parler de types de terminologies. En premier lieu, on distingue la terminologie générale et la terminologie différentielle. Selon Gouadec, la terminologie générale « analyse les principes de désignation et d'usage des désignations dans les domaines spécialisés » tandis que la terminologie différentielle « tente d'établir des éléments de comparaison entre systèmes de désignation de domaine à domaine (pour une même langue) ou de langue à langue dans un même domaine » (Gouadec, 1990, p.13). Par ailleurs, la terminologie peut aussi être ponctuelle ou systématique. La terminologie ponctuelle étudie des mots isolés en offrant, souvent, des solutions plus rapides et la terminologie systématique s'intéresse de manière plus détaillée aux ensembles des termes, en étudiant un thème. Finalement, il faut distinguer la terminologie unilingue de la terminologie comparée, la dernière étant un travail terminologique en deux ou plusieurs langues.

La terminologie comme discipline a été développée systématiquement d'une approche presque amateur à une approche scientifique. Aujourd'hui, perçue comme l'ensemble de termes, la terminologie est un ingrédient indispensable de la langue spécialisée utilisée pour une vaste majorité des documents dans la communication professionnelle ainsi qu'un facteur clé dans la société informatique en général. L'activité terminologique garantit la clarté et présente un facteur de sécurité, de qualité et de productivité.

2.3. Terminologie et activités terminologiques

Un terminologue est un spécialiste de la terminologie, de la recherche terminologique qui « définit l'objet de la science ou discipline terminologie, analyse les relations entre les désignations et les éléments désignés, analyse les principes de formation et d'évolution des terminologies, étudie les corrélations entre ensembles terminologiques, fixe les principes que devront respecter les terminographes, intervient – notamment par les biais de la codification et de la normalisation – pour infléchir les usages, informer les responsables des décisions de politique linguistique et tenter de faire appliquer ces décisions » (Gouadec, 1990, p.3). Il dégage et propose les principes d'analyse, de constitution, de gestion et de diffusion des données terminologiques et il a pour objectif la standardisation des règles de la terminographie. Dubuc dit qu'il est censé avoir une « connaissance approfondie de la langue commune et une connaissance au moins sommaire de la technique qu'il aborde » (Dubuc, 2002, p.4), mais il est aussi nécessaire que ce terminologue possède une culture générale immense, qu'il apprenne continuellement et avance dans ses connaissances. Il faut aussi qu'un terminologue connaisse les méthodologies terminologiques (fiches, arborescence) et l'informatique appliquée à la terminologie.

Les tâches et les activités d'un terminologue ainsi que ses défis professionnels sont très divers et donc on peut distinguer 6 types différents de produits terminologiques. Selon Elisabeth Blanchon, ce sont : dictionnaire, glossaire, lexique, nomenclature, thésaurus et vocabulaire. Nous allons élaborer certains produits terminologiques plus tard dans ce mémoire.

Pour arriver aux produits terminologiques, il faut exercer une activité terminologique. L'activité terminologique, selon Pavel et Nolet, « repose sur la capacité de repérer les termes désignant les concepts propres à un domaine, d'en attester l'emploi à l'aide de référence précises, de les décrire brièvement en discernant le bon usage de l'usage erroné, et de recommander ou de déconseiller certains usages afin de faciliter une communication sans ambiguïté » (Pavel et Nolet, 2001, p. xviii). Il existe deux types d'activités : activité ponctuelle et activité thématique. L'activité ponctuelle est l'assistance d'un terminologue aux professionnels qui nécessitent son expertise, comme par exemple : le développement des systèmes de traduction pour les traducteurs, l'activité thématique est en effet une rédaction de glossaires même unilingues et multilingues.

Comme le développement des sciences, particulièrement des sciences informatiques, a créé un besoin pour la systématisation des connaissances, la terminologie a développé un besoin de s'informatiser. L'informatique assure des gains de productivité, de qualité et d'accessibilité ; l'Internet, le CD-ROM, les logiciels, et la documentation imprimée ou numérisée, forment une liste des outils principaux de travail du terminologue (Pavel et Nolet, 2001, p. xx).

2.4. Terminographe et terminographie

Dans leur *Précis de terminologie*, Pavel et Nolet définissent la terminologie comme un ensemble de mots techniques appartenant à une science, un art, un auteur ou un groupe social. Selon la même logique que Cabré propose dans *La Terminologie : principes et techniques*, la terminographie est donc un ensemble de pratiques dont l'objet commun est de décrire des termes. C'est Alain Rey, un linguiste et lexicographe français, qui « a proposé de faire le départ entre les volets appliqué et théorique de la terminologie et de les étiqueter respectivement terminographie et terminologie » (Cabré, 2004, p.15). Il était nécessaire de faire cette distinction, mais les deux ne fonctionnent pas l'une sans l'autre. La terminologie se définit par rapport à des applications qui relèvent de la terminologie. Il n'est pas possible de concevoir une terminologie sans une terminographie.

La terminographie, selon Gouadec, est l'activité de recensements, de constitution, de gestion et de diffusion des données terminologiques. Il précise qu'elle se définit surtout par les produits unilingues ou multilingues, qui sont des inventaires simples, lexiques, glossaires, dictionnaires, thésaurus, fichiers ou bases de données terminologiques (Gouadec, 1990, p. 4).

La tâche primaire de la terminographie est donc de réaliser des dictionnaires spécialisés et d'enrichir des banques de terminologie. Néanmoins, la terminographie comprend aussi les activités de gestion de listes confectionnées pour satisfaire les exigences de rédacteurs, de traducteurs, ou de spécialistes d'un organisme public ou privé.

Un spécialiste de la terminographie, ou de la production des répertoires et outils terminologiques s'appelle un terminographe (Gouadec, 1990, p.27). Le terminographe représente en terminologie ce que le lexicographe est à la lexicologie. Il s'agit d'une appellation récente qui est réservée aux professionnels dont l'activité principale consiste à

recueillir et à organiser des données terminologiques. Toutefois, la confection des dictionnaires spécialisés n'est pas le privilège des terminographes. Des médecins, des juristes, des informaticiens, des traducteurs etc., ont conçu des dictionnaires spécialisés et continuent de le faire. Les dictionnaires spécialisés existaient bien avant que l'appellation terminographe soit créée (Cabré, 2004, p.22). Un terminographe peut également être désigné comme un lexicographe spécialisé mais L'Homme met en relief que la différence principale entre eux réside dans le fait que le lexicographe « se penche sur les termes », tandis que le terminographe « considère des ensembles beaucoup plus vastes et moins uniformes d'unités lexicales » (Cabré, 2004, p.23).

2.5. Terme

La définition de ce qu'est un « terme » est relative. Elle dépend de la délimitation qu'on a faite d'un domaine spécialisé et des objectifs visés par une description terminologique (L'Homme, 2005, p. 1125). Toutefois, la majorité des théoriciens est d'accord qu'un terme est d'abord l'objet central de la terminologie. Puisqu'il n'est pas possible de se contenter d'une seule définition, voyons-en plusieurs de cet élément minimal d'une terminologie (Gouadec, 1990).

Sous la perspective de la théorie de la terminologie traditionnelle, Wüster définit un terme comme une étiquette linguistique servant à matérialiser le véritable objet de la terminologie, à savoir un concept (L'Homme, 2005, p. 1112). Plus simplement dit, Wüster voit le concept comme un point de départ de tout travail terminologique. Cabré argumente que cette vue traditionnelle est une définition médiocre qui propose une surévaluation du concept. Cabré voit le terme comme l'objet central de la terminologie. Pour Gouadec un terme signifie l'unité linguistique désignant un concept, un objet ou un processus de la réalité. Il indique que le terme est l'unité de désignation d'un élément de l'univers perçu ou conçu (Gouadec, 1990, p.3).

Les définitions contemporaines sont basées sur une hypothèse saussurienne que le concept du signe linguistique comporte deux parties. La première partie est le signifiant, la forme que le signe prend (par exemple : « arbre »), et la seconde est le signifié, c'est-à-dire le sens qui est exprimé (l'image mentale de cet « arbre »). Un terme est ainsi l'union d'un concept et d'une désignation ou d'une notion (l'unité de réalité) et d'une dénomination (la

forme linguistique de la notion). Il faut préciser que le concept est un autre nom pour la notion que L'Homme définit comme « une représentation mentale qui retient les caractéristiques communes à un ensemble d'objets. Les objets du monde réel sont tous différents mais il est raisonnable de penser que la représentation que nous nous en faisons retient l'essentiel de leurs caractéristiques, ce qui nous permet d'en reconnaître de nouveaux » (L'Homme, 2004, p.25). Finalement, il faut mentionner que l'on distingue deux types de notions : la notion individuelle et la notion générale. Une notion individuelle est un objet défini qui est réalisé linguistiquement par un nom (exemple : aéroport de Paris), tandis qu'une notion générale se réfère à un objet indéfini, réalisé par un terme (aéroport).

Voyons quelle est la différence entre un mot et un terme.

Selon l'Organisation internationale de normalisation (ISO), un terme est un mot ou un groupe de mots servant à désigner une notion et dans *La terminologie : principes et techniques*, L'Homme définit un terme comme une unité lexicale dont le sens est envisagé par rapport à un domaine de spécialité (L'Homme, 2004, p.22) et ce qui distingue le terme des autres unités lexicales (par exemple : un mot) est le fait qu'il a un sens spécialisé. Une autre différence est celle que, tandis qu'un mot se définit comme une unité signifiante la plus petite qui peut exister de façon autonome dans une phrase (ISO), un terme peut aussi être un syntagme, un acronyme, une abréviation etc. Mais, si on assigne une « spécialité » à un mot, il devient un terme (Dubuc, 2002, p. 35). Cabré offre une vue formelle ou sémantique sur cette différence entre les deux en concluant qu'ils se « différencient sensiblement si on les soumet à des critères de pragmatique et de communication » (Cabré, 1994, p.591) mais ajoute que la particularité la plus notable du terme est celle qu'il sert à désigner des concepts propres aux activités et disciplines de spécialité.

Pavel et Nolet soulignent cinq caractéristiques qui différencient le terme (ou l'unité terminologique) du mot :

- Sa relation univoque avec le concept qu'il désigne (appelée monosémie)
- La stabilité de cette relation entre la forme et le contenu à travers les textes traitant de ce concept (lexicalisation)
- Sa fréquence d'emploi et son entourage contextuel invariable (phraséologie)
- Les indicateurs typographiques qui en signalent le statut (italiques, gras, guillemets)

- Répertoire plutôt restreint de ses structures morphologiques et lexicales : même si la plupart des termes sont des noms (simples, dérivés ou composés) ou des syntagmes nominaux, cela n'exclut pas les termes verbaux, adjectivaux ou adverbiaux. (Pavel et Nolet, 2001, p. 17)

Dans un de ses articles, Elisabeth Blanchon remarque que le terme dont la définition est de désigner une notion bien définie, peut dépasser les limites du mot. Elle ajoute que dans la mesure où il est défini comme une chaîne de caractères isolés par des blancs, le mot peut correspondre à des choses aussi différentes que des prépositions, des conjonctions, des adverbes, qui ne sauraient dénommer des réalités techniques. De plus, le terme de mot ne suffit pas à désigner la diversité des réalisations du terme. Le terme peut être un sigle (composé de la première lettre de chacun des éléments du terme : SNCF), un syntagme mixte incluant des chiffres (Clé de douze), une formule chimique (CO₂), un acronyme (constitué de syllabes de la dénomination d'origine) ou une abréviation.

Nous avons mentionné qu'un terme peut également être un syntagme, c'est-à-dire un terme peut être composé d'un ou de plusieurs mots. Cela nous conduit à la division des termes en des termes simples et des termes complexes. Dans *La Terminologie : principes et techniques*, L'Homme définit le terme simple comme l'unité lexicale composée d'une seule entité graphique. « Ce premier groupe comprend les termes formés d'une base (ex. robinet, clé, marché) ainsi que les dérivés... » (L'Homme, 2004, p. 59) On considère comme des dérivés les termes comprenant un radical et un ou plusieurs morphèmes dérivationnels (ex. marchandise-age, anti-char, navig-ation). D'après L'Homme, le terme complexe « désigne les termes constitués de plusieurs entités graphiques séparées par des blancs ou par des diacritiques comme le trait d'union ou l'apostrophe (ex. système-expert, mémoire non rémanente, serre-joint). » Les termes complexes ont souvent des sens compositionnels ; on peut en comprendre le sens en cumulant les sens des unités simples qui les composent » (L'Homme, 2004, p. 59).

Selon le critère de pertinence, un terme peut être pertinent ou non pertinent. Il est très difficile de juger de la pertinence d'un terme à tel ou tel domaine même si c'est souhaitable, en pratique, de faire cette distinction en deux formes de pertinence. « En réalité, il est impossible de fixer une frontière absolue entre le pertinent et le non pertinent sur des critères habituels de délimitation de domaines ou secteurs » (Gouadec, 1990, p. 31). D'après Gouadec, la pertinence concerne l'inclusion des termes au domaine ou au champ choisi. Les termes pertinents sont donc les termes relatifs à un domaine particulier. Afin

d'isoler les termes pertinents au domaine, selon L'Homme, il faut respecter les principes de sélection des termes. Le premier principe concerne la fréquence d'apparition des unités lexicales dans un ensemble de textes spécialisés (L'Homme, 2004, p. 57), c'est-à-dire « Tout terme présentant, dans le champ délimité, une fréquence d'occurrences significative dans des documents pertinents sera dit pertinent dans l'absolu mais les termes pertinents dans l'absolu seront regroupés par strates ou séries faisant l'objet de traitements diversifiés » (Gouadec, 1990, p. 32). Le second principe porte sur la nature nominale des termes et le principe suivant concerne « la nature des actants sémantiques qui peut servir d'indice pour confirmer le sens spécialisé d'une unité lexicale à sens prédicatif » (L'Homme, 2004, p. 64). Le principe avant-dernier est la parenté morphologique, cela veut dire que les dérivés des termes que nous avons admis dans un domaine spécialisé doivent y être retenus. Le dernier principe concerne les relations paradigmatiques entre les termes : si le verbe « accuser » est identifié comme un terme, le verbe « défendre » devra forcément l'être également (L'Homme, 2004, p. 66).

Le critère de pertinence, indique Gouadec, ne s'applique pas tant à l'inclusion ou à l'exclusion d'un terme à l'inventaire qu'à la nature des données recensées. « L'objectif est de recenser tous les termes utilisés en relation avec le champ de référence puis, pour chacun de ces termes, de recenser les données utiles et seulement celles-là. » (Gouadec, 1990, p. 32)

Pour conclure, ce sont les termes qui garantissent la compréhension et sans eux, aucune communication ne serait possible. Les termes permettent l'évolution du travail terminologique d'une construction mentale aux éléments des informations au service des améliorations des connaissances dans un domaine spécifique. C'est pourquoi un terme idéal doit être prescriptif et monosémique (il ne devrait évoquer aucun sens secondaire) et devrait garder son sens dans tous les emplois possibles, être univoque et normalisé.

2.6. Langue commune et langue spécialisée

Il est difficile de mettre une frontière nette entre les langues de spécialité et la langue commune ou générale. Cabré (1994) dit que ce problème repose sur la notion de « spécialisé ». Ce mot couvre 2 concepts de spécialisation : spécialisation par thématique et spécialisation par les caractéristiques de processus des échanges d'information. Dépendant

du syntagme que l'on utilise, on peut distinguer 2 degrés de spécialisation. L'utilisation du syntagme « langue spécialisée » qui se réfère à une communication dont le sujet très structuré est scientifique ou technique produit une notion plus forte de la spécialisation, par rapport au syntagme « langue de spécialité » qui se réfère aux activités spéciales, et produit un degré moins fort. Mais, la distinction entre la langue spécialisée et la langue de spécialité est souvent très ténue et les théoriciens ne la font pas.

Selon ISO, la langue de spécialité est « un sous-système linguistique qui utilise une terminologie et d'autres moyens linguistiques qui vise la non-ambiguïté de la communication dans un domaine particulier ». Dans *La traduction et le traitement automatique des langues*, il est expliqué que cette définition veut dire que la langue de spécialité utilise la terminologie pour se différencier de la langue commune. Il est proposé aussi que la langue commune recourt à « tous les mots ou expressions qui ne se réfèrent pas à une activité de spécialité et qui sont à la portée de tous les sujets parlants d'une communauté linguistique particulier » (Alsharaf, 2000, p. 111). La langue de spécialité est, selon lui, réservée à une communauté restreinte d'utilisateurs et se distingue de la langue commune « par une configuration particulière des messages sur le plan textuel ainsi que sur le plan lexical » (Alsharaf, 2000, p. 111). Cabré s'accorde sur le fait que les usagers (des utilisateurs) constituent une des trois variables qui caractérisent les langues de spécialité. Voyons sa définition.

Cabré (1994) définit les langues de spécialité ou les langues spécialisées comme des sous-groupes du langage général, caractérisés pragmatiquement par trois variables : la thématique (le sujet), les utilisateurs et les situations de communication » (Cabré, 1994, p.592). Ces trois variables répondent à 5 présupposés. Le premier présupposé est que les thématiques spécialisées sont celles qui font partie de la connaissance générale des locuteurs d'une langue et qui font l'objet d'un apprentissage particulier. Le second présupposé est que ce sont les spécialistes qui sont les utilisateurs des langues de spécialité. Ici Cabré fait une distinction entre les producteurs (ceux qui possèdent une connaissance spécifique de la thématique, connaissance acquise par l'apprentissage) et les récepteurs (ceux qui peuvent agir interactivement comme émetteurs dans n'importe quel acte de communication). A la troisième place, se trouve le présupposé que les situations de communication déterminent le caractère spécialisé d'un sous-code, par le fait que ses communications sont de type formel (régies par des critères professionnels ou scientifiques). Le point suivant est que le langage de spécialité possède un certain degré de

variation interne grâce au degré d'abstraction et aux sujets de communication. Finalement, les langages de spécialité sont en relation d'intersection avec la langue commune, avec laquelle ils partagent des caractéristiques et ils entretiennent une relation de flux constant d'unités et de conventions.

Ces caractéristiques que les deux types de communications partagent sont : les procédés de communication, les processus de production, les fonctions linguistiques etc., mais ils se distinguent en la sélection des unités lexicales et la fréquence de certaines fonctions linguistiques.

La langue spécialisée, selon Rondeau n'est autre qu'une variante de la langue commune. Il a aussi défini 3 niveaux de particularités de la langue spécialisée : textuel, lexical et pragmatique-fonctionnel. Pour lui, le niveau textuel est le seul niveau où les communications générale et spécialisée partagent le même espace et utilisent les mêmes règles et les processus linguistiques et textuels. Kocourek est d'accord avec Rondeau et dit : « Pour nous la langue de spécialité sera une sous-langue de la langue dite naturelle, enrichie d'éléments brachygraphiques, à savoir, abrégatifs et idéologiques, qui s'intègrent à elle en se conformant à ses certitudes grammaticales » (Cabré, 2000, p.48). Hoffman voit la langue de spécialité comme un ensemble de règles linguistiques différentes de celle de la langue générale ou commune. Beaucoup d'autres, dont Sager, la définissent comme un sous-ensemble pragmatique de la langue dans son ensemble.

Pour finir ce chapitre, nous allons nous concentrer sur ce qui nous intéresse le plus dans ce mémoire, la langue à laquelle s'intéresse la terminologie : la langue spécialisée. Cette langue est spécifiquement utilisée pour écrire sur et parler des domaines de spécialité. Outre ce que nous avons déjà mentionné, ce qui caractérise également la langue spécialisée est une structure spécifique de la syntaxe et de la morphologie, la distribution du texte en introduction, développement et conclusion, et bien sûr l'utilisation d'une terminologie spécifique. Les caractéristiques d'un texte spécialisé (la clarté, la précision, la concision, l'impersonnalité etc.) sont portées à un niveau plus haut par ces outils linguistiques. Même s'il s'agit d'une terminologie différente, le processus de formation des mots est le même dans la langue spécialisée que dans la langue commune.

Les développements techniques et scientifiques, l'augmentation du nombre de découvertes et les connaissances en général ont amené à une nécessité de créer, ou adopter, des nouveaux termes préexistants. Si on perçoit une langue comme un système vivant qui se

transforme assez rapidement, il n'est pas étonnant qu'un certain nombre de termes de la terminologie la plus employée soit devenu commun. C'est le cas souvent avec la terminologie de la science informatique par exemple. « Parallèlement, un échange important se produit également de la langue commune vers les langues spécialisées. Ce phénomène repose sur la terminologisation des mots de la langue générale, qui passent à divers domaines avec des signifiés précis dans chacun d'eux, et, par conséquent, différents entre eux» (Cabré, 1994, p.593). Outre la terminologie, les terminologues utilisent souvent aussi la dérivation, l'emprunt, la réduction et la composition. Pour former un nouveau terme par dérivation, on ajoute un préfixe ou suffixe à un mot ou à un radical (ex. délocalisation). Même s'il y a des commissions de terminologie qui proposent régulièrement des termes français pour remplacer les termes étrangers (ex. anglicismes), c'est-à-dire empruntés et certains sont effectivement employés (progiciel vs. software), la plupart reste étranger grâce à son usage courant dans les langues techniques et scientifiques (ex. prêt-à-monter vs. kit). La composition est un autre type de création lexicale utilisé dans les langues techniques et scientifiques mais aussi dans la langue courante. Utilisons l'exemple de l'emprunt « progiciel » pour montrer le fonctionnement d'une composition : programme + logiciel = progiciel. La formation des mots par réduction est un mode de création lexicale qui comprend la suppression ou chute d'un ou plusieurs phonèmes, ou syllabes (abréviations, acronymes etc.).

La syntaxe des langues spécialisées est différente de la syntaxe des langues générales en ce qu'elle utilise souvent la forme passive, des verbes comme faire, donner, prendre etc., c'est-à-dire des verbes qui servent principalement à fournir des informations grammaticales et des propositions participiales.

Chaque langue de spécialité ou langue spécialisée a son propre vocabulaire et ses usages linguistiques. Nous pouvons les classer en 2 subdivisions. Selon la subdivision horizontale, on les classe par domaine (par exemple : droit, médecine, informatique...) et selon la subdivision verticale on classe les langues spécialisées selon le degré d'abstraction : la langue scientifique (communication entre les spécialistes), la langue technique (communications entre les utilisateurs d'une même catégorie de ressources : jargons) et la langue de vulgarisation (communication destinée à tout public).

3. Méthodologie du travail

3.1. Domaine

Pour commencer un travail terminographique il faut délimiter le domaine de travail. Et pour bien comprendre ce qu'est un domaine, nous proposons quelques définitions.

Un domaine est souvent décrit comme un champ d'activité, un champ terminologique ou un champ conceptuel. Il est de fait un ensemble organisé ou structuré de concepts reliés entre eux. Pavel et Nolet le définissent comme une « sphère de l'activité humaine fortement délimitée thématiquement » (Pavel et Nolet, 2001, p.107). Cette sphère est aussi appelée domaine de travail, domaine d'activité, d'emploi ou de spécialité : « un domaine de spécialité est un domaine de la connaissance humaine, souvent associé à une activité socio-professionnelle » (L'Homme, 2004, p. 22). Selon une définition ISO, un domaine est une partie du savoir dont les limites sont définies selon un point de vue particulier et selon une autre définition ISO, un domaine est tout simplement un système de notions.

Délimiter le domaine est très important parce que cela nous permet de sélectionner les termes relatifs à ce domaine particulier et à les traiter dans des contextes pertinents (ce qui aide à éviter, par exemple, la polysémie). Cette délimitation nous permet de rédiger une définition adéquate pour la fiche terminologique décrivant les termes du domaine traité et facilite la consultation à l'utilisateur car « le terminographe procède à une délimitation du domaine de spécialité dont il compte décrire les termes avant de commencer le repérage et la collecte de données. Cette délimitation sert constamment de point de référence » (L'Homme, 2004, p. 53). L'Homme explique que la délimitation d'un domaine de spécialité permet au terminographe de sélectionner les termes à décrire et d'en déterminer le sens. Elle l'explique sur l'exemple du mot « champignon ». En botanique, ce champignon sera décrit comme une entité dans la famille des plantes et sera distingué des autres plantes pour l'énumération de ses caractéristiques propres. Par contre, dans le domaine de la cuisine, le champignon sera vu plutôt comme un ingrédient et il sera possible de faire totalement abstraction de la place qu'il occupe en botanique (L'Homme, 2004, p. 54). Le domaine nous permet d'observer le terme dans un contexte pertinent.

La tâche de la définition ou délimitation des domaines est difficile parce qu'il existe des sujets plus ou moins spécialisés, plus ou moins abstraits, plus ou moins homogènes, plus

ou moins théoriques ou pratiques. Il faut donc bien se familiariser avec le domaine étudié avant de chercher à le délimiter. Une autre circonstance aggravante est le fait que les frontières entre les différents domaines sont floues et que les frontières entre une langue spécialisée et la langue courante sont floues. C'est pourquoi il faut bien connaître la langue courante pour reconnaître que le terme n'est pas un mot de la langue courante mais bien un terme spécialisé.

En délimitant des domaines, on peut choisir entre une des trois tendances : micro-spécialisation, interdisciplinarité (pluridisciplinarité) ou transdisciplinarité. La micro-spécialisation signifie la spécialisation dans des micro-domaines (domaines de plus en plus petits) et l'interdisciplinarité porte sur les domaines qui émergent par la combinaison d'autres domaines (ex. biochimie). La transdisciplinarité comprend les thèmes ou objets d'étude qui se constituent en tant que tels et qui doivent être analysés selon des points de vue différents simultanément (ex. un dictionnaire sur l'immigration aura des termes liés à l'économie, à la politique etc.). C'est dans ce dernier où se produit ce flou.

3.2. Corpus

Un corpus, selon L'Homme, est un ensemble de textes représentatifs du domaine dont le terminographe compte décrire la terminologie, et qu'il réunit au moment d'entreprendre une recherche (L'Homme, 2004, p.123). Par exemple, ces textes peuvent être des articles de journaux, des textes scientifiques, des manuels pédagogiques ou des actes. Ahmad et Rogers proposent, dit L'Homme, que chaque projet terminographique entraîne la confection d'un nouveau corpus (L'Homme, 2004, p.123). Par exemple, cela veut dire qu'un corpus conçu pour décrire les termes de la micro-informatique ne sera pas valable pour décrire le vocabulaire des réseaux informatiques. L'Homme ajoute qu'il est parfois possible de récupérer une partie des textes ayant servi à un projet antérieur mais que, généralement, il faut partir de rien pour parfaire et équilibrer un corpus spécialisé (L'Homme, 2004, p.124).

Le corpus est d'une grande importance pour la terminologie parce qu'il fournit des indications pour le choix des termes pertinents au domaine. Outre dans la terminologie, les corpus sont exploités dans plusieurs communautés professionnelles et scientifiques comme

les littéraires, les philosophes, les linguistes, les linguistes informaticiens et les lexicographes.

Comme la langue, un corpus peut être général et spécialisé. Ce qui nous intéresse ici est le corpus spécialisé qui peut être monolingue, bilingue ou multilingue. Les corpus multilingues sont divisés en corpus aligné et corpus comparable. Par corpus alignés, on comprend ceux qui réunissent des textes en plusieurs langues dont une partie constitue la traduction de l'autre. Ce type de corpus permet à un terminographe de travailler sur plus d'une langue à la fois et leur réalisation repose sur l'établissement de correspondances entre les composantes formelles des textes (L'Homme, 2004, p.131). Les corpus comparables se distinguent des corpus alignés en ce que les textes qui les composent ne constituent pas des traductions dans la première et dans la seconde langue. Ils sont composés d'au moins deux ensembles de textes qui possèdent des caractéristiques communes.

Selon Cabré « pour que le corpus soit le meilleur possible, le terminologue doit s'assurer qu'il comporte : la pertinence, la complétude, l'actualité et l'originalité » (Cabré, 1999, p.134). Et pour qu'un ensemble de textes forme un corpus, ils doivent satisfaire les conditions suivantes :

- Constituer un ensemble de données linguistiques (des mots, des phrases, etc.)
- Ces données linguistiques doivent apparaître dans un environnement « naturel » (des mots sont combinés à d'autres, sont utilisés dans des phrases, etc.)
- La sélection des textes contenant ces données linguistiques doit reposer sur des critères explicites, ce qui permettra à un tiers d'interpréter les éventuelles généralisations faites à partir du corpus.
- L'ensemble des textes est représentatif de ce que l'on souhaite observer. Le corpus est assemblé en nombre suffisamment élevé d'occurrences de cet élément. (L'Homme, 2004, p.123).

« Le corpus est le préalable à partir duquel toute la recherche terminographique s'organise » (L'Homme, 2004, p. 125). Une sélection rigoureuse des textes est garante de la qualité de cette recherche. C'est pourquoi il est important que les textes sélectionnés reflètent le mieux possible le domaine de spécialité délimité au moment de la définition des objectifs du projet terminographique. « Il conviendra de sélectionner des textes dans chacune des langues faisant l'objet de la description (par exemple, l'anglais et le

français) » (L'Homme, 2004, p. 126) et les textes composant un corpus utilisé en terminographie doivent être rédigés dans la langue d'origine, et ne pas être des traductions. L'Homme souligne que l'on enfreint cette règle de plus en plus souvent, mais que les traductions sélectionnées doivent refléter l'usage réel dans le domaine (L'Homme, 2004, p. 126). Par ailleurs, il faut mentionner les quatre niveaux de spécialisation. Selon L'Homme la spécialisation est souvent définie en fonction de l'auteur du texte et des destinataires (L'Homme, 2004, p. 126). Les niveaux sont les suivants : (a) expert à expert (article dans une revue scientifique), (b) expert à un expert d'un domaine connexe, (c) didactique (texte s'adressant à des spécialistes en devenir), d) vulgarisation (texte écrit par un expert ou un non-expert qui s'adresse à une personne ne possédant pas a priori les connaissances contenues dans le texte).

Nous pouvons remarquer que la sélection des textes subit des critères rigoureux, néanmoins, la taille et l'équilibre du corpus ne doivent pas être oubliés. Les textes doivent contenir les termes qui intéressent les terminologues ainsi que des renseignements sur ces termes. Le corpus est équilibré lorsqu'il assure une certaine représentativité.

3.3. Fiche terminologique

Pavel et Nolet définissent une fiche terminologique comme un « modèle de présentation des données qui regroupe en divers champs tous les renseignements disponibles relatifs à un concept spécialisé (terme et marques d'usage, justifications textuelles, domaines, langues, etc.) » (Pavel et Nolet, 2001, p.109). Elles la voient comme un outil de synthèse et de systématisation des données. Selon Dubuc, c'est un document « qui contient, sous une forme facilement accessible et repérable, des renseignements permettant d'identifier un terme, associé à un contenu notionnel suffisant, dans un domaine donné et dûment attesté par une source digne de foi » (Dubuc, 2002, p.81). Gouadec approche la définition de la fiche terminologique sous une autre perspective et dit que les données terminologiques et terminographiques font l'objet de l'activité du terminologue et l'activité du terminographe. Le terminographe, explique Gouadec, compile ces données et le terminologue les analyse puis les codifie. Les données se classent généralement en rubriques regroupées en fiche de terminologie, notice terminologique ou dossier de terme (Gouadec, 1990, p. 37). Nous pouvons résumer qu'une fiche terminologique présente une

base de travail d'un terminologue, le but de l'activité terminologique est de construire une base de données qui est utile non seulement aux traducteurs mais aussi aux spécialistes du domaine élaboré ainsi qu'au grand public.

La fiche terminologique renseigne l'utilisateur sur « les domaines d'emploi du concept, les langues dans lesquelles il est circonscrit, les termes qui le désignent dans chacune de ces langues, la définition du concept ou toute autre justification textuelle et les sources qui en font état » (Pavel et Nolet, 2001, p.9). Les mêmes auteurs donnent les critères en fonction desquels le contenu d'une fiche terminologique est évalué : définition des concepts véhiculés, emploi uniforme des termes qui les désignent, faible recours aux variantes stylistiques, orthographiques et syntaxiques, prise en considération des termes normalisés dans le domaine, et justification de l'emploi ou de la création de nouveaux termes (Pavel et Nolet, 2001, p.14). Elles ajoutent que « la qualité d'une fiche terminologique repose ainsi sur l'authenticité et la représentativité des usages consignés par le terminologue » (Pavel et Nolet, 2001, p. 15). Il est important que toute fiche répondent aux critères principaux de sa rédaction et ces critères sont : la validité, la concision, l'actualité et la complémentarité des données. Selon Dubuc, une fiche terminologique traite seulement un sens, elle ne vaut que pour le contexte cité et elle permet d'associer une notion et un terme, c'est-à-dire qu'une fiche terminologique doit être monosémique, situationnelle et doit représenter un instrument d'encodage.

Une fiche terminologique couvre un certain nombre de champs qui donnent les informations principales sur un terme donné. Nous allons donc y consacrer quelques lignes.

Il existe deux séries dans lesquelles on peut regrouper les champs de la fiche terminologique. La première série comporte les champs offrant des informations sur le terme comprenant : terme vedette, valeur grammaticale, étymologie, statut, synonymes, syntagmes et éventuellement équivalents en plusieurs langues. Les champs qui portent des informations sur le concept sont le domaine, le sous-domaine, la définition, la représentation du concept, le contexte explicatif ou associatif et les relations entre les concepts.

Dans l'élaboration de la fiche terminologique, c'est la définition terminologique qui présente la base du travail terminographique : « la définition est une explication du sens du terme dans le domaine de spécialité » (L'Homme, 2004, p. 41). Selon Dubuc, une bonne

définition doit être claire, adéquate et concise et pour satisfaire à cette description, il faut structurer une définition en suivant les règles suivantes :

- La définition doit commencer par le terme hyperonyme du terme à définir, c'est-à-dire par un mot d'ancrage : « terme placé au début d'une définition qui désigne le concept général le plus proche du concept à l'étude, et qui indique la place de ce dernier dans un arbre conceptuel » (Pavel et Nolet, 2001, p.112).
- La définition ne doit pas commencer par un article.
- Elle ne doit pas inclure une autre définition.
- Elle doit être simple, comprendre une seule phrase concise et claire.
- La définition doit être un énoncé affirmatif et non-circulaire.
- La définition est régie aussi par l'absence de tautologie : la définition n'est pas une paraphrase du terme, mais une description des traits sémantiques du concept.
- Elle doit être objective.

(Dubuc 2002, Blanchon 1997, Pavel et Nolet 2001)

En définissant les fonctions essentielles de la définition, Blanchon souligne qu'elle doit situer clairement et immédiatement la notion dans un système notionnel, distinguer la notion des notions apparentées, établir des relations entre la notion en cause et les autres notions du système afin de déterminer la place qu'occupe cette notion à l'intérieur du système (Blanchon, 1997, p. 170).

Finalement, il faut distinguer la définition terminologique par rapport aux définitions lexicographique et encyclopédique. D'une part, nous avons la définition lexicographique qui est utilisée dans les dictionnaires de langue et les dictionnaires encyclopédiques et la définition encyclopédique utilisée dans les encyclopédies et les dictionnaires encyclopédiques. D'autre part il y a la définition terminologique qui est utilisée dans les vocabulaires spécialisés. Contrairement à la définition lexicographique qui fournit un profil sémantique complet du mot et à la définition encyclopédique qui fournit un ensemble des connaissances sur une chose, la définition terminologique « a pour objet de donner d'une notion une image mentale exacte » (Dubuc, 2002, p.95).

Il nous reste à élaborer le champ qui occupe une place très importante sur une fiche terminologique : celui du contexte.

Le contexte est la confirmation de l'exactitude de travail terminographique. Selon Pavel et Nolet il s'agit d'une « justification textuelle qui renseigne sur les traits

sémantiques d'un concept ou sur l'usage d'un terme » (Pavel et Nolet, 2001, p.105) et selon Bruno de Bessé « le contexte est constitué par l'énoncé qui entoure le terme et qui conditionne son existence, sa forme, son fonctionnement, son sens, sa valeur et son emploi » (Bessé, 1991, p.112). C'est l'environnement linguistique d'un terme qui éclaire le sens d'un terme et illustre son fonctionnement.

Les contextes peuvent être définitoires, explicatifs et associatifs. On comprend comme un contexte définitoire celui qui contient les traits essentiels du concept étudié. Selon Bessé le contexte définitoire « contient un certain nombre d'éléments utiles et nécessaires à la description du concept, mais insuffisants pour la rédaction d'une définition » (Bessé, 1991, p. 112). Un contexte explicatif donne des informations additionnelles sur le concept. Il renseigne sommairement sur certains traits du concept étudié. Le contexte associatif confirme qu'un terme appartient au domaine étudié et ne donne pas une image notionnelle.

Compte tenu de tout ce qui précède et en essayant de respecter toutes ces règles, dans la partie pratique de cette mémoire, nous allons proposer vingt fiches terminologiques que nous avons rédigées sur le domaine des migrants, immigrants et émigrants.

3.4. Arborescence

Selon Pavel et Nolet, « le principe fondamental de toute démarche terminologique est l'appartenance des termes à des domaines d'activité structurés en systèmes de classement des savoirs spécialisés » (Pavel et Nolet, 2001, p.1) et chaque spécialité réclame son propre arbre de domaine. Guy Rondeau, dans son *Introduction à la terminologie*, offre une définition plus détaillée et dit que l'arbre de domaine est une « représentation en structure hiérarchique du réseau notionnel d'un domaine d'emploi. L'arbre de domaine comprend deux dimensions : l'une verticale permettant de situer les niveaux de spécificité et l'autre horizontale (les branches), permettant de représenter les ensembles de notions de même niveau » (Rondeau, 1981, p. 227). Un arbre vertical est un arbre dont le sommet se situe au point le plus haut du schéma (Zafio, 1985, p. 164). Cet arbre est rare d'emploi parce qu'il est difficile à réaliser à cause de l'élaboration qui commence au bas de la page et se termine vers le haut, la démarche est donc inverse du processus naturel de lecture. Quant à l'arbre horizontal, le sommet de la pyramide se trouve dans l'espace le plus gauche de la page qui convient aux domaines de spécialité

mais ce type d'arbres de domaine est aussi limité par la longueur de la page qui peut donc résulter en l'omission des branches.

L'arborescence sert à établir les relations entre les termes appartenant au même système. Selon Helmut Felber, dans le *Manuel de Terminologie* (1984), on peut distinguer trois différentes relations entre les termes. Si cette relation est fondée sur la ressemblance, il s'agit du rapport logique ou générique. Le rapport ontologique ou rapport indirect entre les notions est caractérisé par la juxtaposition dans l'espace ou le temps ou par la relation cause à effet et le rapport d'effet comporte les relations verticales comme la causalité (cause-effet), l'instrumentation (transport-véhicule) et la filiation (mère-fille).

Le terminologue peut rédiger une arborescence après avoir défini les relations entre les termes dans un système hiérarchique du domaine de son intérêt. Dépendant de ces relations les termes sont nommés comme hyperonymes, hyponymes (un terme dont le champ sémantique est inclus dans celui de son hyperonyme) ou isonymes (qui sont toujours liés au même niveau aux autres isonymes).

La visualisation des relations entre les termes est une des actions que Dubuc mentionne en énumérant ce que l'arborescence permet à un terminologue. L'arborescence permet aussi de juger de la pertinence des unités terminologiques, de situer un terme dans son aire spécifique d'utilisation et l'aide à structurer sa recherche (Dubuc, 2002, p. 35). Selon le même auteur, l'arbre de domaine doit être constitué de deux parties : l'aval et l'amont. L'aval sert à situer la recherche dans l'ensemble du lexique spécialisé et l'amont structure la recherche en permettant une classification des notions selon leurs rapports intrinsèques ou extrinsèques. On utilise l'amont pour indiquer les domaines et les sous-domaines sur une fiche terminologique.

DEUXIÈME PARTIE – PRATIQUE

4. Traduction du texte original

« Kategorija u pravu stranaca : postupak u službi politike kontroliranja stranaca »

Ségolène Barbou des Places

SAŽETAK

Želimo pokazati da pravne kategorije, kada se tiču stranaca, ne smiju biti shvaćene kao neutralni postupak odvajanja i klasifikacije potrebne za oblikovanje statuta stranaca. Kategorizacija nije jednostavna mehanička radnja, lišena značenja, važnosti ili društvenog učinka. Zadaća kategoriziranja odgovara logici kontroliranja koja mora biti iznešena na vidjelo. Uz pomoć primjera izvučenih iz francuskih i europskih zakona, moguće je pokazati da kategoriziranje stranaca pruža državama dvostruki upravljač za upravljanje i kontroliranje stranog stanovništva na svom teritoriju. Kategorizacija je instrument stvaranja migracijske stvarnosti jer strancima dodjeljuje rekonstruirani identitet. Kategorizacija potom dopušta punopravno izvođenje selekcije stranaca.

Prema pravniku Françoisu Terréu [1], kategorija „implicira potragu za prikladnim i prilagođenim „mjestom“, prihvatljivom pozicijom intelektualnog kursora na krivulji koja povezuje činjenicu sa zakonom i zakon s činjenicom“. Pravna kategorija [2] naime služi određivanju odgovarajućeg zakona za svaku činjenicu (bilo predmet, događaj ili osobu), tj. pravnog uređenja koje valja primijeniti. Prije no što je moguće primijeniti pravno uređenje, statut, nadležno tijelo uvijek pristupa pravnom vrednovanju, tj. klasifikaciji stvari ili osobe u postojeću pravnu kategoriju. Dakle, kategorije su pravnicima toliko važne da ih neki smatraju glavnim predmetom svog djelovanja [3]. No treba uvidjeti da su kategorije osoba itekako sumnjive jer su ideološki nabijene, a „onkraj svoje praktične primjene, imaju simboličku dimenziju“ [4]. Dakle, što misliti o pravnim kategorijama stranaca?

Mnogo je razloga zbog kojih pravne kategorije stranaca, koje ovdje definiramo kao razrede ili skupove stranih osoba obuhvaćenih pod jednim zajedničkim nazivom u svrhu primjene

pravnog statuta, zaslužuju razmatranje. Ponajprije, pažnju privlači njihovo množenje. Već dvadesetak godina Francuska ispravlja i gotovo trajno mijenja svoj zakon o ulasku i boravku stranaca i zakon o azilu. Svaka od tih reformi rezultirala je pojavljivanjem novih kategorija stranaca od kojih su neke postale, kao što je kategorija „stranac koji svojim kompetencijama i talentima može doprinijeti razvoju Francuske“, simbolom nove orijentacije migracijske politike. Potom, zapanjujuće je promatrati kako se, s progresivnim razvojem europske migracijske politike i politike azila, javlja nova razina oblikovanja kategorija stranaca. Ponekad su kategorije jednake u francuskom i europskom pravu. No, ponekad europsko pravo, koje se nameće francuskom, stvara nove kategorije. Na primjer, takav je bio slučaj s kategorijom stranaca rezidenta s pravom na dugoročni boravak ili korisnika privremene zaštite. Važno je dakle pokušati shvatiti doseg obnove tog kategorijskog okvira.

No naš cilj ovdje nije provoditi puko istraživanje pravnih kategorija. Štoviše, ovo istraživanje predlaže ispitivanje europskih i francuskih zakona o imigraciji i azilu kroz prizmu kategorija stranaca koje su obuhvaćene tim zakonima. Namjera nam je pokazati kako je i koliko pravna kategorija stranca povlaštenu alat politike kontroliranja stranaca [5], a ne neutralni postupak koji služi funkcioniranju autonomnog pravnog reda.

Ovaj članak osniva se na proučavanju pravnih kategorija stranaca koje definira pravilnik o ulasku i boravku stranaca i zakon o azilu (le code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, kasnije: Cesda) i europskim propisima koji se odnose na imigraciju i azil. Radi se o proučavanju njihovog razvoja i razumijevanju temelja njihovog oblikovanja. To će nas dovesti do toga da se oslobodimo od analize kategorija koju nude mnogi pravници: oni procjenjuju da pravne kategorije nemaju „druge vrijednosti od one koja im pružaju činjenice koje nastoje odraziti“ [6]. Prema njima, dakle, kategorizacija nije drugo nego intelektualni postupak, tehnika primjene pravnih činjenica koja ih ne mora iskriviti.

Međutim, čini nam se da bi se trebale čuti riječi koje je Eisenmann izgovorio pravnicima 1966. a prema kojima je klasifikacija odgovor na pitanje, na problem koji se postavlja u vezi grupe objekata, „otkuda proizlazi da neka klasifikacija nije racionalno moguća sa stajališta nekog problema“ [7]. Ta nas opaska dakle vodi prema potrazi za racionalnosti na djelu pri oblikovanju kategorije stranaca.

Želimo pokazati da, kada se tiču stranaca, pravne kategorije ne smiju biti shvaćene kao neutralni postupak podjele i klasifikacije, nužne za oblikovanje statuta stranaca.

Kategorizacija nije jednostavan mehanički proces, lišen smisla, vrijednosti ili društvenog učinka. Čin kategoriziranja odgovara logici kontroliranja koja mora biti iznešena na vidjelo. Uz pomoć primjera iz francuskih i europskih zakona, moguće je pokazati da kategorizacija stranaca nudi državama članicama dvostruki upravljač za upravljanje i kontroliranje stranog stanovništva na svom teritoriju. Kategorizacija je instrument stvaranja migracijske stvarnosti jer strancima dodjeljuje rekonstruirani identitet (I). Kategorizacija potom dopušta punopravno izvođenje selekcije stranaca (II).

I- Kategorizacija stranaca ili dodjeljivanje rekonstruiranog identiteta

Opremljena političkim, zakonodavnim i administrativnim alatima, država je statična pred po prirodi nestabilnoj migracijskoj stvarnosti koju mora pokušati obuhvatiti. Suočena sa strancima koji su izvan njenog dohvata jer su otuđeni i drugačiji, jedini odgovor koji država pronalazi je dvostruki pokušaj da ih „pripitomi“ (A) i zadrži na jednom mjestu (B). Pravne kategorije su povlašteni instrumenti tog dvostrukog postupka koji se provodi kroz strukturu pravne kategorizacije [8].

A – Pravne kategorije, instrument « pripitomljavanja » stranaca

Pravne kategorije koje su postavili francuski i europski zakoni o imigraciji i azilu su kategorije određene od strane države i od strane drugih jer nisu utemeljene na zbilji stranca nego odražavaju interes i vrijednost javne vlasti. Začuđujuće je uvjeriti se da te kategorije zapravo služe isključivo državnim ciljevima (1). K tomu, te pravne kategorije vode do toga da se strana osoba pojmi na temelju kriterija koji nemaju baš veze s osobnom zbiljom stranca. Zbilja i identitet stranca se tako rekonstituira, redefinira (2). Sve skupa omogućava državi da pripitomi strance koji su na neki način „prinarođeni“, pritom ih mijenjajući.

1- Kategorije koje služe isključivo državnim ciljevima

Pravne kategorije stranaca nisu stvorene s namjerom da se odrazi već postojeću migracijsku zbilju, izvan djelokruga države, koju bi zakon pokušao što skladnije obuhvatiti. Naprotiv, čini se da stvorene kategorije u velikoj mjeri služe javnoj vlasti koja izvršava određenu suverenu funkciju, bilo da je to prijem i zaštita osoba ili s druge strane, kontrola migracijskih kretanja odnosno njihovo spriječavanje. Dakle kategorije uvijek proizlaze od države.

Tako će neka osoba, prije svega biti promatrana kao „stranac u nezakonitoj situaciji“, neovisno o njezinom životnom putu i društvenoj zbilji. No, taj pojam nezakonitog ulaska ne može odrediti nitko osim države koja sama suvereno određuje što je zakonito, i što je nezakonito jer jedino država to treba odrediti da bi primijenila sankcije. Kategorija stranaca koji su „nezakonito ušli ili borave“ dakle služi jedino tome da dozvoli javnoj vlasti da izdvoji osobu kako bi joj dozvolila da ostane na nacionalnom teritoriju, ili suprotno, da pokrene udaljavanje s teritorija. Isto tako, kategorija kao što je „tražitelj azila“, dozvoljava državi da izdvoji osobu ovisno o tome što s njom želi učiniti: istražiti njezinu situaciju kako bi odlučili pripada li joj državna zaštita. Nitko ne osporava da, osim potrage za azilom, ta osoba prije svega priželjkuje raditi, uzdržavati svoju obitelj i utemeljiti nove nade u život. No, postavljanjem kategorije tražitelj azila, i time što zadržava tu osobu unutar kategorije, država polazi od svojih potreba, racionalnosti i logike.

Općenito opažamo da uvjeti postavljeni za kategoriziranje stranaca stavljaju jasan naglasak na okolnosti ulaska stranca na državni teritorij (zakoniti ulazak, bijeg od progona, itd.). Tako se tim uvjetima često zapostavlja svrha boravka i prava koje pojedinac želi dobiti jer stavljaju naglasak na provođenje državnih radnji: odobravanje ili odbijanje ulaska, udaljavanje s teritorija, zaštita i kontrola granica. Pojava kategorije „može doprinijeti Francuskoj svojim kompetencijama i talentima“ u zakonu od 24. srpnja 2006 je osobito značajna. Podrazumijeva se da doprinos kompetentnih i talentiranih stranaca razvoju Francuske seže prije 2006. Ali stvaranje jedne nove kategorije mora biti protumačeno kao znak želje države da privuče takve strance. Kategorija utvrđena zakonom iz 2006., dakle nije deskriptivna, ona ne odražava novi društveni podatak o kojem je trebalo svjedočiti. Štoviše, pojavila se kao postupak koji je dozvolio državi da odredi posebne osobe, koje prema njoj zaslužuju posebni tretman. Obnavljanje kategorijskog okvira dobro odražava volju države da odredi , unutar cijelokupne migracijske populacije, one koji za nju predstavljaju dodatnu vrijednost.

Ukratko, kategorije polaze od države i nameću se strancima. Oni nikada nisu ništa drugo do predmeta pravila, nisu njihov izvor. To je tim važnije što su kategorije alati za određivanje identiteta.

2- Kategorije koje dodjeljuju obnovljeni identitet

Kategorije stranaca su kategorije određene od strane drugih. U trenutku stvaranja kategorije, stranac nije pozvan da se izrazi ili izloži svoj životni put, svoje težnje.

Normativna vlast kreira dakle kategoriju polazeći od migracijske zbilje koja joj je strana ali koju pokušava razumjeti i obuhvatiti. Kategorije stranaca su tako instrumenti pravnog shvaćanja sociološke ili biološke zbilje. Istina, u nekim slučajevima pravo samo odražava postojeću zbilju: potvrđuje tako razliku između muškarca i žene, stanje majke ili oca, bilježi dob osobe i njeno zdravstveno stanje. Ponekad će kategorija odražavati životnu priču, prepoznavajući onoga tko je bio potvrđen progonu, ili „stranca koji je od 16. godine života bio povjeren centru za socijalnu skrb za djecu“. U drugim slučajevima, ono što može biti temelj za stvaranje kategorije je nakana osobe: odnosno kategorija student.

No, čak i prema tim pretpostavkama, proces pravne kategorizacije je puno više od parafraziranja društvenog podatka u pravnom jeziku. Dovoljan je jedan primjer da se to pokaže. Prva od kategorija, tj. kategorija „stranac“, se pravno definira državljanstvom budući da zakon o strancima određuje boravak osoba „koje nemaju francusko državljanstvo, bilo da imaju strano državljanstvo, bilo da ga uopće nemaju“ [9]. Unatoč prividu, ta je kategorija u pravom smislu pravna i državna. Naime, suprotno pojmu imigranta koji se definira mjestom rođenja osobe i koji se dakle utvrđuje na temelju osobne i subjektivne zbilje, pojam stranca se bazira na kriteriju državljanstva koji je pravni odnos koji država daje na osnovi isključive nadležnosti. Državljanstvo se dobiva samo ako država tako želi, prema uvjetima koje je država postavila, te samo države mogu dati svoje državljanstvo. Dodjeljivanje državljanstva je tako državno pitanje, koje određuje jedan od temeljnih elemenata države: njeno stanovništvo. Pravna kategorija „stranac“ polazi dakle od države, a ne od pojedinca, to je kategorija koju kontrolira država, koja je temeljena na isključivo pravnom kriteriju i koja redefinira osobu time što ju povezuje za neku državu na svijetu. Ukratko, kako stvaranje pravnih kategorija dopušta poimanje osoba, služi da bi ih se pravno odredilo.

Ceseda sadrži druge mnogobrojne kategorije koji se baziraju na kriteriju koji nema veze s biološkom, sociološkom ili povijesnom prirodom stvari. Takav je slučaj s kategorijama koje su preuzete iz međunarodnog ili europskog prava kao što je kategorija „rezident s pravom na dugoročni boravak EZ“ koja proizlazi iz direktive o statusu rezidenata s pravom na dugoročni boravak iz 2003. Ali prije svega, u Cesedi nalazimo puno prostora za vrstu kategorije koju možemo sažeti formulom „stranac koji...“. Takav je, na primjer, slučaj stranca koji je zakonito ušao ili koji je u zakonitoj situaciji već 10 godina, stranca koji je u Francusku došao željezničkim, pomorskim ili zračnim putem i koji nije dobio odobrenje za ulazak (članak L221-1). Javna vlast dakle prirodnoj ili sociološkoj činjenici dodaje jedan

ili više uvjeta koji su neovisni o migracijskoj zbilji, i ponekad neovisno o osobi. Naime, izvan zakonodavnog svijeta ne postoji značajka zakonite situacije. Ona nužno pretpostavlja pravno pravilo koje utvrđuje ono što je zakonito, a država je ta koja suvereno određuje što je to zakonita situacija.

Ponekad je određena kategorija bazirana na sociološkoj ili biološkoj zbilji ali ju javna vlast transformira kada, dok ju preoblikuje, ulazi u zbilju koja je u temelju stvaranja kategorije. To je slučaj kategorije za stranca „korisnika odobrenja za reunifikaciju obitelji“. Ta kategorija počiva na sociološkoj zbilji, odnosno obiteljskoj vezi. . No, kategorija „korisnik odobrenja“ ishodište kategorije prebaci iz države i njezine nadležnosti da izda ili ne to odobrenje. Drugim riječima, javna vlast razmatra obiteljske odnose i reformulira ih.

Općenito su mnoge kategorije sastavljene prema ovlaštenju države ili javne vlasti koja je nadležna za upravljanje migracijama. Tako članak L213-2 Cesede spominje stranca koji „je pod zabranom ulaska na teritorij ili mu je donešena odluku o izgonu“; članak L213-3 se primjenjuje na stranca koji nije državljanin zemlje članice i kojemu je ulazak odbijen temeljem članka 5 Schengenskog sporazuma; članak L221-1 navodi: „kandidat za azil porijeklom iz sigurne zemlje“. Dakle država je ta koja, prema pravilima koje sama određuje, diktira mjere zabrane ulaska na teritorij ili izгона koje su ratificirane Schengenskim sporazumom i pravilima koje sporazum nameće, i koja određuju koje su zemlje „sigurne“. Također umjesto da navodi kategorije stranaca koji su „ušli ili borave“ po prvi put u Francuskoj, Ceseda spominje strance koji su „primljeni“ po prvi puta na boravak u Francusku ili koji „redovito ulaze“ u Francusku. Javna se vlast uporno smješta u središte kategorije koju propisuje. Time se kategorija nameće na migracijsku zbilju, ali nikad od nje ne proistječe.

Uočavamo da, javna vlasti dakle provodi postupak kojim se utemeljuje pravni pojam. Kriterij koji služi stvaranju kategorije je ili strogo pravni (kao na primjer pojam nezakonitog ulaska), ili biološki ali koji je postao pravni (kao prijelaz s pojma biološke obiteljske veze na pojam „supružnik koji ima odobrenje pridružiti se francuskom državljanu“), ili je sasvim u državnoj vlasti. Kategorizacija se prema tome pokazuje kao pravi posao rekonstituiranja, stvaranja zbilje stranog stanovništva kojeg se fragmentira te preraspoređuje po nekom stavku klasifikacije. Ovi primjeri nas prije svega dovode do zaključka da stvaranjem kategorija prema isključivo državnim kriterijim koji služe državnim ciljevima, javna vlast izvršava pravo dodjeljivanje identiteta. Redefinira osobe

označujući ih kao „stranac u nezakonitoj situaciji“ ili „korisnik privremene zaštite“, „član obitelji državljanina zemlje članice EU“ ili „zaposlenik“. Pravna oznaka se postavlja na osobu i djeluje kao novi identitet, određen od strane javne vlasti kako bi se označena osoba kontrolirala prema pravnom rječniku države. Time što pripisuje prava socijalno kompleksnoj situaciji, pravna kategorija dakle služi da se pristupi migracijskoj stvarnosti, pritom ju kontrolirajući jer bi inače ostala izvan dosega vlasti. Time kategorija sudjeluje u logici „pripitomljavanja“ stranaca, koja je upotpunjena pokušajem države da strance zadrži na jednom mjestu.

B – Kategorijski okvir, instrument označavanja stranaca

Upravljanje javne vlasti je važno u procesu oblikovanja kategorija stranaca jer definira diskriminirajući kriterij koji dopušta osnivanje kategorije. Treba naime razumjeti da, time što nije građanin, stranac ne glasuje i ne sudjeluje u, niti utječe na zakon koji određuje kategorije stranaca. Ali prije svega, stranac nije odabrao pripadati ovoj ili onoj kategoriji. Ta mu je oznaka nametnuta (1), dodjeljuje mu ograđeni prostor (2).

1. Nametnuto kategorijsko smještanje

Pravne kategorije ne samo da nisu u rukama onih koje zahvaćaju jer oni ne sudjeluju u njihovom definiranju nego štoviše, te kategorije nisu stvar izbora; pojedinac ne bira - ili u vrlo maloj mjeri bira - pripadnost jednoj od kategorija. Pitanje pripadanja jednoj ili drugoj kategoriji će dapače biti prva stvarnost s kojom se suočava. Od trenutka kad podnese zahtjev za vizu, tražit će ga svrhu njegovog boravka što će poslužiti kao smjernica za njegovu klasifikaciju u određenu kategoriju. Može ponekad tako birati između dvije preodređene kategorije: one kojoj želi, ili vjerojatnije je, one kojoj može pripadati. Migracijska zbilja je dakle zarobljena, označena, organizirana. Izmiče se onome koji je u njoj subjekt, samom strancu.

Kako bismo dodatno pojasnili kako javna vlast upravlja migracijskom zbiljom kategoriziranjem – koje ovdje definiramo kao stvaranje i primjenjivanje kategorijskog okvira - treba uvidjeti kako je svrha kategorizacije da obuhvati ukuponost stranaca. Čin zadržavanja stranaca pravom je sveobuhvatan. Svijet podijeljen u kategorije je svijet u kojemu nema nekategoriziranog prostora. Vjerojatno tu leži specifičnost pravnih kategorija koje u ime pravne sigurnosti moraju obuhvatiti sve aspekte života s prihvatljivim brojem pravnih odredbi. U središtu kategoriziranja, uvijek stoji želja za iscrpnošću.

Otuda proizlazi da će javna vlast nužno „smjestiti“ svaku osobu u jednu kategoriju (član obitelji jednog Francuza, tražitelje azila, radnik, zakoniti ili nezakoniti ulazak), potom u podkategorije (maloljetno ili punoljetno dijete, tražitelj zaštite na temelju Ženevskog sporazuma ili neke druge osnove, itd.) Čak i stranci za koje se ponekad smatra da ne pripadaju niti jednoj kategoriji (na primjer, stranci koje „nije moguće ni regulirati ni izgnati“) neće izbjeći kategorijsko razvrstavanje, jer će biti smješteni barem u matičnu kategoriju „stranac“, čime će doći do toga da im se da određeni pravni statut, drugačiji od onoga koji imaju državljani. Kad kažemo da ne postoji prostor koji nije pokriven kategorijskim prostorom znači dakle da je nemoguće izbjeći etiketiranje od strane javne vlasti. Kategorijska podjela također dobiva oblik cjelovitog svijeta. Taj je svijet u potpunosti kategoriziran i zatvoren.

2. Kategorijski okvir, jedan zatvoreni svijet.

Iako dopušta da mu se pripiše status i ponekad čak i prava, označavanje osobe kao stranca određene kategorije će se također pokazati kao postupak ograničavanja za tog stranca. Tako u francuskom i europskom pravu postoji linija koja razdvaja ono što ponekad nazivamo „migracija azila“ i „ekonomsku migraciju“: status tražitelja azila i izbjeglica je uvijek određen specifičnim normama. Ipak, u brojnim aspektima toj razdiobi nedostaje relevantnosti jer nije sigurno odgovara li empirički uočljivoj zbilji. Osoba koja bježi od progona odluči otići iz svoje zemlje i potražiti neku drugu zemlju u kojoj se može nastaniti i početi život iz početka. Strogoća pravnih kategorija odmah nameće toj osobi da bira između dva elementa svog života i karijere: hoće li se definirati kao bjegunac od progona i onda ući u sustav azila, ili će se predstaviti kao budući radnik? Mora odabrati jer ulazak i boravak te osobe mogu biti obuhvaćeni tek jednim ili drugim pristupom. Moguće je da se ta osoba, kako bi si povećala izgleda za ulazak na teritorij, odredi ne onime što smatra da je najbitnije u njenom životu, nego onime čime će si povećati izgleda da započne novi život. Razilaženje u odnosu prema socijalnoj zbilji je tada očito. Osoba se pojmi kroz monolitno, pojednostavljeno, možda čak i karikirano viđenje.

No bitno je što, kada je kategorija smještanja (ulazak kao tražitelj azila, student, itd.) jednom određena, ta se osoba nađe zatvorena u svojoj kategoriji. Kategorijska konfiguracija dovodi čak do toga da se neke strance drži u vrlo problematičnom položaju, posebno izbjeglice. Tako je stranac koji je primljen kao izbjeglica, koji je započeo normalni život, radi i integrira se, zadržan u paseističkom, žrtvenom položaju. Postoji

opasnost da se stranac neprestano vraća u prošlost koja i mnogo godina nakon njegovog ulaska, još ima učinka na njegov status, lišeći ga mogućnosti da sebe drugačije doživi. U takvom slučaju, stranac se vraća na crtu koja je služila za identifikaciju u jednom trenutku njegovog migracijskog puta.

Osim toga, zatvaranje stranca u kategoriju, status, nema samo materijalnu nego i vremensku dimenziju. Dok kategorija postoji i ne mijenja se, ona je fiksna. Stoga, pojedinac koji ne izađe iz te kategorije ostaje određen statusom koji je povezan uz kategoriju. Ali vremenski tijek migracije, te onaj migracijske putanje i prava koje postavlja kategoriju te joj pridružuje pravni okvir, nisu usporedivi. Vrijeme prava je specifično, duže i može se poistovječiti s prisilom. Danièle Lochak dobro prikazuje da su „još stabilnije od pravnih pravila kategorije koje ih podupiru. Pravila se mogu promijeniti, dok se kategorije čine trajne“. U danom trenutku svjedočimo njihovom nastajanju; puno rjeđe njihovom nestajanju [10].

To dvostruko materijalno i vremensko ograđivanje je strašno i upravo će zato stranac koji je svrstan u kategoriju htjeti izaći. Ali će se sudariti s hermetičnosti kategorija koje tvore kategorijski okvir. Kategorijski okvir je strog, jer su pravne kategorije odvojene i pravni su statusi neovisni jedni od drugih. Ta se nepropusnost manifestira u nekoliko pogleda. Za početak, kumuliranje statusa bi trebalo biti nemoguće, stranac ne bi smio pripadati dvjema kategorijama. Tako zakon iz 2003., transponirajući direktivu iz 2001. o privremenoj zaštiti, navodi da se privremena zaštita ne može pridružiti statusu tražitelja azila. Što se tiče članka L741-1 Cesede, koji se odnosi na pravo na boravak tražitelj azila, nije se zaboravilo spomenuti da svaki stranac prisutan na francuskom teritoriju, koji prethodno nije dobio službenu boravišnu dozvolu u Francuskoj prema aktualnom zakonu (...), podnosi zahtjev za boravkom u Francuskoj u obliku azila, čini taj zahtjev (...). Mogli bismo dati brojne druge primjere, kao nemogućnost istovremenog dobivanja statusa radnika ili studenta (iako će neki studenti raditi kako bi si financirali studij). Prema tome, svaki stranac podliježe jednoj kategoriji, jednom jedinom statusu koji mu je dodijeljen prema uvjetima u kojima je ušao ili prema (glavnoj) svrsi njegovog boravka.

Prije svega, jednom kada stranac bude pripojen jednoj kategoriji, on će slijediti „tunelasti put“. Onaj koji je ušao kao student će teško promijeniti pravni status, onaj koji je ušao zbog azila će ostati izoliran u programu azila. Direktive EU su naročito jasne u tim točkama [11]. Direktiva iz 2003. o statusu rezidenta s pravom na dugoročni boravak pruža

zaštitu državljanima trećih zemalja koji borave u Europskoj uniji više od 5 godina. Ali, iz polja primjene te direktive su izričito isključeni državljani trećih zemalja koji borave zbog studija ili profesionalnog obrazovanja [12]. Osim toga, članak 4 te direktive nameće trajanje boravka od pet godina za stjecanje statusa rezidenta s pravom dugoročnog boravka. Ali prema stavku 3 istog članka, „periodi boravka ostvareni do kraja studija ili profesionalnog obrazovanja se mogu brojati samo za polovicu prema računanju perioda legalnog i neprekinutog boravka predviđenog u 1.stavku“. Drugim riječima, stranac koji je ušao u Europu pod kategorijom „student“, ne može biti direktno pripojen kategoriji rezident s pravom na dugoročni boravak. I ako je boravio u nekoj državi više od 5 godina, trajanje njegovog boravka kao student neće biti automatski uračunato kako bi dosegnuo status rezidenta s pravom na dugoročni boravak. Sve je dakle predviđeno kako bi prijelaz iz jedne kategorije u drugu bio složen. To odgovara želji država da upute strance na preodređene puteve. Nepropusnost između kategorija služi kako bi upozorila strance da strategija kao što je ulazak u Europu pod kategorijom student kako bi kasnije prešao u kategoriju radnik, nije adekvatna opcija [13].

Ista se logika primjenjuje na tražitelje azila, koji su sve češće optuženi za pokušaj zlouporabe sustava azila. Tako opažamo da oni kojima je dopušteno boraviti u zemlji članici na temelju privremenog oblika zaštite, subsidiarnog oblika zaštite i izbjeglicama, prema direktivi nemaju pravo na status rezidenta s pravom na dugoročni boravak. Dakle ako nije apsurdno, s logičkog gledišta, ne svrstati osobe koje obuhvaća status privremenog boravka, u normu čiji je predmet status prava na dugoročni boravak, kako opravdati isključenje izbjeglica? Takav pristup je u potpunoj kontradikciji sa željom koju su izrazile zemlje članice i Komisija, da djeluju u korist integracije izbjeglica na njihovom teritoriju. Osim ako ne tumačimo to isključenje kao pokušaj suzbijanja zlouporabe sustava azila. Osim toga, tako je direktivom o uvjetima ulaska i boravka po završetku studija, profesionalnog obrazovanja ili volontiranja, izražena želja države da kontrolira strategije promjene pristupa. Članak 3-3 isključuje tražitelje azila i osobe koje uživaju privremenu ili subsidiarnu zaštitu iz polja primjene direktive. Za Komisiju, to se isključenje odnosi na činjenicu da te osobe neće moći, na temelju postojeće direktive, podnijeti zahtjev za promjenu statusa (na primjer: za prijelaz iz statusa tražitelj azila u student), „takve promjene nisu moguće osim ako postoje povoljnije odredbe u pojedinoj državi članici“. Isti oblik ograničenja postoji za tražitelje azila koji žele prijeći iz statusa tražitelja azila u status

„istraživača“ koji je puno povoljniji. Još jedanput, Komisija pokazuje oklijevanje kada se radi o promjenama statusa [14].

Kroz tih nekoliko primjera, pojavljuje se sustav koji države članice nastoje svladati, gdje bi svaki pokušaj korištenja pristupnog kanala Europi bio osuđen na neuspjeh (kao što je ili mogao biti kanal azila) kako bi se onda mogao prihvatiti status „ekonomski migrant“. Države članice su zatvorile statute, dodjeljujući svakom strancu status na ulasku i trudeći se zaustaviti ili otežati prijelaz između statusa i kategorija.

Države pokušavaju dakle svim sredstvima, obuhvatiti migracijsku zbilju koja im je izvan dosega. Proces stvaranja kategorija, kao elementa pripitomljavanja stranaca i zadržavanja stranaca na jednom mjestu, treba biti analiziran kao čin moći i ponekad kao čin suverenosti. Tim činom vlasti normativni autoritet nastoji povratiti mogućnost kontrole za koju se zna (ili misli) da je ugrožena. Identifikacijska oznaka izvršena kategorizacijom će tako biti dragocjena za državu. Pravna kategorija, upravljač državnog postupka, će stoga biti pokrenuta kako bi se dozvolilo punopravno razvrstavanje stranaca.

II – Kategorizacija stranaca ili zakonito preferiranje nekih stranaca

Kategorizacija, proces izrade različitih blokova, predstavlja pravu podjelu, fragmentiranje kategoriziranih elemenata. Ta podjela, kada se primjenjuje na ljude, poprima snažnu simboličku vrijednost. Ideja da se kategorizira fizičke osobe, podsjeća Dany Cohen, izaziva gotovo neizbježno zatajivanje, „jer se čini ideološki nejasnom, ili točnije dvoznačnom. Ta dvoznačnost se odnosi na to da je kategorija instrument u službi krajnjeg cilja koji može znatno varirati“ [15]. Želimo pokazati kako stvaranje kategorija za strance služi određenim ciljevima, a posebno cilju da se strance kontrolira i klasificira. Naime, kategorijsko odvajanje je nužan alat migracijske politike koji slijedi cilj da bira strance. Prije svega, pravna kategorija dozvoljava navikavanje na podjele što ih primjenjuje služba zadužena za migracijska pitanja (B).

A – Kategorijska podjela, instrument raslojavanja i selekcija stranaca

Svakoj pravnoj kategoriji uvijek odgovara pravni režim. Svakoj kategoriji stranaca odgovara naravno status, odnosno specifičan skup prava i dužnosti. Time što izvodi kategorijsku podjelu, javna vlast dakle raspodjeljuje prava i dužnosti među kategorijama stranaca. Dakle, kategorizacija je podrška razdvojnog postupku koji može dovesti do raslojavanja i do klasificiranja stranaca (2).

1 – Kategorijska podjela i moć razdvajanja stranaca

Kategorizacija je ponajprije stvaranje razlika, a neophodna je u pravu stranaca. Stvoriti kategorije znači razlikovati, ograničiti ili pak suprotstaviti kako bi se individualiziralo jer se svaka klasifikacija uvijek oslanja na „zajedničke i diferencijalne značajke“. Kada se tiče stranaca, postupak kategoriziranja znači odrediti, u stranoj populaciji, ono što razlikuje osobe jedne od drugih. I tako vlast koja stvara kategoriju izražava, objavljuje, i ponekad čak i stvara razlike između osoba koje svrstava u različite kategorije.

Razlika između osoba, nastala kategorijskom podjelom, stvara cezure, razmeđa između ljudi, raščinja već postojeće društvene skupine. Tako članovi jedne obitelji mogu spadati u različite kategorije iz razloga što je jedno dijete mlađe od drugoga, ili jer je obitelj ušla u Francusku na dva različita načina, zakoniti i nezakoniti. Pripadnici iste nacije, istog sela mogu, prema kriteriju koji je koristio kategorijski okvir, pripadati različitim pravnim kategorijama. Jedna takva podjela je nerazdvojiva od pravnog sustava, čiji je cilj pripisivati prava i dužnosti. No, i dalje stoji da se kategorizacija pojavljuje kao stvaranje razlika. To je važno jer je, u pravu, razlika osnova za različiti tretman.

Naime, čim se provodi kategorizacija, odnosno podjela skupa osoba na najmanje dvije kategorije, u zakonu se pojavljuje diferencirani tretman za osobe koje su vezane za te kategorije. Stoga u trenutku kada autor stvara kategoriju, on potiče stvaranje različitih tretmana. Treba dakle razumjeti koliko jednostavno kategoriziranje ide u prilog želji autora kategorija da razdvaja. K tome, načelo jednakosti nameće da se na usporediv način postupa s onime što je usporedivo. Čim osobe spadaju pod različite kategorije, normativna vlast im više ne mora pripisivati ista prava. Kategorizacija, potvrda razlika, dopušta dakle državi da daje više povlastica nekim strancima koje želi privući (istraživače, osobe koje imaju kompetencije i talente korisne Francuskoj), a da nije dužna pružiti isti tretman drugim kategorijama stranaca. Isto tako, moći će ograničiti korisnike za koje međunarodni ili europski zakon nameće da ih se dodijeli nekoj kategoriji (tražitelj azila, državljanin zemlje članice) i da ne budu pomiješani s drugim migrantima.

Kategorizacija dakle dopušta javnoj vlasti da razlikuje i nijansira svoj postupak. Postojanje kategorija je nužno jer državama pruža mogućnost da modulira tretman stranaca. Ono mora tako biti analizirano kao podrška diferenciranom postupku. No također je i instrument za raslojenu i biranu imigraciju.

2 – Kategorizacija, instrument za biranje stranaca

Postupkom kategoriziranja se omogućava ne samo organiziranje dodjeljivanja prava osobama, nego zapravo i nejednaku raspodjelu prava. Naime, pravna kategorizacija u suštini podrazumijeva diferenciranje tretmana. Proučavajući ukupnost kategorijskog okvira koju je postavio zakon o strancima, i promatrajući pravni status dodijeljen strancima, jasno se vidi kako se pojavljuje hijerarhija među strancima. U stvarnosti među njima možemo provesti pravu klasifikaciju, raslojavanje počevši od onih koji uživaju najviše do onih koji uživaju najmanje prava. Drugim riječima, u Cesedi nalazimo strance koji su korisnici više ili manje povoljnog tretmana. U prvu kategoriju, možemo staviti ranjive strance koje javna vlast želi zaštititi (maloljetnik, osoba koja bježi pred progonom, žrtva ilegalne imigracije ili trgovine ljudima koja surađuje s vlastima), nagrađene strance (na primjer, bivši borci), stranci koji se žele privući (istraživači, osobe koje imaju kompetencije i talente korisne Francuskoj ili Europskoj uniji). U kategoriju stranaca koji imaju manje „privilegirani“ status, mogli bismo svrstati prihvatljive strance (stranci koji žele raditi na radnim mjestima koja bi eventualno mogli popuniti Francuzi) i nepoželjni stranci (stranci za koje postoji rizik da će se naći na teret prihvatnoj državi). Raslojenost postoji među strancima, a pojavljuje se u njihovom pravnom statusu. Time što je status određen isključivo na bazi kategorije što se dodijeli, uočavamo koliko je kategorizacija privilegirano sredstvo preferiranja, raslojavanja među strancima.

Zato kategorijski okvir, koji se sastoji od brojnih preciznih kategorija, dopušta državi da nijansira pravni režim dodijeljen svakom tipu stranca. I što je pravna kategorija stranaca preciznije definirana to bolje, i dopušta da se u masi stranaca identificiraju određeni među njima. Primijetiti ćemo da se u cesedi događa da norma ne koristi koncept kako bi obilježila osobe koje pripadaju jednoj kategoriji, već se to odvija nabrojanjem ciljanih osoba. Identifikacija stranaca kojima se želi dati „prednost“- ili suprotno, tretirati na manje povoljan način- je tada vrlo laka.

Dakle provođenje kategorizacije, u biti, nije drugo nego metodološki alat politike biranja. Ona ne govori ništa o odabiru koji će biti napravljen, korištenim kriterijima, vrijednostima uključenim u provođenje kategorizacije. Taj se odabir stavlja u ruke autora kategorizacije koji će usmjeriti diferencirani tretman, i odrediti komu želi dati „prednost“. Kategorizacija dakle ne nameće privilegiranje jednih ili drugih, nego dopušta da se to čini ako je to zacrtani cilj. Imajući to na umu, samo smo korak od priznavanja da kategorizacija stranaca

može, na vrlo učinkovit način, služiti politici selekcije stranaca u okviru politike „birane“ imigracije.

Francuski zakon, kao i zakon EU, već dugo leži na logici kontroliranja stranaca koja se izvršava vladanjem kategorijama stranaca i statusa koji je svakoj kategoriji pripisan. No, Stéphane Chauvier ističe da kada tvrdimo da zajednica ima pravo kontrolirati imigraciju, „ne želimo samo reći da ima pravo znati *tko* se nastanjuje na njenom teritoriju. Prije svega tvrdimo da ima pravo odbiti nastanjivanje na svom teritoriju strancima koji se žele tamo naseliti. Ne govori li to dakle, na drugi način, da zajednica ima pravo birati tko se može ili ne može nastaniti na njenom teritoriju? Nije li kontrolirana imigracija neizbježno birana imigracija?“. Istina je da postojanje kategorija u francuskom i europskom pravu dopušta javnoj vlasti da usmjeri postupak diferenciranja prem „tipovima“ stranaca, što snažno podsjeća na politiku biranja.

Prelazeći s fragmentacije jedne populacije na identifikaciju osoba kojim se želi dodijeliti taj ili taj status, moguće je neprimjetno kliziti prema politici imigracijskih kvota. Naime, zahvaljujući pomno utvrđenim kvotama, javna vlast može izvršiti dvostruku selekciju stranaca: istovremeno kvantitativnu i kvalitativnu. Kategorije doista dopuštaju da se odredi broj i tip stranaca (s kojom kompetencijom, kojeg porijekla itd.) koji će dobiti određeni status.

Znamo da je to težnja politike koju podupire ministar Hortefeux, koji je odlukom od 30. siječnja 2008., sazvao komisiju za ustavni okvir nove imigracijske politike [16]. Ona je dobila zadatak da analizira provedivost ustavne reforme, kako bi se utvrdile „potrebne izmjene za određivanje imigracijskih kvota, s normativnim karakterom“; radi se o provođenju kvantitativne regulacije migracijskog priljeva. Da bi se pripremili ustavni temelji politike selekcije stranaca, odluka se referira na kategorije, nezaobilani alat za diferencijaciju koju treba izvršiti među strancima. Definicija imigracijskih kvota bi trebala sadržavati dva elementa. Trebala bi dozvoliti opće vladanje imigracijom određivanjem godišnjeg broja migranata kojima može biti dozvoljen ulazak i boravak u Francuskoj, „u skladu s potrebama i kapacitetima Francuske za prihvatanje stranaca“. Potom definicija kvota treba omogućiti „odabir različitih sastavnica imigracije s ciljem da ekonomska migracija – koja je i sama analizirana kroz velike profesionalne kategorije- predstavlja 50% ukupnih ulazaka s ciljem trajnog nastanjivanja“. Od članova komisije je zatraženo da prouče

moćnost smanjenja te globalne kvote i kategorijskih kvota prema velikim regijama od kuda dolazi migracijski priljev.

Čini nam se dakle nužnim radikalno osporavati opis pravnih kategorija, kakav je još uvijek prilično uobičajen u nekim radovima o pravu, kojim se prikazuju kao neutralni alati kojim se prikazuje postojeća zbilja. Kategorija je zasigurno alat, a kategorizacija proces nužan za organizaciju društvenog reda. Ali se kategorije mogu preobraziti u oružje u službi logike kontroliranja, diferencijacije i odabira osoba. Razmišljanje o tim pitanjima se čini tim hitnije što korištenje pravnih kategorija daje, u nekim aspektima, blagoslov normativnoj vlasti. Ona opravdava određena povlaštenja i dovodi do postepenog prihvaćanja provedene diferencijacije.

B- Pravna kategorija, ili prihvaćanje diferencijacije koje je stvorio zakonodavac

Danièle Lochak [17] je vrlo dobro pokazala da preobrazba jednog pojma u pravnu kategoriju dovodi do praktičnih i simboličkih posljedica: „pravno kvalificirati određenu situaciju ili ponašanje, uzeti je u obzir kako bi je se pozitivno odredilo, to nužno znači (...) dati joj minimalno javno priznanje, prihvatiti zakonitost njenog postojanja (...) i to tim više što se termini, koje pravo integrira u svoj rječnik i tako pretvara u pravne kategorije, nerijetko poprimaju izgled objektivnosti, što se priznaje u tehničkom vokabularu“.

Dodat ćemo da će kategorijski okvir, zato što se priznaje kao apstraktni, bezlični okvir, zaštititi određene političke odabire od kritika. Naime, pravne su kategorije osnovane na temelju apstraktnog rada. Kategorijska vlast slijedi apstraktni intelektualni, bezlični, postupak kojem je cilj pojmiti različite složene i nestalne društvene činjenice prema predodređenim kvalifikacijama i pravilima. Pravna se kategorija zbog toga često predstavlja kao čimbenik pojednostavljivanja prava [18]. Iz tog pojednostavljivanja putem apstrakcije proizlazi da pravo stranaca okreće leđa različitosti pojedinačnih situacija, garantirajući ono što pravnici zovu pravna sigurnost.

Tako je na primjer kriterij državljanstva zadržan za stvaranje kategorije „stranac“. Taj kriterij, koji pojednostavljuje je, „gotovo simplistički, podvrgnuo sve osobe koje nisu Francuzi, koji nemaju državljanstvo ili koji ga odbijaju otkriti, zbirki ograničavajućih pravila bez mišljenja o vezi koju bi osoba mogla imati s Francuskom“. [19] Isto tako se, kategoriju „izbjeglica“ nametnutu Ženevskom konvencijom, dodjeljuje samo na temelju objektivno postavljenih kriterija: otuđenost i strah od progona. Dakle, kada sudac mora

razmotriti zahtjev za status izbjeglice, on se suočava sa činjeničnim stanjem osobe koja je podnijela zahtjev za azil, prema temeljnim kriterijima bezlične i apstraktne kategorije koja izrađuje „foto-robot“ izbjeglice. Posljedica toga je što eventualno odbijanje statusa izbjeglice, pod uvjetom da je zakon bio ispravno primjenjen na ispravno procijenjenene činjenice, u načelu ne mora biti razlog za oprez. Drugim riječima, apstrakcija dopuštena pravnim rječnikom [20] i depersonalizacija ponuđena pravnom kategorizacijom isključuju osporavanje.

Međutim, studije o prisilnim migracijama [21] su snažno istaknule opasnost razilaženja između fizičke, tjelesne zbilje, ponekad nasilne zbilje koja može potaknuti migracijski put, i apstraktnog poimanja, odstranjenog od stranca kroz njegovu kategorizaciju. Kategorijski pristup omogućuje, naročito ako je diferencijalna značajka koja služi za oblikovanje kategorija „objektivna“, uvažavanje čovječnosti onoga koji traži ulazak i boravak na teritoriju. Objektivizacija dozvoljena kvalifikacijom dopušta udaljavanje u odnosu na tu tjelesnu zbilju i nije sigurno je li to udaljavanje štetno za same strance.

No prije svega, a to je za javnu vlast još jedna korist od kategorizacije, ovo drugo ublažuje žestinu podjela izvršenih među strancima. Ako su gospodin A i gospodin B tretirani drugačije, jedino zato što je jedan ušao zakonito a drugi nije, i ako je kriterij zakonitog ulaska kriterij koji je objektivno postavljen i služi za osnivanje dvaju različitih kategorija, onda razlika između tretmana gospodina A i gospodina B nije pravno sporna. Kategorijski okvir kojim je proveden zakon, klasifikacija, čini prihvatljivim ono što to nedvojbeno ne bi bilo van zakona. U praksi opažamo da se više ne raspravlja o razlici između stranca koji je ušao zakonito i onoga koji je ušao nezakonito, između tražitelja azila i tražitelja statusa privremene zaštite, jer zakon postavlja te razlike kroz izložene kategorije.

Danièle Lochak [22] dobro opisuje utjecaj prava na skupna predstavljanja, nudeći određeni pogled na društveni red. Pravo stranaca tako širi određenu ideju o položaju stranca u francuskom društvu, i uvjerava svakog o neminovnom karakteru situacije stvorene tekstovima. Pravo, ukazuje Lochak, „prilagođava“ ponašanja ili situacije koje uzima u obzir, budući da doprinosi prikazivanju da su utemeljeni na dokazima, udaljavajući ih tako od svog radikalnog osporavanja. Učinku naturalizacije se pridružuje i učinak ozakonjenja. Pravne kategorije, kao sve riječi koje dopuštaju imenovanje stvari, proizvode učinak prilagodbe: najprije se naviknemo na riječi, potom na sliku koju prenose, i na kraju nam se situacije i postupci koje one označuju čine normalne, prihvatljive.

Pravne kategorije stranaca zapravo proizvode dvostruki učinak. Dopuštaju navikavanje na ideju da stranci, zato što proizlaze iz različitih kategorija, nisu svi isti, i mogu zato biti drugačije tretirani jedni od drugih. No indirektno, ozakonjivanje razlika između stranaca dovodi do ozakonjivanja *summa divisio*, razlike između domaćeg i stranog. Množenje podkategorija stranaca može samo ozakoniti kategoriju na kojoj sve počivaju.

Konačno, društveni učinak koji je proizveden pravnom kategorijom će, u određenim slučajevima, *a posteriori* potvrditi tu kategorizaciju. Kategorizacija, pokazali smo, je proces podjele strane populacije. Ali, zato što je ovdje podjela pravni čin i zato što su kategorije pravne, nova provedena podjela će se usaditi u društvene redove. Doista se moramo složiti s Bourdieuom da su pravni izkazi, performativni izkazi, „čarobne radnje“ koje uspijevaju „postići da nitko ne može odbaciti ili ignorirati stajalište, viziju koju nameću“ [23]. Što se tiče pravnih kategorija, time što nameću oštre prekide i stroge granice u kontinuumu statičkih granica“ [24], one u društvene odnose uvode „jasnoću, racionalnost koje nikada ne osiguravaju u potpunosti praktična načela habitusa, ili sankcije običaja“. Drugim riječima, kategorije oblikuju novo društveno uređenje, na temelju novih, jasnih granica između društvenih grupa.

Nije isključeno da se u nekim okolnostima društveno ustroje grupe koje su definirane kategorijskim pravilom i odsada vezane kategorijskim nazivom. Mogli bismo promatrati učinak stvaranja grupe, možda nahranjen pokretima solidarnosti koji se tiču grupa kao što su „stranci u nezakonitim situacijama“ ili „tražitelji azila“. Nije nemoguće da neprimjetno te kategorizirane grupe, koje sada postoje u društvu, počnu konkurirati ili zamjenjivati druge kategorije, samoodređene ali bez pravnog postojanja. Stvaranje grupe, njezino ostvarenje bi dakle, *a posteriori*, opravdalo stvaranje kategorije koja, na početku, nije imala druge namjene od te da država želi kontrolirati migracijsku zbilju. Ta nam se pretpostavka ne čini nerealnom. U svakom slučaju, ona pokazuje snagu prava i svjedoči važnoj ulozi pravnih kategorija. Iste treba shvatiti ozbiljno jer se, iako su manipulativni alat u službi svrhe koliko i povlašteni postupak razdvajanja, mogu pretvoriti u modele radnje i racionalizacije migracijske politike temeljene na samom kontroliranju stranaca.

BILJEŠKE

[1] François Terré, « L'opération de catégorisation », u Pascale Bloch, Cyrille Duvert i Natacha Sauphanor-Brouillaud, *Différenciation et indifférenciation des personnes dans le code civil*, Economica, 2006, p. 4

[2] Kategorija: „1. općenito govoreći (klasifikacija), distinktivna grupa elemenata koja predstavlja slična obilježja: razred, podjelu.“ Prema toj definiciji, kategorija je dakle sinonim za vrstu, sortu. 2. označuje temeljne pojmove koji se, pojavljujući se u pravnom redu ili pravnoj misli kao racionalna i sistematična odredba, definiraju jedan u odnosu na drugi nizom generičkih i specifičnih obilježja“, Cornu, *Vocabulaire juridique*, Quadrige PUF, 2004, p. 135.

[3] Jean-Louis Bergel, *Théorie générale du droit*, Dalloz, 4. izdanje, 2006, p. 209

[4] Dany Cohen, « Catégories de personnes, égalité et différenciation », u Pascale Bloch, Cyrille Duvert i Natacha Sauphanor-Brouillaud, *Différenciation et indifférenciation des personnes dans le code civil*, Economica, 2006, p. 91

[5] Naime, od Treće (Francuske) Republike, francusko pravo preuzima gotovo isključivo oblik posebne administrativne uredbe koja nastoji očuvati javni red kontroliranjem pristupa nacionalnom teritoriju i nadziranjem boravaka stranih državljana, vidi Vincent Tchen, *Droit des étrangers*, Ellipses, 2006, p. 7.

[6] Jean-Louis Bergel, op. cit., p. 221

[7] Ch. Eisenmann, « Quelques problèmes de méthodologie des définitions et des classifications en science juridique », *Archives de philosophie du droit*, Tome XI, 1966, p. 38

[8] Kroz „kategorizaciju“ razumijemo proces stvaranja kategorija, izbor kriterija koji će poslužiti pri njenom oblikovanju.

[9] Članak L 111-1 Cesede.

[10] Danièle Lochak, « Les catégories juridiques dans les processus de radicalisation », u Annie Collovald i Brigitte Gaïti, *La démocratie aux extrêmes, Sur la radicalisation politique*, La dispute, p. 152

[11] vidi Ségolène Barbou des Places et Hélène Oger, « Making the European Migration Regime : Decoding Member States' Legal Strategies », *European Journal of Migration and Law*, 2005, p. 353-379.

[12] Temeljem članka 3.

[13] Na isti način ćemo navesti članak L 511-4 Cesede, koji daje popis stranaca zaštićenih od obaveze da napusti teritorij ili od mjere vraćanja na granicu. Zaštićen je onaj koji je zakonito boravio u Francuskoj 10 godina, „osim ako je za cijelo to vrijeme bio korisnik privremene dozvole boravka „student“.

[14] Možemo navesti brojne druge primjere. Tako, „odredba o podnošenju zahtjeva za odobravanje prava na rad iz 13. svibnja 2007. koja odbija drugačije statute, pazeći pritom da ne ostavi niti jednu rupu koja dopušta prijelaz iz jednog statusa u drugi i boravak u Francuskoj kad je osoba postala ekonomski nekorisna. Pažljivo se predviđaju sve oznake napisane na ispravama, kako bi stranac u većini slučajeva, bio blizak struci i geografskoj zoni. Sve je kalibrirano“, *Du plombier polonais au géomètre malien, Plein droit*, 75, prosican 2007.

[15] Dany Cohen, « Catégories de personnes, égalité et différenciation », u Pascale Bloch, Cyrille Duvert i Natacha Sauphanor-Brouillaud, *Différenciation et indifférenciation des personnes dans le code civil*, *Economica*, 2006, p. 91

[16] Odluka od 30. siječnja 2008, JO, 7.veljača 2008, tekst n°22

[17] Danièle Lochak, « La race : une catégorie juridique ? », *Mots*, n° 33, 27 ožujka 1992, p. 291

[18] Jean-Louis Bergel, *Théorie générale du droit*, Dalloz, 4ème édition, 2006, p. 221.

[19] Vincent Tchen, *Droit des étrangers*, Ellipses, 2006, p. 18

[20] U ovoj fazi ne možemo propustiti digresiju kroz Bourdieuove riječi kojima nas podsjeća na to koliko pravni jezik nosi sve oznake retorike impersonalnosti i neutralnosti. Isto tako, retorika autonomije na pravnom polju, njezina impersonalnost i univerzalnost su „izrazi racionaliziranja“, Pierre Bourdieu, « La force du droit, *Eléments pour une sociologie du champ juridique* », *Actes de la Recherche en Science sociale*, n° 64, rujan

1986, p. 6. Kategorizacija dakle normativnoj vlasti nudi, isto što je izgradilo kategorijski kadar, zaštitu jednog umjerenog, neutralnog i sigurnog pristupa

[21] B. Stein, "The Refugee Experience : Defining the parameters of a Field of Study", *International Migration Review*, 1981, 15(1) : 320-30 ; N. Soguk, *States and Strangers : refugees and Displacements of Statecraft*, Univ. of Minnesota Press, 1999, p. 4.

[22] Danièle Lochak, « Les catégories juridiques dans les processus de radicalisation », u Annie Collovald i Brigitte Gaïti, *La démocratie aux extrêmes, Sur la radicalisation politique*, La dispute, p. 146.

[23] Pierre Bourdieu, « La force du droit, Eléments pour une sociologie du champ juridique », *Actes de la Recherche en Science sociale*, n° 64, rujan 1986, p. 13.

[24] Ibidem.

5. Glossaire

A

Abrogation (n.f) – stavljanje izvan snage

Accord (n.m) – sporazum

Accord de réadmission – Sporazum o ponovnom primanju (migranata)

Accord de Schengen – Šengenski sporazum

Acquisition (n.f) **de la citoyenneté** – stjecanje državljanstva

Afflux (n.m) – priljev

Agence nationale de l'accueil des étrangers et des migrations – Državna agencija za prihvatanje stranaca i migracije

Aide (n.f) **internationale** – međunarodna pomoć

Apatride (n.m/f) – osoba bez državljanstva, apatrid

Asile (n.m) - azil

Asile diplomatique – diplomatski azil

Asile territorial – teritorijalni azil

Assimilation (n.f) – prilagodba, asimilacija

Atteinte (n.f) – povreda

Autorisation (n.f) - dozvola

Autorisation de séjour – dozvola boravka

Autorisation de travail – dozvola za rad

B

Banni (n.m.) – prognanik, izgnanik

Bénéficiaire (n.m) – korisnik

Bénéficiaire de protection temporaire – korisnik privremene zaštite

Bénéficiaire de protection subsidiaire – korisnik supsidijarne zaštite

C

Cachet (n.m) – pečat

Cachet d'entrée – ulazni pečat

Cachet de sortie – izlazni pečat

Carte (n.f) – iskaznica

Carte d'identité – osobna iskaznica

Carte de séjour – boravišna iskaznica

Carte de séjour temporaire – privremena boravišna iskaznica

Carte de Séjour « Visiteur » – boravišna iskaznica « posjetitelj »

Carte de Séjour « Etudiant » - boravišna iskaznica « student »

Carte de Séjour « Scientifique » – boravišna iskaznica « znanstvenik »

Carte de Séjour « Profession artistique et culturelle » - boravišna iskaznica
« umjetnička i kulturna zanimanja »

Carte de Séjour « Salarié, commerçant, artisan, ou agriculteur » boravišna iskaznica
« zaposlenik, trgovac, obrtnik ili zemljoradnik »

Carte de Séjour « Vie privée et familiale » boravišna iskaznica « privatni i obiteljski
život »

Catégorie (n.f) - kategorija

Catégorie d'étrangers – kategorija stranaca

Catégorie juridique – pravna kategorija

Catégorie de l'étranger résidant de longue durée – kategorija stranaca s pravom na dugi boravak

Centre (n.m) de rétention – centar za zadržavanje

Certificat (n.m) – potvrda, certifikat

Certificat de nationalité - domovnica

Citoyen (n.m) - građanin

Citoyenneté (n.f) - građanstvo

Clandestin (adj.) – nedozvoljen, ilegalan

Code (n.m) – zakonik, kodeks, pravilnik

Code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile – Pravilnik o ulasku i boravku stranaca i pravu na azil

Contrôle (n.m) - kontrola

Contrôle des étrangers – kontrola (ulaska i boravka) stranaca

Contrôle aux frontières – granična kontrola

Contrôle juridictionnel – sudska kontrola

Convention (n.f) – konvencija

Convention de Genève – Ženevska konvencija

Courant (n.m) migratoire – migracijska struja

Crime (n.m) international – međunarodni zločin

D

Demandeur (n.m) - tražitelj

Demandeur d'asile – tražitelj azila

Demandeur d'un statut de protection subsidiaire – tražitelj statusa subsidiarne zaštite

Déplacement (n.m) **forcé** – prisilna selidba

Déportation (n.f) – progonstvo, deportacija

Détention (n.f) - zadržavanje

Détention administrative – administrativno zadržavanje

Détention préventive – preventivno zadržavanje

Diaspora (n.f) – dijaspora

Discrimination (n.f) - diskriminacija

Discrimination raciale – rasna diskriminacija

Discrimination exercée en raison de la nationalité – diskriminacija na temelju državljanstva

Document (n.m) – isprava, dokument

Document d'identité – identifikacijska isprava

Documents de voyage – putna isprava

Domicile (n.m) – prebivalište

Droit (n.m) - pravo

Droit d'asile – pravo na azil

Droit de retour – pravo na povratak

Droit des gens – međunarodno javno pravo

Droit international de la migration – međunarodno migracijsko pravo

E

Emigrant (n.f) – iseljenik, emigrant

Emigration (n.f) – iseljivanje, emigracija, iseljništvo

Entrée (n.f) - ulazak

Entrée irrégulière – nezakoniti ulazak

Entrée régulière – zakoniti ulazak

Etat (n.m) - država

Etat de refuge – država utočište

Etat de résidence – država prebivališta

Etat de transit – država tranzita

Etat d'emploi – država zaposlenja

Etat d'origine – država porijekla

Etranger (n.m) - stranac

Etranger en situation irrégulière (illégal) – stranac u nezakonitoj situaciji

Etranger en situation régulière – stranac u zakonitoj situaciji

Evaluation (n.f) - procjena

Evaluation sanitaire – zdravstvena procjena

Exemption (n.f) – oslobađanje

Exil (n.m) – progonstvo, izgon

Expulsion (n.f) - progon

F

Filtrage (n.m) - filtriranje

Flux (n.m) - priljev

Flux migratoire – migracijski priljev

Frauduleux (adj.) – lažno, krivotvoreno

Frontalier (n.m) – pogranični stanovnik

Frontière (n.f) - granica

Fuite (n.f) **des cerveaux** – odljev mozгова

G

Gestion (n.f) - upravljanje

Gestion de la migration – upravljanje migracijama

Gestion des frontières – upravljanje granicama

I

Identité (n.f) - identitet

Immigrant (n.m) – useljenik, imigrant, doseljenik

Immigration (n.f) – useljivanje, doseljivanje

Immigration clandestine – nezakonito doseljivanje

Immigration choisie- birana imigracija

Immigré (adj.) – useljenik, imigrant, doseljenik

Intégration (n.f) - integracija

Interdiction (n.f) **du territoire** – zabrana ulaska na teritorij

J

Jurisdiction (n.f) – jurisdikcija, sudska nadležnost

Juridique (adj.) - pravni

L

Légal (adj.) – legalan, zakonit

Légitime (adj.) – legitiman, po zakonu, zakonit

Liberté (n.f) **de circulation** – sloboda kretanja

Lieu (n.m) **de résidence** – mjesto boravišta

M

Membre (n.m) - član

Membre de la famille – član obitelji

Mesure (n.f) **d'éloignement** - mjere udaljavanja (s teritorija)

Migrant (n.m) - migrant

Migrant de courte durée – migrant s pravom na kratki boravak

Migrant de longue durée – migrant s pravom na dugotrajni boravak

Migrant en situation irrégulière – migrant u nezakonitoj situaciji

Migrant en situation régulière – migrant u zakonitoj situaciji

Migrant irrégulier – nezakoniti, ilegalni migrant

Migrant rural-rural – ruralno-ruralni migrant

Migrant rural-urbain – ruralno-urbani migrant

Migrant urbain-rural – urbano-ruralni migrant

Migrant urbain-urbain – urbano-urbani migrant

Migrant économique – ekonomski migrant

Migration (n.f) – migracija, seoba, seljenje

Migration clandestine – nezakonita migracija

Migration de masse – masovna migracija

Migration de travail – migracija radi posla

Migration frontalière – migracija pograničnih radnika

Migration facilitée – olakšana migracija

Migration forcée – prisilna migracija

Migration internationale –vanjska migracija

Migration intérieure – unutarinja migracija

Migration irrégulière – nezakonita migracija

Migration quotidienne – dnevna migracija

Migration régulière – zakonita migracija

Migration saisonnière – sezonska migracija

Migration secondaire – sekundarna migracija

Migration totale – ukupna migracija

Minorité (n.f) - manjina

Mouvement (n.m) **migratoire** – migracijsko kretanje

N

Nationalité (n.f) - državljanstvo

Nationalité étrangère – strano državljanstvo

Naturalisation (n.f) – naturalizacija

Nomade (n.m) - nomad

Non-admission (n.f) – odbijanje ulaska

O

Office des migrations internationales – Ured za međunarodne migracije

Ordre (n.m) **public** – javni red

Overstay (n.) – (iz eng.) – ostanak na teritoriju neke države i nakon isteka dozvole boravka

P

Parrainage (n.m) – kumstvo

Passeport (n.m) - putovnica

Pays (n.m) - država

Pays d'accueil – prihvatna država

Pays de destination – odredišna država

Pays de résidence – država boravišta

Pays d'origine – država porijekla

Pays tiers – treća zemlja

Permis (n.m) – dozvola

Permis de résidence – dozvola za stalni boravak

Permis de séjour – boravišna dozvola

Permis de travail – radna dozvola

Persécution (n.f) – progon

Perte (n.f) **de la nationalité** – gubitak državljanstva

Politique (n.f) - politika

Politique communautaire d'immigration et d'asile – europska politika imigracije i azila

Politique migratoire – migracijska politika

Protection (n.f) - zaštita

Protection subsidiaire – supsidijarna zaštita

Protection diplomatique – diplomatska zaštita

Protection internationale – međunarodna zaštita

Protection temporaire – privremena zaštita

Q

Quarantaine (n.f) – karantena

Quota (n.m) - kvota

R

Réadmission (n.f) – ponovno primanje

Reconduite (n.f) **à la frontière** – vraćanje na granicu

Refoulement (n.m) – odbijanje

Réfugié (n.m) – izbjeglica

Refus (n.m) – odbijanje

Régime d’asile (n.m) – sustav azila

Regroupement (n.m) **familial** – spajanje obitelji

Régularisation (n.f) – regulacija, provjera

Réinstallation (n.f) – ponovno smještanje, nastanjivanje

Réintégration (n.f) – reintegracija

Réintégration culturelle – kulturna reintegracija

Réintégration économique – ekonomska reintegracija

Réintégration sociale – društvena reintegracija

Résidence (n.f) – boravište

Résidence habituelle – uobičajeno boravište

Résidence permanente – stalno boravište

Résidence de longue durée – dugoročno boravište

Ressortissant (n.m) - državljanin

Ressortissant d’Etats tiers – državljanin treće države

Ressortissant étranger – strani državljanin

Rétention (n.f) - zadržavanje

Rétention administrative – administrativno zadržavanje

Réunification (n.f) **familiale** – reunifikacija obitelji

S

Séjour (n.m) – boravak

Solde migratoire (n.m) – migracijski saldo, migracijska bilanca

Statut (n.m) – status, statut

Statut légal – pravni status

Système judiciaire (n.m) – pravosudni sustav

T

Taux (n.m) **de migration** - stopa migracije

Territoire (n.m) **national** – državni teritorij

Titre (n.m) – dozvola

Titre de séjour – dozvola boravka

Titre de travail – dozvola za rad

Titulaire (n.m/f) – nositelj

Trafic (n.m) **illicite** – nedopuštena trgovina

Traité (n.m) - ugovor

Traité bilatéral – bilateralni ugovor

Traité multilatéral – multilateralni ugovor

Travailleur (n.m) – radnik

Travailleur migrant – radnik migrant

Travailleur migrant en situation irrégulière – radnik migrant u nezakonitoj situaciji

Travailleur migrant régulier – legalni radnik migrant

Travailleur migrant saisonnier – sezonski radnik migrant

Travailleur migrant temporaire – privremeni radnik migrant

V

Visa (n.m) - viza

Visa de court séjour multiple – viza za više ulazaka

Visa de long séjour – viza za dugoročni boravak

Visa de retour – viza za ponovni ulazak

Visa de transit – tranzitna viza

Z

Zone (n.f) **d'attente** – zona za čekanje

6. Fiches terminologiques

Terme	Apatride
Catégorie grammaticale	n. m/f.
Collocation(s)	devenir~
Domaine	migration
Sous-domaine	immigration
Définition	personne qui n'est ressortissant d'aucun Etat, personne sans patrie ou nationalité
Synonyme(s)	sans-patrie
Hyperonyme(s)	demandeur de statut d'apatride
Hyponyme(s)	protection temporaire
Contexte du terme (+référence)	L'office est habilité à délivrer, après enquête s'il y a lieu, aux réfugiés et apatrides les pièces nécessaires pour leur permettre soit d'exécuter les divers actes de la vie civile, soit de faire appliquer les dispositions de la législation interne ou des accords internationaux qui intéressent leur protection. Référence : Code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, http://www.ofpra.gouv.fr/index.html?xml_id=258&dtd_id=14#article721-2
Equivalent croate	osoba bez državljanstva, apatrid
Catégorie grammaticale	n. f, n. m.
Source de l'équivalent	Achiron M. <i>Državljanstvo i apatridnost : priručnik za parlamentarne</i>
Contexte de l'équivalent	Organizacijama je iznimno teško prikupiti sveobuhvatne podatke o broju osoba bez državljanstva jer je koncept apatridnosti osporavan među državama, a vlade su često nesklone podastrijeti podatke o apatridima. Référence : Achiron M. <i>Državljanstvo i apatridnost : priručnik za parlamentarne</i> (br.11 – 2005) http://www.ipu.org/PDF/publications/nationality_cr.pdf

Terme	Asile
Catégorie grammaticale	n. m.
Collocation(s)	demandeur d'~, droit d'~, ~diplomatique
Domaine	migration
Sous-domaine	immigration
Définition	forme de protection qu'accorde un Etat sur son territoire (asile territorial) ou hors de son territoire (asile diplomatique) aux personnes ayant nationalité étrangère ou n'ayant aucune nationalité, qui sont réfugiées à cause de persécution politique
Synonyme(s)	
Hyperonyme(s)	migration forcée
Hyponyme(s)	asile territorial, asile politique
Contexte du terme (+référence)	L'étranger, qui se trouve à la frontière et souhaite entrer en France au titre de l'asile, doit l'indiquer à la police aux frontières du port, de l'aéroport ou de la gare de son arrivée. Référence : http://vosdroits.service-public.fr/particuliers/F2649.xhtml
Equivalent croate	azil
Catégorie grammaticale	n. m.
Source de l'équivalent	<i>Politike Europske unije : Migracije i azil</i> http://europa.eu/pol/pdf/flipbook/hr/migration_hr.pdf
Contexte de l'équivalent	Iako većina ljudi koji bježe iz svojih matičnih zemalja azil traži u susjednim zemljama, u EU-u kao cjelini primljeno je približno 35% svih zahtjeva za azil u svijetu. Référence : <i>Politike Europske unije : Migracije i azil</i> http://europa.eu/pol/pdf/flipbook/hr/migration_hr.pdf

Terme	Carte de séjour
Catégorie grammaticale	groupe nominal
Collocation(s)	délivrance d'une~, demande de~, renouvellement de~ titulaire de~, ~temporaire, ~permanent
Domaine	migration
Sous-domaine	immigration
Définition	document officiel délivré par l'administration d'un pays utilisé pour prouver la possession du titre de séjour qui donne à un étranger le droit (parfois renouvelable) d'y séjourner temporairement et peut aussi signifier l'autorisation de travail
Hyperonyme(s)	titre de séjour
Hyponyme(s)	carte de séjour temporaire/permanent
Contexte du terme (+référence)	Les ressortissants étrangers de pays tiers à l'Union européenne et les ressortissants de pays ayant conclu des accords bilatéraux avec la France, qui sont non actifs et qui séjournent en France pour une durée supérieure à 3 mois, peuvent obtenir sur justification d'une entrée en France sous couvert d'un visa de long séjour, portant la mention « visiteur », une carte de séjour temporaire ou un certificat de résidence algérien d'un an. Référence : http://www.immigration.interieur.gouv.fr/Immigration/Les-autres-types-de-droit-au-sejour
Equivalent croate	boravišna iskaznica
Catégorie grammaticale	groupe nominal
Source de l'équivalent	Zakon o strancima http://www.zakon.hr/z/142/Zakon-o-strancima
Contexte de l'équivalent	Boravišna iskaznica za člana obitelji državljanina Unije izdaje se s rokom važenja od 5 godina, odnosno kraćim ukoliko državljanin države članice EGP-a namjerava boraviti u Republici Hrvatskoj kraće od 5 godina. Référence :Zakon o strancima, http://www.zakon.hr/z/142/Zakon-o-strancima

Terme	Clandestin
Catégorie grammaticale	adj.
Collocation(s)	migration~, immigré~, passager~
Domaine	migration
Sous-domaine	
Définition	qualité d'un étranger séjournant de façon illégal sur le territoire national
Synonyme(s)	illicite, prohibe, contrebande, sans-papiers
Hyperonyme(s)	
Hyponyme(s)	immigration clandestine
Contexte du terme (+référence)	Le programme de La Haye définit les actions à entreprendre pour renforcer la lutte contre toutes ces formes d'immigration clandestine dans plusieurs domaines stratégiques: la sécurité des frontières, l'emploi illégal, les retours et la coopération avec les pays tiers. Référence : Commission des communautés européennes : <i>Communication de la commission sur les priorités d'action en matière de lutte contre l'immigration clandestine de ressortissants de pays tiers</i>, http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=COM:2006:0402:FIN:FR:PDF
Equivalent croate	ilegalan
Catégorie grammaticale	adj.
Source de l'équivalent	Milardović, Anđelko. Populizam i globalizacija. http://books.google.hr/books?id=i1OmuJgyC2sC&printsec=frontcover&hl=hr&source=gbg_ge_summary_r&cad=0#v=onepage&q&f=false
Contexte de l'équivalent	Ta se politika temelji na prednosti pri zapošljavanju koju uživaju Francuzi i Europlani, na kontroli ilegalnog useljavanja, ograničavanju boravka stranaca, uskraćivanju prava stranaca na učlanjivanje u francusko državljanstvo, itd. Référence : Milardović, Anđelko. Populizam i globalizacija. http://books.google.hr/books?id=i1OmuJgyC2sC&printsec=frontcover&hl=hr&source=gbg_ge_summary_r&cad=0#v=onepage&q&f=false

Terme	Demandeur d'asile
Catégorie grammaticale	groupe nominal
Collocation(s)	
Domaine	migration
Sous-domaine	immigration
Définition	Etranger qui a soumis une demande d'asile laquelle est toujours en cours d'examen et qui n'a pas encore le statut de réfugié
Synonyme(s)	
Hyperonyme(s)	droit des gens
Hyponyme(s)	réfugié
Contexte du terme (+référence)	Pour déterminer si un demandeur d'asile a ou non droit à l'assistance gratuite d'un défenseur, on applique le critère de la nécessité, c'est-à-dire que la situation de fait ou de droit doit être d'une complexité telle que l'on considère que le demandeur ne peut pas se défendre seul. Référence : Nations Unies ; Pacte international relatif aux droits civils et politiques http://ccprcentre.org/doc/HRC/Suisse/SR2658_Fr.pdf
Equivalent croate	tražitelj azila
Catégorie grammaticale	groupe nominal
Source de l'équivalent	Zakon o strancima http://www.zakon.hr/z/142/Zakon-o-strancima
Contexte de l'équivalent	Tražitelj azila, koji ne ispunjava uvjete za ulazak u Republiku Hrvatsku propisane odredbama Zakona o strancima, može biti smješten i u prostorijama koje se koriste za smještaj tražitelja azila tijekom razmatranja zahtjeva za azil na granici i u tranzitnom prostoru zračne ili pomorske luke. Référence : <i>Pravilnik o smještaju tražitelja azila, azilanata, stranaca pod supsidijarnom zaštitom i stranaca pod privremenom zaštitom</i>, http://www.propisi.hr/print.php?id=7898

Terme	Diaspora
Catégorie grammaticale	n. f.
Collocation(s)	
Domaine	migration
Sous-domaine	immigration
Définition	dispersion d'un peuple ou d'une ethnie à travers le monde ; ensemble des membres d'une communauté dispersée
Synonyme(s)	
Hyperonyme(s)	
Hyponyme(s)	diaspora juive/russe/croate...
Contexte du terme (+référence)	Ces activités sont caractérisées par une planification basée sur les besoins, la durabilité, et la capacité à établir un lien entre des groupes de la diaspora et des communautés dans les pays d'origine. Référence : Journal officiel de l'Union européenne, http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:C:2008:120:0082:0088:FR:PDF
Equivalent croate	dijaspora
Catégorie grammaticale	n. f.
Source de l'équivalent	Hrvatska Enciklopedija http://www.enciklopedija.hr/Natuknica.aspx?ID=15119
Contexte de l'équivalent	Po logici koja sad prevladava, Hrvati u Okučanima i Kninu bili su od 1991. do oslobođenja 1995. dijaspora pa im je trebalo uskratiti pravo glasa i otpisati njih i njihov teritorij umjesto da ih se integrira. Référence : Matica hrvatska, Vijenac http://www.matica.hr/vijenac/423/Hrvatski%20kulturni%20polip/

Terme	Entrée irrégulière
Catégorie grammaticale	groupe nominal
Collocation(s)	
Domaine	migration
Sous-domaine	immigration
Définition	passage des frontières irrégulier d'un étranger dans un pays sans visa ou autre autorisation valide
Synonyme(s)	entrée clandestine
Hyperonyme(s)	gestion des frontières
Hyponyme(s)	
Contexte du terme (+référence)	La détention de citoyens étrangers au motif d'une entrée irrégulière, notamment lorsqu'elle implique des réfugiés et des demandeurs d'asile, pose un certain nombre de défis et soulève certaines préoccupations. Référence : http://www.unhcr.fr/4c7fb18e6.pdf
Equivalent croate	nezakoniti ulazak
Catégorie grammaticale	groupe nominal
Source de l'équivalent	Zakon o strancima http://www.zakon.hr/z/142/Zakon-o-strancima
Contexte de l'équivalent	Stranac koji je nezakonito ušao u Republiku Hrvatsku, a došao je izravno s područja na kojem je proganjan u smislu Ženevske konvencije te kad postoji stvarni rizik da će povratkom u zemlju podrijetla biti izložen ozbiljnoj nepravdi, neće se kazniti zbog nezakonitog ulaska ili boravka, ukoliko bez odgode podnese zahtjev za azil i ako predoči valjane razloge svog nezakonitog ulaska ili boravka. Référence : http://mup.hr/47.aspx

Terme	Etranger
Catégorie grammaticale	n. m.
Collocation(s)	statut d'~, naturalisation d'~
Domaine	migration
Sous-domaine	immigration
Définition	personne qui n'a pas la nationalité du pays où il se trouve
Synonyme(s)	immigrant
Hyperonyme(s)	population
Hyponyme(s)	étranger en situation régulière, étranger en situation irrégulière
Contexte du terme (+référence)	La Convention a pour objet principal de favoriser la réinsertion sociale des personnes condamnées à des peines ou mesures privatives de liberté en permettant à un étranger privé de sa liberté à la suite d'une infraction pénale de purger sa peine ou le reste de sa peine dans son milieu social d'origine. Référence : Commission des communautés européennes, <i>Livre vert sur le rapprochement, la reconnaissance mutuelle et l'exécution des sanctions pénales dans l'Union européenne</i>, http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=COM:2004:0334:FIN:FR:PDF
Equivalent croate	stranac
Catégorie grammaticale	n. m.
Source de l'équivalent	Zakon o strancima http://www.zakon.hr/z/142/Zakon-o-strancima
Contexte de l'équivalent	U slučaju prestanka ugovora o radu ili drugog odgovarajućeg ugovora te prestanka postojanja drugih uvjeta na temelju kojih je izdana dozvola za boravak i rad, poslodavac i stranac dužni su obavijestiti policijsku upravu, odnosno policijsku postaju, u roku od 15 dana od nastupa tih okolnosti. Référence : Zakon o strancima, http://www.zakon.hr/z/142/Zakon-o-strancima

Terme	Expulsion
Catégorie grammaticale	n. f.
Collocation(s)	
Domaine	migration
Sous-domaine	immigration
Définition	mesure prise par l'administration pour envoyer dans son pays une personne qui séjournait illégalement sur le territoire national
Synonyme(s)	déportation
Hyperonyme(s)	migration forcée
Hyponyme(s)	
Contexte du terme (+référence)	L'article 9, paragraphe 1, de la directive 64/221 s'oppose à une disposition d'un État membre qui ne prévoit ni de procédure de réclamation ni de recours, comportant également un examen de l'opportunité, à l'encontre d'une décision d'expulsion d'un ressortissant d'un autre État membre prise par une autorité administrative, dès lors qu'aucune autorité indépendante de cette administration n'a été mise en place. Référence : Journal officiel de l'Union européenne, http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:C:2004:118:0017:0017:FR:PDF
Equivalent croate	progon
Catégorie grammaticale	n. m.
Source de l'équivalent	Zakon o međunarodnoj pravnoj pomoći u kaznenim stvarima RH http://www.zakon.hr/z/237/Zakon-o-me%C4%91unarodnoj-pravnoj-pomo%C4%87i-u-kaznenim-stvarima
Contexte de l'équivalent	Hrvatski državljanin ne može biti izručen radi kaznenog progona ili izvršenja kazne zatvora stranoj državi, niti kao osuđenik može biti premješten iz Republike Hrvatske u stranu državu radi izdržavanja kazne zatvora. Référence : Zakon o međunarodnoj pravnoj pomoći u kaznenim stvarima RH, http://www.zakon.hr/z/237/Zakon-o-me%C4%91unarodnoj-pravnoj-pomo%C4%87i-u-kaznenim-stvarima

Terme	Fuite des cerveaux
Catégorie grammaticale	groupe nominal
Collocation(s)	
Domaine	migration
Sous-domaine	immigration
Définition	Flux migratoire des scientifiques et des chercheurs qui quittent leur pays d'origine pour s'installer à l'étranger en raison des meilleures conditions de travail et vie
Synonyme(s)	exode des cerveaux
Hyperonyme(s)	migration de travail, migration internationale
Hyponyme(s)	
Contexte du terme (+référence)	Des mesures spécifiques visant à encourager et soutenir les jeunes chercheurs à un stade précoce de leur carrière scientifique, ainsi que des mesures destinées à réduire la 'fuite des cerveaux', telles que les bourses de réintégration, seront introduites. Référence : http://cordis.europa.eu/fp7/people/home_fr.html
Equivalent croate	odljev mozgova
Catégorie grammaticale	groupe nominal
Source de l'équivalent	Ministarstvo vanjskih i europskih poslova RH http://www.mvep.hr/hr/vanjska-politika/multilateralni-odnosi0/globalne-teme/migracije/
Contexte de l'équivalent	Iseljivanje nije prestalo ni nakon uspostave Republike Hrvatske. Zbog ratnih prilika i spore konsolidacije gospodarstva i dalje se iseljuju pretežito mladi izobraženi ljudi, što poprima karakteristične oblike »odljeva mozgova«. Référence : Hrvatska enciklopedija, http://www.enciklopedija.hr/Natuknica.aspx?ID=26386

Terme	Immigrant
Catégorie grammaticale	n. m
Collocation(s)	assimilation des~, intégration des~, ~clandestin
Domaine	migration
Sous-domaine	immigration
Définition	personne qui s'établit dans un pays étranger
Synonyme(s)	immigré, expatrié
Hyperonyme(s)	migrant
Hyponyme(s)	
Contexte du terme (+référence)	Comme le prévoit le programme de La Haye, le Conseil et les représentants des gouvernements des États membres ont défini, le 19 novembre 2004, des principes de base communs de la politique d'intégration des immigrants dans l'Union européenne. Référence : Journal officiel de l'Union européenne, http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:L:2007:168:0018:0036:FR:PDF
Equivalent croate	useljnik
Catégorie grammaticale	n. m.
Source de l'équivalent	<i>Politike Europske unije : Migracije i azil</i> http://europa.eu/pol/pdf/flipbook/hr/migration_hr.pdf
Contexte de l'équivalent	Useljenici mogu popuniti praznine na tržištu radne snage cijelim nizom zanimanja, počevši od visokokvalificiranih stručnjaka kojih već sada nedostaje u EU-u pa do radnika na poslovima koje državljani EU-a više ne žele prihvaćati. Référence : <i>Politike Europske unije : Migracije i azil</i>, http://europa.eu/pol/pdf/flipbook/hr/migration_hr.pdf

Terme	Migration internationale
Catégorie grammaticale	groupe nominal
Collocation(s)	
Domaine	migration
Sous-domaine	immigration
Définition	mouvement de personnes quittant leur pays d'origine pour s'installer (de manière temporaire ou permanente) dans un autre pays
Synonyme(s)	
Hyperonyme(s)	migration
Hyponyme(s)	migration temporaire, migration permanente
Contexte du terme (+référence)	Si l'on veut que les migrations internationales restent à long terme dans des limites raisonnables, il faut donner à chacun des raisons de rester dans son propre pays. une croissance économique durable dans le respect de l'équité et des stratégies de développement allant dans le sens de cet objectif constitue un moyen essentiel à cette fin. Référence : Commission des communautés européennes, <i>Communication de la Commission au Conseil et au Parlement européen</i>, http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=COM:2005:0642:FIN:FR:PDF
Equivalent croate	vanjska migracija
Catégorie grammaticale	groupe nominal
Source de l'équivalent	Mesić, M. <i>Vanjske migracije i društveni razvitak</i>
Contexte de l'équivalent	Karakteristično je da republike i pokrajine koje imaju manji broj radnika kao i one koje su se kasnije uključile u proces vanjskih migracija, imaju veći udio radne snage iz gradskih naselja i bolju kvalifikacijsku strukturu. Référence : Baučić, I. <i>Vanjske migracije radne snage kao faktor socijalno-ekonomskih promjena u seoskim sredinama</i>, http://hrcak.srce.hr/index.php?show=clanak&id_clanak_jezik=176440

Terme	Naturalisation
Catégorie grammaticale	n. m.
Collocation(s)	
Domaine	migration
Sous-domaine	immigration
Définition	acquisition par un étranger ou à un apatride de la nationalité de son pays d'accueil ou dans certains cas, d'un Etat tiers.
Synonyme(s)	assimilation, socialisation
Hyperonyme(s)	réfugié
Hyponyme(s)	
Contexte du terme (+référence)	La législation des Émirats arabes unis en ce qui concerne la nationalité (...) et les passeports, telle qu'amendée, dispose qu'une femme qui est une ressortissante de l'État ex lege ou par naturalisation et qui se marie à une personne détenant une nationalité étrangère garde sa nationalité et ne la perd pas à moins qu'elle ne prenne la nationalité de son mari. Référence : Nations Unies, <i>Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes</i>, http://www.arabhumanrights.org/publications/countries/uae/cedaw/cedaw-care1-08f.pdf
Equivalent croate	naturalizacija
Catégorie grammaticale	n. m.
Source de l'équivalent	Lapaš, D. <i>Međunarodnopravna zaštita izbjeglica</i> http://www.hpc.hr/dokumenti/Clanci/DavorinLapas-Medjunarodnopravnazastitaizbjeglica.pdf
Contexte de l'équivalent	Države ugovornice omogućit će u najvećoj mogućoj mjeri asimilaciju i naturalizaciju izbjeglica. One će naročito nastojati da ubrzaju postupak naturalizacije i da u najvećoj mogućoj mjeri smanje pristojbe i troškove tog postupka. Référence : Lapaš, D. <i>Međunarodnopravna zaštita izbjeglica</i>, http://www.hpc.hr/dokumenti/Clanci/DavorinLapas-Medjunarodnopravnazastitaizbjeglica.pdf

Terme	Permis de travail
Catégorie grammaticale	groupe nominal
Collocation(s)	obtenir un~, délivrer un~, ~renouvelable
Domaine	migration
Sous-domaine	immigration
Définition	autorisation administrative donnée à un étranger, qui lui permet d'exercer des activités professionnelles dans un pays dont il n'est pas ressortissant
Synonyme(s)	carte de travail, autorisation de travail, titre de travail
Hyperonyme(s)	migration de travail
Hyponyme(s)	
Contexte du terme (+référence)	Aussi, le recrutement par un autre organisme employeur, implique un renouvellement du permis de travail, dans les conditions définies par l'article 12 du décret n°82-510 du 25 décembre 1982, fixant les modalités d'attribution du permis de travail ou de l'autorisation de travail temporaire. Référence : Nations Unies, <i>Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille</i>, http://www.arabhumanrights.org/publications/countries/algeria/cmw/cmw-e-c-1-08f.pdf
Equivalent croate	radna dozvola
Catégorie grammaticale	groupe nominal
Source de l'équivalent	Ministarstvo unutarnjih poslova RH http://www.mup.hr/main.aspx?id=5399
Contexte de l'équivalent	Ako ste hrvatski državljanin, važno je provjeriti trebate li radnu dozvolu prije preseljenja u novu državu radi zasnivanja radnog odnosa. Ako to morate učiniti, imajte na umu da vam nadležna tijela mogu odbiti zahtjev za radnu dozvolu. Référence : http://europa.eu/youreurope/citizens/work/work-abroad/work-permits/index_hr.htm

Terme	Politique migratoire
Catégorie grammaticale	groupe nominal
Collocation(s)	
Domaine	migration
Sous-domaine	migration internationale
Définition	stratégie d'un pays qui a pour objectif de réguler les entrées des étrangers, de lutter contre l'immigration irrégulière, de définir les conditions de séjour des étrangers sur son territoire et de gérer leur intégration sociale
Synonyme(s)	
Hyperonyme(s)	Gestion de la migration
Hyponyme(s)	
Contexte du terme (+référence)	Ce qui fait que la politique migratoire de l'Europe affirme la clôture des frontières aux personnes, mais admet la liberté de circulation des informations, des biens et des capitaux. Référence : http://www.africamission-mafr.org/Migrations_en_Europe_analyse_mgr_veglio.pdf
Equivalent croate	migracijska politika
Catégorie grammaticale	groupe nominal
Source de l'équivalent	Ministarstvo unutarnjih poslova RH http://www.mup.hr/UserDocsImages/ministarstvo/2013/MIGRACIJSKA%20POLITIKA%202013-2015.pdf
Contexte de l'équivalent	Obzirom da se ovaj problem može rješavati jedino međuresornim pristupom, migracijska politika predviđa osnivanje međuresornog tijela koje će svojom visokom razinom imenovanih predstavnika jamčiti odgovarajuće pomake u rješavanju ove problematike. Référence : Migracijska politika Republike Hrvatske za razdoblje 2013. – 2015. godine, http://www.mup.hr/UserDocsImages/ministarstvo/2013/MIGRACIJSKA%20POLITIKA%202013-2015.pdf

Terme	Protection subsidiaire
Catégorie grammaticale	groupe nominal
Collocation(s)	bénéficiaire de~, avoir droit à~, accorder~
Domaine	migration
Sous-domaine	immigration
Définition	défense accordée à une personne qui n'est pas bénéficiaire du statut de réfugié, mais qui est exposée à une menace grave dans son pays d'origine
Synonyme(s)	protection secondaire
Hyperonyme(s)	droit d'asile
Hyponyme(s)	
Contexte du terme (+référence)	Les travaux relatifs au statut de résident de longue durée pour les réfugiés et les bénéficiaires d'une protection subsidiaire seront entamés dès que la Commission aura présenté sa proposition de directive. Référence : http://www.eu2005.lu/fr/presidence/priorites_et_pgm/priorites/index.html
Equivalent croate	supsidijarna zaštita
Catégorie grammaticale	groupe nominal
Source de l'équivalent	Ministarstvo socijalne politike i mladih RH
Contexte de l'équivalent	Za razliku od supsidijarne zaštite, strancima je moguće odobriti i privremenu zaštitu u slučajevima kad su bili prisiljeni napustiti područje ili zemlju svog podrijetla ili su bili evakuirani i ne mogu se vratiti u trajne sigurne uvjete života zbog situacije koja prevladava u toj zemlji. Référence : http://www.mspm.hr/djelokrug_aktivnosti/odrasle_osobe/trazitelji_azila_azilanti_stranci_pod_supsidijarnom_zastitom_stranci_pod_privremenom_zastitom_i_maloljetnici_bez_pratnje

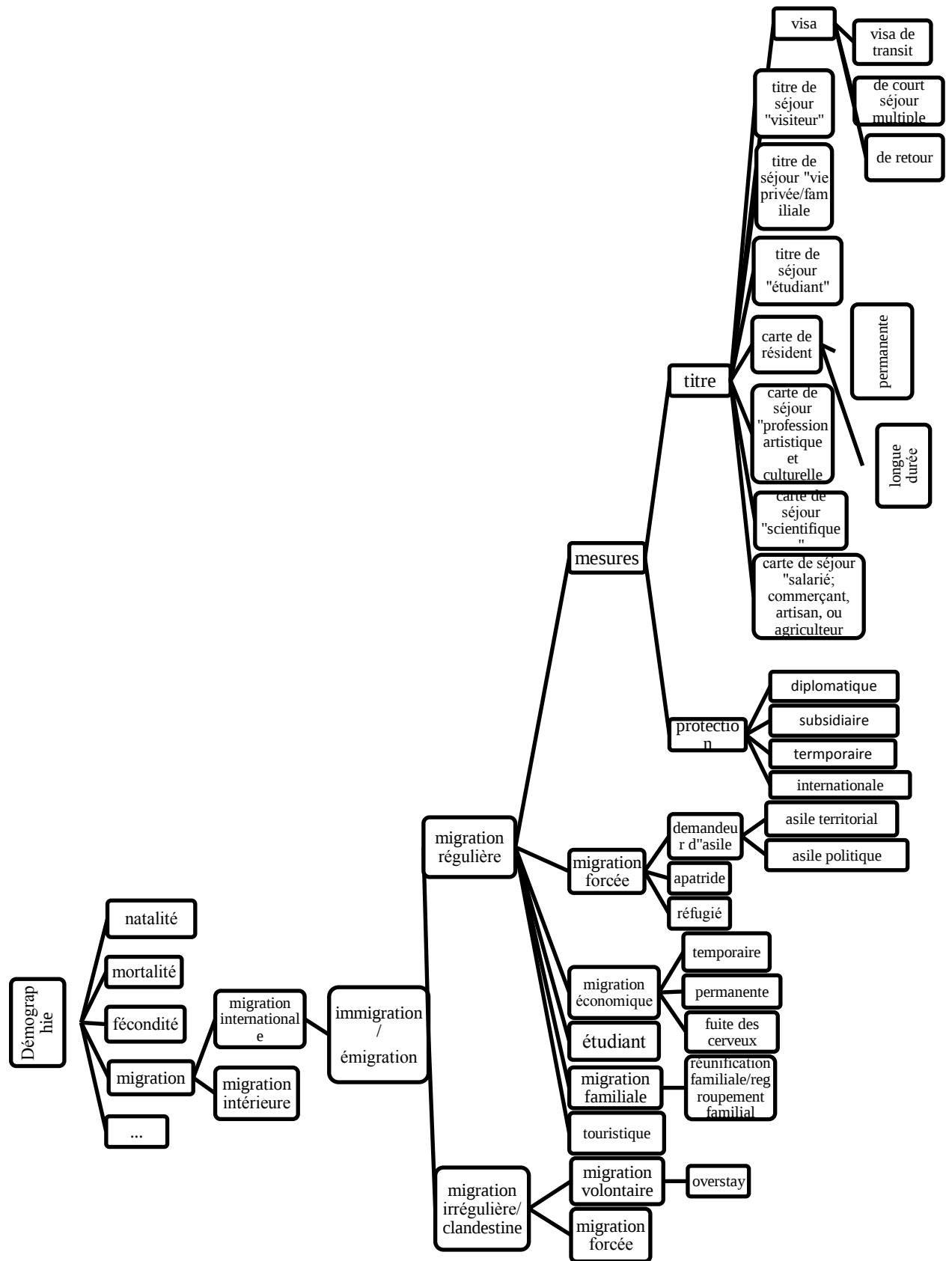
Terme	Réfugié
Catégorie grammaticale	n. m.
Collocation(s)	camp de~, ~politique, ~climatique
Domaine	migration
Sous-domaine	immigration
Définition	personne qui a quitté son pays d'origine pour des raisons de sécurité, pour échapper à une guerre, persécutions politiques ou autres dangers
Synonyme(s)	
Hyperonyme(s)	droit d'asile
Hyponyme(s)	réfugié politique
Contexte du terme (+référence)	(...), concernant les normes minimales relatives aux conditions que doivent remplir les ressortissants des pays tiers ou les apatrides pour pouvoir prétendre au statut de réfugié ou les personnes qui, pour d'autres raisons, ont besoin d'une protection internationale, et relatives au contenu de ces statuts. Référence : Journal officiel de l'Union européenne, http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:C:2009:205:0008:0009:FR:PDF
Equivalent croate	izbjeglica
Catégorie grammaticale	n. f.
Source de l'équivalent	<i>Politike Europske unije : Migracije i azil</i> http://europa.eu/pol/pdf/flipbook/hr/migration_hr.pdf
Contexte de l'équivalent	Financirane aktivnosti obuhvaćaju izobrazbu osoblja i lokalnih vlasti koje se bave tražiteljima azila i izbjeglicama, unaprjeđivanje centara za prihvata tražitelja azila te osnaživanje izbjeglica putem socijalne i pravne pomoći, jezične izobrazbe itd. Référence : <i>Politike Europske unije : Migracije i azil</i> http://europa.eu/pol/pdf/flipbook/hr/migration_hr.pdf

Terme	Regroupement familial
Catégorie grammaticale	groupe nominal
Collocation(s)	autoriser le~, demande de~, droit au~,
Domaine	migration
Sous-domaine	immigration
Définition	procédure permettant l'installation des membres d'une famille sur le territoire d'un Etat dont ils ne sont pas ressortissants avec l'objectif de rejoindre un ou plusieurs membres de leur famille qui y résident.
Synonyme(s)	
Hyperonyme(s)	Droit à l'unité familiale
Hyponyme(s)	
Contexte du terme (+référence)	Il appartient aux Etats membres de décider s'ils souhaitaient autoriser le regroupement familial pour les ascendants en ligne directe, les enfants majeurs célibataires, les partenaires non mariés ou enregistrés ainsi que, dans le cas d'un mariage polygame, les enfants mineurs d'une autre épouse et du regroupement. Référence : Journal officiel de l'Union européenne, http://www.aedh.eu/plugins/fckeditor/userfiles/file/Asile%20et%20immigration/directive%202003_86_CE.pdf
Equivalent croate	spajanje obitelji
Catégorie grammaticale	groupe nominal
Source de l'équivalent	<i>Politike Europske unije : Migracije i azil</i> http://europa.eu/pol/pdf/flipbook/hr/migration_hr.pdf
Contexte de l'équivalent	Usto su ostala prava koja oni uživaju istovjetna pravima državljana EU-a, a među njima su pravo na socijalnu skrb, pravo na istraživački rad u drugoj državi članici EU-a te pravo na spajanje obitelji (istraživačima se članovi uže obitelji mogu pridružiti u zemlji primateljici te im se izdaje boravišna dozvola s istim razdobljem valjanosti). Référence : <i>Politike Europske unije : Migracije i azil</i> http://europa.eu/pol/pdf/flipbook/hr/migration_hr.pdf

Terme	Résidence
Catégorie grammaticale	n. f.
Collocation(s)	adresse de~, ~habituelle, lieu de~
Domaine	migration
Sous-domaine	immigration
Définition	lieu ou une personne habite durant un certain temps et qui ne doit pas forcément être aussi son domicile
Synonyme(s)	
Hyperonyme(s)	
Hyponyme(s)	résidence habituelle, résidence secondaire
Contexte du terme (+référence)	Pour des périodes de séjour supérieures à trois mois, les Etats membres devraient pouvoir requérir l'enregistrement des citoyens de l'Union auprès des autorités compétentes du lieu de résidence, certifié par une attestation d'enregistrement délivrée à cet effet. Référence : Journal officiel de l'Union européenne, http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:C:2004:054E:0012:0032:FR:PDF
Equivalent croate	boravište
Catégorie grammaticale	n. m.
Source de l'équivalent	Ministarstvo unutarnjih poslova RH http://www.mup.hr/43.aspx
Contexte de l'équivalent	Iznimno, ako građanin mora u mjestu prijavljenog boravišta ostati duže od godinu dana zbog obrazovanja, obavljanja poslova koji nisu trajnog karaktera ili ako je smješten u nekoj ustanovi, boravište može trajati koliko traje obrazovanje, zaposlenje ili smještaj u ustanovi, o čemu građanin mora priložiti odgovarajuću dokumentaciju. Référence : Ministarstvo unutarnjih poslova RH, http://www.mup.hr/43.aspx

Terme	Visa
Catégorie grammaticale	n. m.
Collocation(s)	demander un~, obtenir un~, renouveler un~, ~de travail
Domaine	migration
Sous-domaine	immigration
Définition	autorisation de séjour ou transit, apposée sur un passeport par les services diplomatiques des pays dans lesquels désire se rendre le demandeur
Synonyme(s)	
Hyperonyme(s)	gestion de la migration
Hyponyme(s)	visa de court séjour, visa de long séjour, visa de transit
Contexte du terme (+référence)	La décision sur votre demande de visa « <i>Schengen</i> » doit être prise par le consulat dans un délai de 15 jours maximum suivant la réception de votre dossier complet, sauf cas particuliers où ce délai peut être porté jusqu'à 60 jours. Référence : http://vosdroits.service-public.fr/particuliers/F16163.xhtml
Equivalent croate	viza
Catégorie grammaticale	n. f.
Source de l'équivalent	Ministarstvo vanjskih i europskih poslova RH http://www.mvep.hr/hr/konzularne-informacije/vize/pregled-viznog-sustava0/
Contexte de l'équivalent	Državljanima Republike Kosova, koji su nositelji valjanih schengenskih viza s ograničenom područnom valjanošću (LTV vize), za 2 ili više ulazaka, a koje vrijede za sve države članice Schengenskoga prostora osim za Grčku i Španjolsku, nije potrebna dodatna (hrvatska) viza za tranzit ili za ulazak u Hrvatsku i kratkotrajni boravak (do 90 dana). Référence : Ministarstvo vanjskih i europskih poslova RH, http://www.mvep.hr/hr/konzularne-informacije/vize/pregled-viznog-sustava0/

7. Arborescence



TROISIÈME PARTIE

8. Conclusion

Le but de ce mémoire était d'effectuer un travail terminographique sur le vocabulaire du domaine de la migration qui a été choisi grâce à la fréquence d'apparition de ce vocabulaire dans nos vies. Au premier abord, le domaine de la migration nous semble souvent faire parti du discours quotidien mais en réalité, il y a une complexité et une quantité des termes qu'on ne rencontre guère dans les situations courantes.

Ce mémoire est composé de deux parties : théorique et pratique. Dans la première partie, nous avons consacré quelques pages à l'histoire de la terminologie ainsi qu'à ses différentes définitions qui nous a alors amené à la description de ce que sont les métiers de terminologue et terminographe. Puis, nous avons procédé à la définition de l'objet central de la terminologie : le terme. Ce chapitre est logiquement suivi par l'élaboration de la différence entre la langue commune et la langue spécialisée, ce qui nous intéressait le plus étant donné que le domaine de la migration est un des domaines qui migre facilement entre les deux. Puis notre partie théorique est passée à la définition de ce qui permet à un traducteur, un terminologue ou un terminographe d'effectuer un tel travail : le domaine, le corpus, le fiche terminologique et l'arborescence.

Ayant étudié le domaine par la consultation des livres, articles et corpus, nous avons fait la traduction du texte *La catégorie en droit des étrangers : une technique au service d'une politique de contrôle des étrangers*. Bien que ce texte ne soit pas un texte officiel, il nous a posé beaucoup de défis. Comme mentionné dans l'introduction de ce mémoire, de nombreux équivalents n'existent pas dans la langue croate et il existe une différence entre les systèmes migratoires français et croate. Ce texte nous a confirmé, une fois de plus, que la tâche d'un traducteur est vraiment exigeante, et qui demande de la patience, de l'expérience ainsi que la maîtrise des deux langues en question.

Les termes que nous avons rencontrés dans ce texte, associés aux termes que nous avons trouvés en recherchant les corpus, forment un glossaire des termes du domaine de la migration. Puis nous avons rédigé les fiches terminologiques selon les règles que nous avons mentionnées dans la partie théorique de ce mémoire. Il fallait donner des caractéristiques grammaticaux aux vedettes, faire attention à la clarté et la simplicité de leur définitions, trouver des synonymes, collocations, contextes et équivalents croates. Notre travail terminographique se termine par la constitution d'une arborescence. Comme le domaine de la migration est, dans une certaine mesure, abstrait, cela nous a semblé être

un peu plus complexe que la constitution d'une arborescence dans un domaine de droit que nous avons réalisé précédemment parce que les relations entre les termes sont souvent obscures. Par contre, une fois constitué, cet arbre de domaine offre une hiérarchie nette.

Nous espérons que notre travail terminographique soit utile à ceux qui se trouveraient dans le domaine de la migration : à ceux qui traduisent, aux terminologues, terminographes ou simplement à ceux qui vont devenir migrants en France ou un autre pays francophone.

9. Bibliographie

1. Alsharaf, Haytham. « La traduction automatique de français vers l'arabe », dans *Bulag: La traduction et le traitement automatique des langues*. Coordonée par Sylvaine Cardey et Radomir Mandic. N°25, p. 109-123. Besançon: Centre Tesnière. 2000.
2. Antić, Ljubomir. *Hrvati i Amerika*. Zagreb : Hrvatska sveučilišna naklada : Hrvatska matica iseljenika, 2002.
3. Barbou, Ségolène. « La catégorie en droit des étrangers : une technique au service d'une politique de contrôle des étrangers ». *REVUE Asylon(s)*, N°4. 2008. url de référence: <http://www.reseau-terra.eu/article762.html>.
4. Baučić, Ivo. Maravič, Živko. *Vraćanje i zapošljavanje vanjskih migranata iz SR Hrvatske*. Zagreb: Institut za Geografiju Sveučilišta. 1971.
5. Blanchon, Élisabeth. *Point de Vue sur la Définition*. Montréal : Les Presses de l'Université de Montréal, 1997.
6. Bernard, Frédérick. *Dictionnaire des questions internationales*. Ivry-sur-Seine : Editions de l'Atelier. 1995.
7. Bessé, Bruno. « Le contexte terminographique ». *Meta: journal des traducteurs/ Meta: translator's journal*, vol.36 n°1, p.111-120. 1991.
8. Boutin-Quesnel, R et al. *Vocabulaire systématique de la terminologie*. Québec : Les Publications du Québec. 1985.
9. Cabré, Maria Térésa. *Terminologie : théorie, méthode et applications*. Ottawa : Les presses de l'Université d'Ottawa. 1998.
10. Cabré, Maria Térésa. *Elements for a theory of terminology: Towards an alternative paradigm*. En: *Terminology. International Journal of Theoretical and Applied Issues in Specialized Communications*, 6, 1, p. 35-57. 2000.
11. Cabré, Maria Térésa. « Terminologie et dictionnaires ». *Meta: journal des traducteurs/ Meta: translator's journal*, vol.39, n°4, p.589-597. 1994
12. Dessajan, Séverine. Hossard, Nicolas. Ramos, Elsa. *Immigration et identité nationale: Une altérité revisitée*. Paris: L'Harmattan. 2009.
13. Dubuc, Robert. *Manuel Pratique de Terminologie*. Québec : Linguattech, 2002.
14. Felber, Helmut. *Manuel de Terminologie*. Paris : Unesco : Infoterm, 1984.

15. *Glossaire de la migration*. Rédacteur: Richard Perruchoud. Genève: Organisation Internationale pour les Migrations. 2007.
16. Gouadec, Daniel. *Terminologie – constitution des données*. Paris : AFNOR, 1990.
17. Groupe de travail terminologie et documentation de la Conférence des Services de traduction des Etats européens. *Recommandations relatives à la terminologie*. Berne : Chancellerie fédérale, Section de terminologie, 2002.
18. Hovy, Bella. *Protection des réfugiés et droit d'asile: perspectives démographiques*. Dans: *Les migrations internationales: observation, analyse et perspectives : colloque international de Budapest, 20-24 septembre 2004*. Paris : INED. 2007.
19. Hrvatski sabor. *Zakon o strancima*. Zagreb : Narodne novine. 2011.
20. Larivière, Louise. « Comment formuler une définition terminologique ». Meta: journal des traducteurs/ Meta: translator's journal, vol. 41, n°3, p.405-418. 1996
21. Lavault, Elisabeth. *Traduction spécialisée: pratique, théories, formations*. Berne: Peter Lang. 2007.
22. Letić, Franjo. *Društveni život vanjskih migranata*. Zagreb: NIRO "Radničke novine". 1989.
23. L'Homme Marie Claude. *La terminologie: principes et techniques*. Montréal : Les presses de l'université de Montréal, 2004.
24. L'Homme, Marie-Claude. *Sur la notion de « terme »*. Montréal : Les Presses de l'Université de Montréal, 2005.
25. Mole, Nuala. *Le Droit d'asile et la convention européenne des droits de l'homme. Volume 9 of Dossiers sur les droits de l'homme*. Strasbourg: Conseil de l'Europe. 2000.
26. Mounin, Georges. *Dictionnaire de la Linguistique*. Paris : PUF, 2004.
27. OECD. *Perspectives des migrations internationales 2013*. Paris: OECD Publishing. 2013.
28. Pavel, S. et Nolet, D. *Précis de terminologie*. Ottawa : Travaux publics et services gouvernementaux Canada, 2001.
29. Putanec, Valentin. *Francusko-hrvatski rječnik*. Zagreb : Školska knjiga, 2003.
30. Raquel, Silva. *Entre langue générale et langue de spécialité une question de collocations*. Ela. Études de linguistique appliquée no.135, 2004.
<http://www.cairn.info/revue-ela-2004-3-page-347.htm>
31. Robert, Paul. *Le Nouveau Petit Robert*. Paris : Le Robert, 2007.
32. Rondeau, Guy. *Introduction à la terminologie*. Montréal : Gaétan Morin. 1985.

33. Sager, Juan C. A practical course in terminology processing. Amsterdam/Philadelphia: John Benjamins Publishing. 1997.
34. Tapia, Stéphane. *Les nouvelles configurations de la migration irrégulière en Europe*. Strasbourg : Editions du Conseil de l'Europe. 2003.
35. Varga, Cristina. *Lexique spécialisé et terminologie dans la traduction audiovisuelle*. Cluj-Napoca : Université Babeş-Bolyai, 2012.
36. Zafio, Massiva N. « L'arbre de domaine en terminologie ». Meta: journal des traducteurs/ Meta: translator's journal, vol. 30, n°2, p.161-168. 1985.

10. Sitographie

1. http://www.aedh.eu/plugins/fckeditor/userfiles/file/Asile%20et%20immigration/Etu_de_du_PParlemen_europeen_sur_la_detention_et_l_enfermement_en_Europe.pdf
2. <http://www.arabhumanrights.org/publications/countries/morocco/crc/crc-c-93-add-3-03f.pdf>
3. <http://www.dictionnaire-juridique.com/abreviations.php>
4. <http://dictionary.reverso.net/french-definition/immigration>
5. https://e-justice.europa.eu/content_judicial_systems_in_member_states-16-fr-maximizeMS-hr.do?member=1
6. <http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:L:2007:168:0018:0036:FR:PDF>
7. <http://www.enciklopedija.hr/Natuknica.aspx?ID=14628>
8. http://europa.eu/rapid/press-release_PRES-07-125_fr.htm?locale=en
9. <http://eurovoc.europa.eu/drupal/?q=fr>
10. <http://www.europarl.europa.eu/sides/getDoc.do?pubRef=-//EP//TEXT+CRE+20010404+ITEMS+DOC+XML+V0//FR&language=FR>
11. http://www.g8.fr/evian/francais/navigation/le_sommet_2003/documents_du_sommet/lutte_contre_la_proliferation_des_armes_de_destruction_massive_-_securite_des_sources_radioactives_-_declaration_du_g8.html
12. <http://hjp.novi-liber.hr/index.php?show=search>
13. <http://www.hpc.hr/dokumenti/Clanci/DavorinLapas-Medjunarodnopravnazastitaizbjeglica.pdf>
14. <http://www.immigration.interieur.gouv.fr/Immigration/Les-autres-types-de-droit-au-sejour>
15. <http://www.iom.int/cms/en/sites/iom/home/about-migration/key-migration-terms-1.html#Migration>
16. <http://www.larousse.fr/dictionnaires/francais>
17. <http://www.matica.hr/vijenac/423/Hrvatski%20kulturni%20polip/>
18. <http://www.mup.hr/47.aspx>
19. <http://www.mvep.hr/hr/vanjska-politika/multilateralni-odnosi0/globalne-teme/migracije/>
20. http://www.ofpra.gouv.fr/index.html?xml_id=258&dtd_id=14#article721-2

21. <http://www.propisi.hr/print.php?id=7898>

11. Annexe

1. Texte original: La catégorie en droit des étrangers : une technique au service d'une politique de contrôle des étrangers.

°Barbou, Ségolène. *La catégorie en droit des étrangers : une technique au service d'une politique de contrôle des étrangers*. REVUE Asylon(s), N°4. 2008.

Url de référence: <http://www.reseau-terra.eu/article762.html>

2. Le Statut Légal des Migrants

°Guimezanes, Nicole. *Le statut légal des migrants*. Revue internationale de droit comparé, N°2, p. 593-620. 2006.

Url de référence: http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/ridc_0035-3337_2006_num_58_2_19438

3. Mješoviti migracijski tokovi u Republici Hrvatskoj - stanje, trendovi, izazovi

°Hrvatski pravni centar: izvještaji

Url de référence: <http://www.hpc.hr/news.aspx?newsID=18&pageID=42>

4. Migracijske aktualnosti: stanje, problemi, perspektive paradigmi istraživanja

°Mežnarić, Silva. *Migracijske aktualnosti: stanje, problemi, perspektive paradigmi istraživanja*. Zagreb: Institut za migracije i narodnosti: časopis MET, N°4, p. 323-343. 2003.

Url de référence :

http://www.imin.hr/met;jsessionid=0EEB448A7ED982D95DC197CB3859BB6B?p_p_id=metsearchportlet_WAR_iminportlet&p_p_lifecycle=0&p_p_state=normal&p_p_mode=view&p_p_col_id=column-1&p_p_col_pos=1&p_p_col_count=2&p_r_p_1944072520_year=2003&p_r_p_1944072520_numberId=4

ANNEXE °1

"La catégorie en droit des étrangers : une technique au service d'une politique de contrôle des étrangers"

Ségolène Barbou des Places

RÉSUMÉ

Nous souhaitons montrer que les catégories juridiques, lorsqu'elles concernent les étrangers, ne sauraient être appréhendées comme une technique neutre de découpage et de classement nécessaire à l'édification d'un statut des étrangers. La catégorisation n'est pas une simple opération mécanique, dénuée de sens, de valeur ou d'effet social. Le travail de catégorisation répond à une logique de contrôle qui doit être mise en lumière. A l'aide d'exemples tirés des droits français et communautaire, il est possible de montrer que la catégorisation des étrangers offre aux Etats un double levier pour maîtriser et contrôler les populations étrangères sur leur territoire. La catégorisation est un instrument de fabrication de la réalité migratoire car elle assigne aux étrangers une identité reconstituée. La catégorisation permet, ensuite, d'opérer un tri des étrangers en toute légitimité.

Pour le juriste François Terré [1], la catégorie « implique la recherche d'un « lieu » convenable et approprié, une place satisfaisante du curseur intellectuel sur la trajectoire qui relie le fait au droit et le droit au fait ». La catégorie juridique [2] sert en effet à déterminer, pour chaque élément de fait (tel objet, évènement, ou personne), le droit pertinent, c'est-à-dire le régime juridique qu'il convient d'appliquer. Avant de pouvoir appliquer un régime juridique, un statut, l'autorité compétente procède toujours à la qualification juridique, c'est-à-dire au classement d'une chose, d'une personne, dans une catégorie juridique existante. Les catégories sont donc si essentielles aux juristes que certains les considèrent comme leur matière élémentaire [3]. Mais, les catégories de personnes, il faut le reconnaître, sont parmi les plus suspectes, chargées qu'elles sont d'idéologie et ayant, « au-delà de leur portée pratique, une dimension symbolique » [4]. Que penser, dès lors, des catégories juridiques d'étrangers ?

Les catégories juridiques d'étrangers, que nous définissons ici comme les classes ou ensembles de personnes étrangères regroupées sous une dénomination commune aux fins

d'application d'un statut juridique, nous semblent mériter la considération pour de nombreuses raisons. Tout d'abord, c'est leur multiplication qui attire l'attention. En effet, la France réajuste et modifie de façon presque permanente son droit de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile depuis une vingtaine d'année. Chacune de ces réformes a conduit à l'apparition de nouvelles catégories d'étrangers, dont certaines deviennent, à l'image de la catégorie « étranger pouvant contribuer au développement de la France en raison de ses compétences et talents », emblématiques d'une nouvelle orientation de la politique migratoire. Ensuite, il est frappant d'observer, avec le développement progressif de la politique communautaire d'immigration et d'asile, l'émergence d'un nouveau niveau de fabrication de catégories d'étrangers. Parfois, les catégories sont identiques en droit français et communautaire. Mais il arrive que le droit communautaire, qui s'impose en droit français, fasse apparaître une nouvelle catégorie. Ce fut le cas, par exemple, de la catégorie de l'étranger résident de longue durée, ou du bénéficiaire de protection temporaire. Il importe par conséquent de saisir la portée du renouvellement de ce cadre catégoriel.

Mais notre ambition n'est pas ici de mener une étude désincarnée des catégories juridiques. Bien plus, cette étude propose d'examiner les droits communautaire et français de l'immigration et de l'asile au travers du prisme des catégories d'étrangers contenues dans ces droits. Nous proposons de montrer comment et combien la catégorie juridique de migrant, loin d'être une technique neutre servant le fonctionnement d'un ordre juridique autonome, est un outil privilégié de la politique de contrôle des étrangers [5].

Cette contribution repose donc sur un examen des catégories juridiques d'étrangers posées par le code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile (ci-après *ceseda*) et par les normes communautaires relatives à l'immigration et l'asile. Il s'agit d'étudier leur développement et de comprendre le fondement de leur édification. Cela nous conduira à nous émanciper de l'analyse que font de nombreux juristes sur leurs catégories : ils estiment que les catégories juridiques n'ont « pas d'autre valeur que celle que leur confère les réalités qu'elles prétendent traduire » [6]. La catégorisation ne serait, dès lors, qu'un procédé intellectuel, une technique de mise en œuvre des réalités juridiques qui ne doit pas les dénaturer.

Il nous semble, pourtant, que devraient raisonner les propos d'Eisenmann rappelant aux juristes, en 1966, qu'une classification est une réponse à une question, à un problème que

l'on se pose au sujet d'un groupe d'objets, « d'où il suit que n'importe quelle classification n'est pas rationnellement possible du point de vue de n'importe quel problème » [7]. Cette remarque nous guide donc vers la recherche d'une rationalité à l'œuvre dans l'édification des catégories d'étrangers.

Nous souhaitons montrer que les catégories juridiques, lorsqu'elles concernent les étrangers, ne sauraient être appréhendées comme une technique neutre de découpage et de classement nécessaire à l'édification d'un statut des étrangers. La catégorisation n'est pas une simple opération mécanique, dénuée de sens, de valeur ou d'effet social. Le travail de catégorisation répond à une logique de contrôle qui doit être mise en lumière. A l'aide d'exemples tirés des droits français et communautaire, il est possible de montrer que la catégorisation des étrangers offre aux Etats un double levier pour maîtriser et contrôler les populations étrangères sur leur territoire. La catégorisation est un instrument de fabrication de la réalité migratoire car elle assigne aux étrangers une identité reconstituée (I). La catégorisation permet, ensuite, d'opérer un tri des étrangers en toute légitimité (II).

I- La catégorisation des étrangers ou l'assignation d'une identité reconstituée

L'Etat, muni d'outils politiques, législatifs, administratifs, est dans une situation statique face à une réalité migratoire, mouvante par essence, qu'il lui faut tenter de saisir. Face aux étrangers, qui lui échappent en raison de leur extranéité et de leur altérité, la seule réponse que trouve l'Etat est la double tentative de leur « domestication » (A) et de leur fixation (B). Les catégories juridiques sont l'instrument privilégié de cette double opération, qui prend la forme juridique de la catégorisation [8].

A- Les catégories juridiques, instrument de « domestication » des étrangers

Les catégories juridiques posées par les droits français et communautaire de l'immigration et l'asile, parce qu'elles ne sont pas érigées en partant de la réalité de l'étranger, mais expriment l'intérêt et les valeurs de l'autorité publique, sont des catégories stato-définies et hétéro-définies. Il est frappant de constater que ces catégories servent en réalité des objectifs purement étatiques (1). En outre, ces catégories juridiques conduisent à appréhender la personne étrangère sur la base de critères assez largement indifférents à la

réalité personnelle de l'étranger. La réalité, l'identité de l'étranger est ainsi reconstituée, redéfinie (2). L'ensemble permet à l'Etat de domestiquer, en les transformant, des étrangers qui sont, en quelque sorte, « naturalisés ».

1-Des catégories servant des objectifs purement étatiques

Les catégories juridiques d'étrangers ne sont pas fabriquées dans le dessein de rendre compte d'une réalité migratoire préexistante, étrangère à l'Etat, que le droit tenterait d'épouser de façon aussi harmonieuse que possible. Au contraire, les catégories créées semblent très largement servir l'autorité publique, qui réalise l'une ou l'autre fonction souveraine qu'est l'accueil, la protection des personnes, ou, à l'inverse, le contrôle des mouvements migratoires, voire leur empêchement. C'est donc toujours de l'Etat que partent ces catégories.

Ainsi, telle personne, indépendamment de son parcours et de sa réalité sociale, sera considérée avant tout comme « étranger en situation irrégulière ». Or, cette notion d'entrée irrégulière ne peut être définie que par l'Etat, lui seul déterminant souverainement ce qui est régulier, et pour l'Etat, car lui seul a besoin de nommer, pour la sanctionner, l'irrégularité. La catégorie de l'étranger « entré ou séjournant irrégulièrement » n'a donc pas d'autre intérêt que de permettre à l'autorité publique d'appréhender un individu pour lui permettre de rester sur le territoire national, ou au contraire fonder son éloignement du territoire. Dans la même lignée, une catégorie comme celle du « demandeur d'asile », permettra à l'Etat d'appréhender une personne en fonction de ce qu'il est disposé à faire à son égard : examiner sa situation pour décider s'il lui accorde sa protection. Nul ne conteste que, outre la recherche de l'asile, cette personne souhaite surtout pouvoir travailler, subvenir aux besoins de sa famille, et fonder de nouveaux espoirs de vie. Mais en posant la catégorie demandeur d'asile, en en appréhendant cette personne sous cette catégorie, l'Etat part de ses besoins, sa rationalité, sa logique.

De manière générale, on observe que les critères utilisés pour catégoriser les étrangers mettent fortement l'accent sur les circonstances de l'entrée d'un étranger sur le territoire étatique (entrée régulière, fuite de la persécution, etc). Ce faisant, elles négligent souvent l'objet du séjour et les droits que l'individu souhaite obtenir car elles mettent l'accent sur la fonction étatique mobilisée : autoriser ou refuser l'entrée, éloigner du territoire, protéger, contrôler ses frontières. L'apparition, dans la loi du 24 juillet 2006, de la catégorie de

l'étranger « pouvant apporter ses compétences et talents à la France » est particulièrement significative. Il va de soi que la contribution, au développement de la France, d'étrangers compétents et talentueux est une réalité bien antérieure à 2006. Mais la création d'une nouvelle catégorie doit être interprétée comme le signe de la volonté de l'Etat d'attirer ces étrangers. La catégorie consacrée par la loi de 2006 n'est donc pas descriptive, elle ne rend pas compte d'une nouvelle donnée sociologique dont il faudrait témoigner. Bien plus, elle apparaît comme une technique permettant à l'Etat de désigner certaines personnes particulières, qui méritent selon lui un traitement spécifique. Le renouvellement du cadre catégoriel traduit bien la volonté de pouvoir déterminer, dans l'ensemble de la population migratoire, ceux qui représentent une valeur ajoutée pour l'Etat.

En somme, les catégories partent de l'Etat et viennent se poser sur les étrangers. Ces derniers ne sont jamais que l'objet de la réglementation, ils ne sont pas à la source de celle-ci. Cela est d'autant plus important que les catégories sont des outils d'assignation identitaire.

2-Des catégories assignant une identité reconstituée

Les catégories d'étrangers sont des catégories « hétéro-définies ». Lors de la formation de la catégorie, l'étranger n'est pas invité à se dire, ou à exposer son parcours, ses aspirations. L'autorité normative crée donc une catégorie à partir d'une réalité migratoire qui lui est étrangère mais qu'elle tente d'appréhender et de saisir. Les catégories d'étrangers sont donc des instruments d'appréhension juridique d'une réalité sociologique ou biologique. Certes, dans certains cas, le droit ne fait que transcrire une réalité existante : il entérine ainsi la différence entre homme et femme, la qualité de mère ou de père, il prend acte de l'âge de la personne ou de son état de santé. Parfois, une catégorie va rendre compte d'une histoire en reconnaissant celui qui a subi une persécution, ou l'« étranger qui a été confié depuis l'âge de 16 ans aux services de l'aide sociale à l'enfance. Dans d'autres cas, c'est le projet de la personne qui peut être utilisé pour ériger la catégorie : ainsi la catégorie étudiant.

Mais même dans ces hypothèses, le processus de catégorisation juridique est bien plus que la reformulation dans le langage du droit d'une donnée sociale. Un exemple suffit à le montrer. La première des catégories, celle de « l'étranger », se définit en droit en fonction du lien de nationalité puisque le code des étrangers régit le séjour des personnes « qui n'ont

pas la nationalité française, soit qu'elles aient une nationalité étrangère, soit qu'elles n'aient pas de nationalité » [9]. Cette catégorie est, malgré les apparences, proprement juridique et étatique. En effet, contrairement à la notion d'immigré qui se définit par le lieu de naissance de la personne, et qui donc se construit sur la base d'une réalité personnelle et subjective, la notion d'étranger se construit sur la base du critère de nationalité qui est un lien juridique que l'Etat attribue au titre d'une compétence exclusive. La nationalité ne s'acquière par l'individu que si l'Etat le veut, selon les conditions posées par l'Etat, et seuls les Etats pouvant conférer leur nationalité. L'attribution de la nationalité est donc bien une question étatique, la nationalité définissant un des éléments constitutifs de l'Etat, sa population. La catégorie juridique « étranger » part donc de l'Etat et non de l'individu, elle est une catégorie contrôlée par l'Etat, fondée sur un critère essentiellement juridique et qui vient redéfinir la personne en lui attribuant un rattachement à tel ou tel Etat de la société internationale. En somme, la création des catégories juridiques permettant d'appréhender les personnes, elle sert à les constituer juridiquement.

Le Ceseda contient d'autres catégories, très nombreuses, qui reposent sur un critère étranger à la nature des choses, biologique, sociologique, ou historique. C'est le cas, de catégories reçues du droit international ou européen comme la catégorie du « résident de longue durée CE » qui découle de la directive de 2003 sur le statut de résident de longue durée. Mais surtout, on trouve dans le ceseda une large place à un type de catégorie que l'on pourrait résumer sous la formule de « l'étranger qui ». C'est le cas, par exemple, de l'étranger qui est entré régulièrement ou qui est en situation régulière depuis 10 ans, de l'étranger qui arrive en France par voie ferroviaire, maritime ou aérienne et qui n'est pas autorisé à entrer (article L221-1). L'autorité publique ajoute donc, à une réalité naturelle ou sociologique, une ou plusieurs conditions qui sont indépendantes de la réalité migratoire, et parfois de la maîtrise de la personne concernée. En effet, la qualité de situation régulière n'existe pas dans le monde non juridique. Elle suppose nécessairement une règle juridique qui fixe ce qui est régulier et c'est l'Etat qui détermine souverainement ce qu'est une situation régulière.

Parfois, une catégorie est basée sur une réalité sociologique ou biologique mais elle est transformée, l'autorité publique se saisissant, en la reformulant, de la réalité qui est à la base de la construction de la catégorie. C'est le cas de la catégorie de l'étranger « bénéficiaire de l'autorisation de regroupement familial ». A l'origine de la catégorie se

trouve une réalité sociologique prise en compte, le lien familial. Mais la catégorie est celle des « bénéficiaires d'une autorisation », ce qui fait repartir la catégorie de l'Etat et de sa compétence d'octroyer ou non l'autorisation. En d'autres termes, l'autorité publique se saisit du rapport familial et le reformule.

Plus généralement, de nombreuses catégories sont construites par référence à un pouvoir de l'Etat ou d'une autorité publique compétente pour gérer les migrations. Ainsi, l'article L 213-2 du Ceseda fait référence à l'étranger qui « fait l'objet d'une interdiction du territoire ou d'un arrêté d'expulsion » ; l'article L 213-3 vise l'étranger qui n'est pas ressortissant d'un Etat membre et à qui l'entrée est refusée en application de l'article 5 de la Convention de Schengen ; l'article L221-1 mentionne le « candidat à l'asile en provenance d'un pays sûr ». Or, c'est l'Etat qui dicte, selon des règles qu'il maîtrise, les mesures d'interdiction du territoire ou d'expulsion, qui a ratifié la Convention de Schengen et les règles qu'elle pose, ou qui détermine quels sont les Etats « sûrs ». De même, au lieu de viser des catégories d'étrangers « entrés ou résidant » pour la première fois en France, le Ceseda mentionne les étrangers « admis » pour la première fois au séjour en France ou qui « entrent régulièrement » en France. De façon persistante, l'autorité publique se positionne au centre de la catégorie qu'elle édicte. Ce faisant, la catégorie vient se poser sur une réalité migratoire, mais ne part jamais d'elle.

On observe donc, de la part de l'autorité publique, une opération constitutive. Le critère servant la formation de la catégorie est, soit strictement juridique (comme par exemple la notion d'entrée irrégulière), soit biologique mais juridicisé (ainsi le passage du lien biologique de famille à la notion de « conjoint autorisé à rejoindre un Français »), soit totalement maîtrisé par l'autorité étatique. La catégorisation apparaît, dès lors, comme un réel travail de reconstitution, de fabrication de la réalité de la population étrangère qui est appréhendée par bribes et distribuée dans tel ou tel étage de la classification. Ces exemples permettent surtout de conclure que, par la création de catégories selon des critères purement étatiques servant des objectifs étatiques, l'autorité publique opère une réelle assignation identitaire. Elle redéfinit des personnes en les qualifiant « d'étranger en situation irrégulière » ou « de bénéficiaire d'une protection temporaire », de « membre de la famille d'un ressortissant communautaire » ou de « travailleur salarié ». La qualification juridique vient se poser sur la personne et elle va opérer comme une nouvelle identité, mobilisée par l'autorité publique pour contrôler la personne désignée selon le vocabulaire

du droit de l'Etat. En juridicisant des situations sociales complexes, la catégorie juridique sert donc à appréhender, en la contrôlant, une réalité migratoire qui, autrement, échapperait. C'est en cela que la catégorie participe d'une logique de « domestication » des étrangers, qui est complétée par la tentative de l'Etat de fixer les étrangers.

B- Le cadre catégoriel, outil de fixation des étrangers

La maîtrise de l'autorité publique est considérable dans le processus d'édification des catégories d'étrangers, car elle définit le critère discriminant qui permet l'érection de la catégorie. Il faut en effet mesurer que, n'étant pas citoyen, l'étranger ne vote pas et ne participe ni n'influence le droit posant les catégories d'étrangers. Mais surtout, l'étranger ne choisit pas d'appartenir à telle ou telle catégorie. La qualification s'impose à lui (1), elle lui assigne un espace clos (2).

1. Un rattachement catégoriel obligatoire

Les catégories juridiques, non seulement ne sont pas entre les mains de ceux qui en relèvent, car ils ne participent pas à leur définition. Mais en plus, les catégories ne sont pas optionnelles ; l'individu ne choisit pas – ou de façon très limitée - d'appartenir à une catégorie ou à une autre. La question de l'appartenance à l'une ou l'autre catégorie sera même la première réalité qu'il affronte. Dès la demande de visa, l'objet de son séjour lui sera demandé, ce qui servira à aiguiller son classement dans telle ou telle catégorie. Il ne pourra alors que choisir – parfois – entre deux catégories préconstituées, celle à laquelle il veut – ou a le plus de chances de – pouvoir appartenir. La réalité migratoire est donc capturée, fixée, organisée. Elle échappe à celui qui en est l'acteur, l'étranger lui-même.

Pour ajouter à ce constat de la maîtrise publique de la réalité migratoire par l'opération de catégorisation –entendue ici comme création et application du cadre catégoriel-, il faut réaliser que la catégorisation a vocation à appréhender la totalité des étrangers. L'opération de saisie des étrangers par le droit est une opération qui se veut totale. Le monde divisé en catégories est un monde sans espaces non catégorisés. Il y a sans doute là une spécificité des catégories juridiques, qui, au nom de la sécurité juridique, doivent appréhender tous les aspects de la vie avec un nombre acceptables de règles de droit. Au cœur de l'opération de catégorisation, il y a toujours une volonté d'exhaustivité.

Il en résulte que l'autorité publique « rangera » nécessairement toute personne dans une catégorie (membre de la famille d'un Français, demandeur d'asile, travailleur, entrée régulièrement ou non), puis des sous-catégories (enfant mineur ou majeur, demandeur de protection au titre de la Convention de Genève ou sur un autre fondement, etc). Même les étrangers parfois considérés comme ne relevant d'aucune catégorie (par exemple les étrangers dits « non régularisables ni expulsables ») n'échappent pas au classement catégoriel, car ils seront, au moins, situés dans la catégorie matrice de « l'étranger », ce qui conduit à leur conférer un certain statut juridique, différent de celui des nationaux. Dire qu'il n'y a pas d'espaces non couverts par l'espace catégoriel, c'est donc dire qu'il n'est pas possible d'échapper à l'appréhension par l'autorité publique. Le découpage catégoriel prend ainsi la figure d'un monde intégral. Ce monde totalement catégorisé est aussi un monde clos.

2. Le cadre catégoriel, un monde clos.

La qualification de la personne comme étant étranger de telle ou telle catégorie, si elle permet de lui attribuer un statut et parfois même des droits, va également se révéler être une opération de bornage de cet étranger. Ainsi, en droit français et communautaire, une ligne de séparation existe entre ce que l'on appelle parfois la « migration d'asile » et la « migration économique » ; le statut des demandeurs d'asile et réfugiés est toujours réglé par des normes spécifiques. Pourtant, à de nombreux égards, cette séparation manque de pertinence, car il n'est pas certain qu'elle corresponde à une réalité empiriquement observable. Une personne fuyant la persécution décide de quitter son pays et cherche à se rendre dans un autre Etat dans lequel elle pourra s'installer et recommencer sa vie. La rigidité des catégories juridiques imposera tout d'abord à cette personne de choisir entre deux éléments de sa vie et son parcours : se définit-elle comme fuyant la persécution, et elle entrera alors dans le régime asile, ou se projette-t-elle comme futur travailleur ? Il lui faudra opérer un choix car l'entrée et le séjour de cette personne ne pourront être appréhendés que sous l'un ou l'autre des régimes. Il se peut que, pour multiplier ses chances d'accéder à un territoire, cette personne se définisse, non par ce qu'elle considère comme le plus substantiel dans sa vie, mais par ce qui lui permet d'optimiser ses chances de recommencer une vie. Le décalage par rapport à la réalité sociale est alors patent. La personne est appréhendée selon une vision monolithique, simplificatrice, et peut être même caricaturale.

Mais surtout, une fois déterminée la catégorie de rattachement (entrée comme demandeur d'asile, étudiant, etc), cette personne se trouve enfermée dans sa catégorie. La configuration catégorielle conduit même à maintenir certains étrangers, et en particuliers les réfugiés, dans une posture très problématique. Ainsi, l'étranger admis comme réfugié, qui a recommencé une vie normale, travaille et s'intègre, est maintenu dans une position passéiste et victimaire. Il risque d'être constamment renvoyé à son passé, qui a encore, plusieurs années après son entrée, un effet sur son statut, le privant de la possibilité de se penser autrement. Dans un tel cas, l'étranger est réduit à un trait qui a servi à l'identifier à un moment de son parcours migratoire.

En outre, l'enfermement de l'étranger dans une catégorie, dans un statut, n'a pas seulement une dimension matérielle : il a également une dimension temporelle. Tant qu'une catégorie existe et n'est pas modifiée, elle est fixe. Par conséquent, l'individu qui ne sort pas de cette catégorie reste régi par le statut attaché à cette catégorie. Or, la temporalité de la migration, du trajet migratoire, et celle du droit qui pose la catégorie et lui attache un régime juridique, ne sont pas comparables. Le temps du droit est spécifique, plus long et il peut même être une forme de contrainte. Danièle Lochak montre bien que « plus stables encore que les règles de droit sont les catégories qui les sous-tendent. Les règles peuvent bien changer, les catégories, elles, semblent vouées à la pérennité ». On les voit naître, à un moment donné ; on les voit beaucoup plus rarement disparaître [10].

Ce double enfermement matériel et temporel est effrayant et c'est pourquoi l'étranger classé dans une catégorie est tenté de vouloir en sortir. Mais il va se heurter à l'étanchéité des catégories composant le cadre catégoriel. Le cadre catégoriel est rigide, parce que les catégories juridiques sont séparées et les statuts juridiques indépendants les uns des autres. Cette imperméabilité se manifeste à plusieurs égards. Tout d'abord, le cumul des statuts devant être impossible, un étranger ne saurait relever de deux catégories. Ainsi, la loi de 2003, transposant la directive 2001 sur la protection temporaire, spécifie bien que la protection temporaire ne peut pas être cumulée avec le statut de demandeur d'asile. Quant à l'article L741-1 du Céseda, relatif au droit de séjour des demandeurs d'asile, il prend bien soin de mentionner que tout étranger présent sur le territoire français qui, n'étant pas déjà admis à séjourner en France sous couvert d'un des titres de séjour prévus par le présent code (...) demande à séjourner en France au titre de l'asile, forme cette demande (...) ». De nombreux autres exemples pourraient être donnés, comme l'impossibilité de

relever d'un statut de travailleur ou d'étudiant en même temps (alors que certains étudiants étrangers vont travailler pour financer leurs études). Dès lors, chaque étranger relève d'une seule catégorie, d'un seul statut qui lui est assigné en fonction des circonstances de son entrée ou de l'objet (principal) de son séjour.

Mais surtout, une fois l'étranger rattaché à une catégorie, il va suivre un « parcours tubulaire ». Celui qui est entré comme étudiant aura du mal à changer de statut juridique, celui qui est entré au titre de l'asile restera cantonné au régime de l'asile. Les directives communautaires sont particulièrement éclairantes sur ces points [11]. La directive de 2003 sur le statut des résidents de longue durée confère un statut protecteur aux ressortissants d'Etats tiers qui résident dans l'Union européenne depuis plus de 5 ans. Or, sont expressément exclus du champ d'application de la directive [12], les ressortissants de pays tiers qui séjournent pour faire des études ou suivre une formation professionnelle. En outre, l'article 4 de la directive pose une durée de résidence de cinq années pour obtenir le statut de résident de longue durée. Or, selon l'alinéa 3 du même article, « les périodes de résidence effectuées aux fins d'études ou de formation professionnelle peuvent n'être comptées que pour moitié dans le calcul de la période de résidence légale et ininterrompue visée au paragraphe 1 ». En d'autres termes, l'étranger entré en Europe au titre de la catégorie « étudiant » ne peut pas être directement rattaché à la catégorie résident de longue durée. Et, s'il a résidé plus de 5 ans dans un Etat, son temps de résidence en tant qu'étudiant ne sera pas automatiquement comptabilisé pour accéder au statut de résident de longue durée. Tout est donc prévu pour que le passage d'une catégorie à une autre soit difficile. Cela correspond à la volonté des Etats de cantonner les étrangers à des parcours prédéfinis. L'étanchéité entre les catégories sert à prévenir les étrangers qu'une stratégie consistant, par exemple, à entrer en Europe au titre de la catégorie étudiant pour tenter ensuite de glisser vers le statut de travailleur, n'est pas une option pertinente [13].

Une même logique est présente pour les demandeurs d'asile, de plus en plus souvent accusés de vouloir abuser du système d'asile. On observe ainsi que sont exclus du bénéfice du statut de résident de longue durée, au titre de la directive, ceux qui sont autorisés à séjourner dans un Etat membre en vertu d'une forme temporaire de protection, d'une forme subsidiaire de protection et ceux qui sont réfugiés. Or, s'il n'est pas aberrant, du point de vue logique, de ne pas faire entrer dans une norme ayant pour objet un statut de longue durée, des personnes relevant d'un statut temporaire, comment justifier l'exclusion des

réfugiés ? Une telle approche est en totale contradiction avec la volonté, énoncée par les Etats et la Commission, d'agir en faveur de l'intégration des réfugiés sur leur territoire. A moins que l'on ne lise cette exclusion comme une tentative de contrôle de l'abus du système d'asile. C'est ainsi, d'ailleurs, que la volonté étatique de contrôler les stratégies de changement de régime est exprimée par la directive relative aux conditions d'entrée et de séjour aux fins d'étude, de formation professionnelle ou de volontariat. L'article 3-3 exclut du champ d'application de la directive les demandeurs d'asile et les personnes jouissant d'une protection temporaire ou subsidiaire. Pour la Commission, cette exclusion concerne le fait que ces personnes ne pourront se fonder sur la présente directive pour introduire une demande visant à changer de statut (par exemple à passer de la qualité de demandeur d'asile à celle d'étudiant), « de tels changements n'étant possibles qu'en vertu de dispositions plus favorables dépendant de chaque Etat membre. » Le même type de restriction existe à l'égard des demandeurs d'asile qui souhaiteraient passer du statut de demandeur d'asile à celui de « chercheur » qui est un statut plus favorable. Une fois encore, la Commission indique sa réticence à l'égard des changements de statuts [14].

A travers ces quelques exemples, apparaît un système que les Etats tentent de maîtriser, où sera voué à l'échec toute tentative d'utiliser un canal d'accès à l'Europe (comme l'est, où a pu l'être le canal de l'asile) pour ensuite accéder à un statut de « migrant économique ». Les Etats ont verrouillé les statuts, assignant à chaque étranger un statut à l'entrée et s'efforçant d'empêcher ou de rendre difficile le passage entre les statuts et catégories.

Les Etats tentent donc, par tous les moyens, de saisir une réalité migratoire qui leur échappe. Le processus d'édification des catégories, en tant qu'élément de domestication et de fixation des étrangers, doit être analysé comme un acte de puissance, et parfois même un acte de souveraineté. Par cet acte de puissance, l'autorité normative tente de restaurer une capacité de contrôle qu'elle sait (ou pense) menacée. L'assignation identitaire opérée par la catégorie sera donc précieuse pour l'Etat. La catégorie juridique, levier de l'action étatique sera, par ailleurs, mobilisée pour permettre, en toute légitimité, de trier les étrangers.

II- La catégorisation des étrangers, ou la préférence légitimée de certains étrangers

La catégorisation, processus de fabrication de blocs distincts, est une réelle œuvre de découpage, de fragmentation des éléments catégorisés. Ce découpage, lorsqu'il s'applique à des personnes prend une valeur symbolique très forte. L'idée de catégoriser des personnes physiques, rappelle Dany Cohen, suscite presque inmanquablement une réticence, « car elle apparaît idéologiquement ambiguë, ou plus exactement ambivalente. Cette ambivalence tient à ce que la catégorie est un instrument au service d'une finalité susceptible de varier considérablement » [15]. Nous souhaitons montrer comment la fabrication des catégories d'étrangers permet de servir certaines finalités, et notamment la finalité de contrôle et de tri des étrangers. En effet, le découpage catégoriel est un outil indispensable d'une politique migratoire qui poursuit le but de choisir les étrangers (A). Surtout, la catégorie juridique permet l'accoutumance aux différenciations opérées par l'autorité chargée des questions migratoires (B).

A- Le découpage catégoriel, instrument de hiérarchisation et de tri des personnes

A chaque catégorie juridique correspond toujours un régime juridique. A chaque catégorie d'étrangers correspond donc logiquement un statut, c'est-à-dire un ensemble spécifique de droits et obligations. En opérant le découpage catégoriel, l'autorité publique distribue donc les droits et obligations entre les catégories d'étrangers. Dès lors, la catégorisation est le support d'une action différenciée (1) qui peut conduire à la hiérarchisation et au tri des étrangers (2).

1- Découpage catégoriel et pouvoir de différenciation des étrangers

La catégorisation, et cela est essentiel en droit des étrangers, est tout d'abord une fabrique des différences. Créer des catégories, cela consiste à séparer, délimiter, ou encore opposer pour individualiser, car toute classification repose toujours sur un « trait commun et différentiel ». Lorsqu'elle concerne les étrangers, l'opération de catégorisation consiste à déterminer, dans la population étrangère, ce qui distingue les personnes les unes des autres. Et, ce faisant, l'autorité auteur de la catégorie énonce, rend publiques, et parfois même crée, des différences entre les personnes qu'elle range dans des catégories distinctes.

La distinction entre les personnes, opérée par le découpage catégoriel, crée des césures, des lignes de partage entre les personnes et découpe les groupes sociaux préexistants. C'est ainsi que les membres d'une même famille peuvent relever de catégories distinctes pour la

raison qu'un des enfants est plus jeune que l'autre, ou que la famille est entrée par deux voies distinctes en France, l'une régulière et l'autre non. Les membres d'une même nation, d'un même village pourront, en fonction d'un critère utilisé par le cadre catégoriel, relever de catégories juridiques différentes. Un tel découpage est inhérent au système juridique, dont l'objet est d'attribuer des droits et des obligations. Mais il n'en demeure pas moins que la catégorisation apparaît bien comme une fabrique de différences. Cela compte car, en droit, la différence est le socle d'un traitement différencié.

En effet, dès lors qu'il y a catégorisation, c'est-à-dire répartition d'un ensemble de personnes en au moins deux catégories, apparaît, en droit, un traitement différencié des personnes rattachées à ces catégories. Par conséquent, au moment même où l'auteur crée une catégorie, il induit la création de traitements différents. Il faut donc comprendre combien une simple opération de catégorisation peut servir la volonté différencialiste de l'auteur des catégories. De surcroît, le principe d'égalité impose de traiter de façon comparable ce qui est comparable. Dès lors que des personnes relèvent de catégories distinctes, l'autorité normative n'est plus tenue de leur d'accorder les mêmes droits. La catégorisation, consécration des différences, permet donc à l'Etat de conférer plus de prérogatives à certains étrangers qu'il souhaite attirer (chercheurs, personnes ayant des compétences et talents utiles à la France), sans être tenu accorder un même traitement à d'autres catégories d'étrangers. De même, il pourra circonscrire les bénéfices que le droit international ou européen lui impose d'accorder à une catégorie (demandeur d'asile, ressortissant communautaire) et ne pas les étendre aux autres migrants.

La catégorisation permet donc à l'autorité publique de différencier et de nuancer son action. L'existence des catégories est essentielle, car elle offre aux Etats la possibilité de moduler le traitement des étrangers. Elle doit donc être analysée comme le support d'une action différenciée. Mais elle est aussi un instrument de l'immigration hiérarchisée et choisie.

2 - La catégorisation, instrument du choix des étrangers

L'opération de catégorisation ne permet pas seulement d'organiser l'attribution de droits aux personnes ; elle permet en fait la distribution inégale de ces droits. En effet, la catégorisation juridique suppose par nature la différenciation du traitement. En examinant l'ensemble du cadre catégoriel posé par le droit des étrangers, et en observant le statut

juridique accordé aux étrangers, on voit clairement apparaître une hiérarchie entre les étrangers. On peut en réalité opérer une réelle classification entre eux, une hiérarchisation allant de ceux qui reçoivent le plus de droits à ceux qui en reçoivent le moins. Pour le dire autrement, on trouve dans le Ceseda des étrangers bénéficiant d'un traitement plus favorable/moins favorable. Dans la première catégorie, on peut ranger les étrangers vulnérables que l'autorité publique souhaite protéger (mineur, personne fuyant une persécution, victime de l'aide à l'immigration clandestine ou de la traite des êtres humains qui coopèrent avec les autorités par exemple), les étrangers récompensés (anciens combattants par exemple), les étrangers que l'on veut attirer (chercheurs, personnes ayant des compétences et talents utiles à la France ou à l'Union européenne). Dans la catégorie des étrangers ayant un statut moins « privilégié », on pourra ranger les étrangers tolérés (étrangers souhaitant travailler dans des emplois qui peuvent éventuellement être pourvus par des Français) et les étrangers non désirés (étrangers risquant de se retrouver à la charge de l'Etat d'accueil). Une hiérarchie existe bien entre les étrangers, qui apparaît dans leur statut juridique. Le statut étant conféré sur l'unique base de la catégorie de rattachement, l'on mesure alors combien la catégorisation est l'outil privilégié de la préférence, de la hiérarchisation entre les étrangers.

C'est pourquoi un cadre catégoriel constitué de nombreuses catégories, précises, permet à l'Etat d'affiner le régime juridique accordé à chaque type d'étranger. Et plus une catégorie juridique d'étranger est étroitement définie, plus elle permet d'identifier, dans la masse des étrangers, certains d'entre eux. On notera que dans le Ceseda, il arrive que la norme ne fasse pas usage d'un concept pour désigner les personnes relevant d'une catégorie, mais procède par énumération des personnes visées. L'identification des étrangers que l'on veut « préférer » - ou au contraire traiter de façon moins favorable- est alors très aisée.

L'opération de catégorisation, en elle-même, n'est donc que l'outil méthodologique d'une politique de choix. Elle ne dit rien du choix qui sera opéré, des critères employés, des valeurs incluses dans l'opération de catégorisation. Ce choix est placé entre les mains de l'auteur de la catégorisation qui va orienter le traitement différencié, et définir ceux qu'il veut « préférer ». La catégorisation n'impose donc pas de privilégier les uns ou les autres, mais elle permet de le faire si c'est l'objectif poursuivi. Cette constatation faite, il n'y a qu'un pas à franchir pour admettre que la catégorisation des étrangers, peut servir de façon

très efficace une politique de tri des étrangers dans le cadre d'une politique d'immigration « choisie ».

Le droit français, comme le droit communautaire, reposent depuis longtemps sur une logique de contrôle des étrangers qui se réalise par la maîtrise des catégories d'étrangers et du statut accordé à chaque catégorie. Or, Stéphane Chauvier signale bien que, lorsque l'on affirme qu'une communauté a le droit de contrôler l'immigration, « on ne veut pas simplement dire qu'elle a le droit de savoir *quis* s'installe sur son territoire. On affirme surtout qu'elle a le droit de refuser l'installation sur son territoire à des étrangers désireux de s'y établir. Or, n'est-ce pas une autre façon de dire qu'elle a le droit de choisir qui peut ou non s'installer sur son territoire ? Une immigration contrôlée n'est-elle pas, fatalement, une immigration choisie ? ». Il est vrai que l'existence des catégories, en droit français et communautaire, permet à l'autorité publique de cibler son action différenciée à l'égard de « types » d'étrangers, ce qui ressemble fort à une politique de choix.

Passant de la fragmentation d'une population à l'identification des personnes à qui l'on veut attribuer tel ou tel statut, il est donc possible, imperceptiblement, de glisser vers une politique de quotas d'immigrants. En effet, grâce à des catégories minutieusement établies, l'autorité publique peut opérer une double sélection, -à la fois quantitative et qualitative - des étrangers. Les catégories permettent en effet de déterminer combien d'étrangers et de quel type (avec quelle compétence, de quelle origine etc.) vont recevoir un statut déterminé.

C'est toute l'ambition, on le sait, de la politique préconisée par le Ministre Hortefeux, qui a convoqué, par un arrêté du 30 janvier 2008 [16], la commission sur le cadre constitutionnel de la nouvelle politique d'immigration. Celle-ci s'est vu assigner la mission d'analyser la faisabilité d'une réforme constitutionnelle, permettant de déterminer les « adaptations nécessaires à la définition de quotas d'immigration, à caractère normatif » ; il s'agit de mettre en oeuvre une régulation quantitative des flux migratoires. Afin de préparer les bases constitutionnelles de la politique de sélection des étrangers, l'arrêté fait référence aux catégories, outil incontournable pour la différenciation entre étrangers qu'il s'agit de réaliser. La définition des quotas d'immigration devra comporter deux éléments. Elle devra permettre une maîtrise globale de l'immigration par la fixation du nombre annuel des migrants admis à entrer et séjourner en France, « conformément aux besoins et aux capacités d'accueil de la France ». Ensuite, la définition de quotas devra permettre de

« choisir les différentes composantes de l'immigration, avec comme objectif que l'immigration économique - elle-même analysée par grandes catégories professionnelles - représente 50 % du flux total des entrées en vue d'une installation durable ». Il est demandé aux membres de la commission d'étudier la possibilité de décliner ce quota global et ces quotas catégoriels selon les grandes régions de provenance des flux migratoires.

Il nous semble donc nécessaire de contester radicalement la description des catégories juridiques, ayant encore largement cours dans certains travaux juridiques, comme des outils neutres rendant compte d'une réalité préexistante. La catégorie est certes un outil, et la catégorisation un processus nécessaire à l'organisation de l'ordre social. Mais les catégories peuvent se transformer en armes au service d'une logique de contrôle, de différenciation et de choix des personnes. Une réflexion semble d'autant plus urgente sur ces points que le passage par les catégories juridiques confère, par certains aspects, une onction à l'autorité normative. Elle légitime certaines préférences et crée une accoutumance aux différenciations opérées.

B- La catégorie juridique, ou l'accoutumance aux différenciations établies par le législateur

Danièle Lochak [17] a très bien montré que la transformation d'une notion en catégorie juridique produit des effets pratiques et symboliques : « qualifier juridiquement une situation ou une conduite, la prendre en compte pour la régler positivement, cela revient (...) nécessairement à lui conférer un minimum de reconnaissance officielle, admettre la légitimité de son existence (...) et cela d'autant plus que les termes que le droit intègre à son lexique et transmue ainsi en catégories juridiques se voient volontiers parés du caractère d'objectivité reconnu au vocabulaire technique ».

On ajoutera que le cadre catégoriel, parce qu'il se présente comme un cadre abstrait, impersonnel, va mettre certains choix politiques à l'abri des critiques. En effet, les catégories juridiques sont constituées sur la base d'un travail d'abstraction. L'autorité catégorielle suit une démarche intellectuelle abstraite, impersonnelle, qui a pour objet de saisir des faits sociaux divers, complexes et mouvants, sous une qualification et des règles déterminées. La catégorie juridique, pour cette raison, est souvent présentée comme un facteur de simplification du droit [18]. Il découle de cette simplification par l'abstraction

que le droit des étrangers tourne le dos à la diversité des situations individuelles, garantissant ainsi ce que les juristes vont appeler la sécurité juridique.

C'est ainsi, par exemple, que le critère de nationalité a été retenu pour fonder la catégorie « étranger ». Critère simplificateur, « presque simpliste, [il] assujettit toute personne qui n'est pas français, qui n'a pas de nationalité ou qui refuse de la communiquer à un corpus de règles contraignantes sans considérations portées au lien qu'elle pourrait entretenir avec la France ». [19] De même, la catégorie « réfugié », telle que l'a posée la Convention de Genève, n'est attribuée que sur la base de critères objectivement posés : extranéité et peur de la persécution. Ainsi, quand un juge vient à examiner la demande de statut de réfugié, il confronte une situation de fait – celle de la personne ayant déposé la demande d'asile – aux critères constitutifs d'une catégorie impersonnelle et abstraite qui dresse le « portrait robot » du réfugié. La conséquence est que le refus éventuel du statut de réfugié, à condition que le droit ait correctement été appliqué à des faits correctement évalués, ne doit en principe pas être sujet à caution. En d'autres termes, l'abstraction permise par le vocabulaire du droit [20] et la dépersonnalisation offerte par la catégorisation juridique éloignent la contestation.

Pourtant, les études sur les migrations forcées [21] ont largement fait apparaître le risque de décalage entre la réalité physique, corporelle, la réalité parfois violente que peut induire un parcours migratoire, et l'appréhension abstraite, désincarnée de l'étranger à travers sa catégorisation. L'approche catégorielle dispense très largement, surtout si le trait différentiel servant à former les catégories est « objectif », de considérer l'humanité de celui qui cherche à entrer sur un territoire et à y séjourner. L'objectivation permise par la qualification permet une distance par rapport à cette réalité de chair et il n'est pas certain que cette distance ne soit pas préjudiciable aux étrangers eux mêmes.

Mais surtout, et c'est pour l'autorité publique un autre intérêt de la catégorisation, cette dernière atténue la violence des distinctions opérées entre étrangers. Si Monsieur A et Monsieur B sont traités différemment, uniquement parce que l'un est entré régulièrement et l'autre non, et si le critère de l'entrée régulière est un critère objectivement posé servant à l'établissement de deux catégories différentes, alors la différence de traitement entre Monsieur A et Monsieur B n'est pas juridiquement discutable. Le passage par le droit, par la classification opérée par le cadre catégoriel, rend donc acceptable ce qui ne le serait sans doute pas hors du droit. En pratique, on observe que l'on ne discute plus la différence entre

l'étranger entré régulièrement et celui qui est entré irrégulièrement, entre le demandeur d'asile et le demandeur d'un statut de protection subsidiaire, car le droit pose ces distinctions à travers des catégories énoncées.

Danièle Lochak [22] décrit bien l'influence du droit sur les représentations collectives, en offrant une certaine vision de l'ordre social. Le droit des étrangers diffuse ainsi une certaine idée de la place de l'étranger dans la société française, et persuade chacun du caractère inéluctable de la situation créée par les textes. Le droit, indique-t-elle, « naturalise » les comportements ou les situations qu'il prend en compte, au sens où il contribue à les faire apparaître fondés en évidence, les mettant ainsi à l'abri de toute contestation radicale. Sur l'effet de naturalisation se greffe ainsi un effet de légitimation. Les catégories juridiques, comme tous les mots qui permettent de nommer les choses, produisent un effet d'accoutumance : on s'habitue d'abord aux mots, puis aux représentations qu'ils véhiculent, et on finit par trouver normales, acceptables, les situations et les pratiques qu'ils désignent ».

En fait, les catégories juridiques d'étrangers produisent un double effet. Elles permettent l'accoutumance à l'idée que les étrangers, parce qu'ils relèvent de catégories distinctes, ne sont pas tous les mêmes, et peuvent, à ce titre, être traités différemment les uns des autres. Mais par ricochet, la légitimation des différences entre étrangers conduit à légitimer la *summa divisio*, la distinction entre le national et l'étranger. La multiplication des sous-catégories d'étrangers ne peut que légitimer la catégorie sur laquelle elles reposent toutes.

Enfin, l'effet social produit par une catégorie juridique va, dans certains cas, valider a posteriori cette catégorisation. La catégorisation, nous l'avons montré, est un processus de découpage de la population étrangère. Or, parce que le découpage est ici le fait du droit, parce que les catégories sont juridiques, le nouveau découpage opéré va s'implanter dans l'ordre social. On doit en effet convenir avec Bourdieu que les énoncés juridiques, énoncés performatifs, sont bien « les actes magiques » qui réussissent « à d'obtenir que nul ne puisse refuser ou ignorer le point de vue, la vision qu'ils imposent. » [23] Quant aux catégories juridiques, en « imposant des discontinuités tranchées et des frontières strictes dans le continuum des limites statistiques » [24], elles introduisent dans les rapports sociaux une « netteté, une rationalité que n'assurent jamais complètement les principes pratiques de l'habitus ou les sanctions de la coutume ». En d'autres termes, les catégories

façonnent une nouvelle organisation sociale, sur la base de nouvelles frontières nettes entre les groupes sociaux.

Il n'est pas exclu que, dans certaines circonstances, les groupes définis par une norme catégorielle, et désormais unis par une nomination catégorielle, se constituent socialement. On peut observer un effet de construction d'un collectif, éventuellement nourri par des mouvements de solidarité à l'égard de groupes comme ceux des « étrangers en situation irrégulière » ou des « demandeurs d'asile ». Il n'est pas impossible qu'imperceptiblement, ces groupes catégorisés, ayant désormais une existence sociale, viennent concurrencer voire remplacer d'autres catégories, auto-définies mais n'ayant pas d'existence juridique. La réalisation du groupe, sa mise en réalité viendrait alors, a posteriori, justifier la création d'une catégorie qui n'avait, au départ, pas d'autre rationalité que celle de l'Etat souhaitant contrôler la réalité migratoire. Cette hypothèse ne nous semble pas irréaliste. En tout état de cause, elle montre la puissance du droit et témoigne du rôle essentiel des catégories juridiques. Celles-ci doivent être prises au sérieux, car, outil manipulable au service de finalités tout autant que technique privilégiée de la différenciation, elles peuvent se transformer en modèles d'action et de rationalisation d'une politique migratoire fondée sur le seul contrôle des étrangers.

NOTES

[1] François Terré, « L'opération de catégorisation », in Pascale Bloch, Cyrille Duvert et Natacha Sauphanor-Brouillaud, *Différenciation et indifférenciation des personnes dans le code civil*, Economica, 2006, p. 4

[2] Catégorie : « 1. Dans un ensemble (une classification), groupe distinctif d'éléments présentant des caractères semblables ; classe, division. » Selon cette définition, la catégorie est alors synonyme d'espèce, de sorte. 2. désigne aussi les notions fondamentales qui, apparaissant dans l'ordre juridique ou la pensée juridique comme une ordonnance rationnelle et systématique, se définissent relativement les unes aux autres par une série de caractères génériques et spécifiques », Cornu, *Vocabulaire juridique*, Quadrige PUF, 2004, p. 135.

[3] Jean-Louis Bergel, *Théorie générale du droit*, Dalloz, 4ème édition, 2006, p. 209

[4] Dany Cohen, « Catégories de personnes, égalité et différenciation », in Pascale Bloch, Cyrille Duvert et Natacha Sauphanor-Brouillaud, *Différenciation et indifférenciation des personnes dans le code civil*, Economica, 2006, p. 91

[5] En effet, le droit français prend, depuis la IIIème République, la forme presque exclusive d'une police administrative spéciale qui ambitionne de sauvegarder l'ordre public par un contrôle de l'accès au territoire national et un encadrement du séjour des ressortissants étrangers, voir Vincent Tchen, *Droit des étrangers*, Ellipses, 2006, p. 7.

[6] Jean-Louis Bergel, *op. cit.*, p. 221

[7] Ch. Eisenmann, « Quelques problèmes de méthodologie des définitions et des classifications en science juridique », *Archives de philosophie du droit*, Tome XI, 1966, p. 38

[8] Par « catégorisation », nous entendons le processus de fabrication des catégories, le choix des critères qui vont servir à leur édification.

[9] Article L 111-1 du *ceseda*.

[10] Danièle Lochak, « Les catégories juridiques dans les processus de radicalisation », in Annie Collovald et Brigitte Gaïti, *La démocratie aux extrêmes, Sur la radicalisation politique*, La dispute, p. 152

[11] Voir Ségolène Barbou des Places et Hélène Oger, « Making the European Migration Regime : Decoding Member States' Legal Strategies », *European Journal of Migration and Law*, 2005, pp. 353-379.

[12] Au titre de l'article 3.

[13] On citera dans la même veine l'article L 511-4 du *Ceseda*, qui donne la liste des étrangers protégés contre une obligation de quitter le territoire ou d'une mesure de reconduite à la frontière. Est protégé celui qui a résidé régulièrement 10 ans en France, « sauf s'il a été, pendant toute cette période, titulaire d'une carte de séjour temporaire portant la mention « étudiant ».

[14] D'autres exemples, nombreux pourraient être donnés. Ainsi, « le décret d'application sur les autorisations de travail du 13 mai 2007 qui décline les différents statuts, en prenant soin de ne laisser aucune brèche permettant de passer d'un statut à un autre et de demeurer en France alors que la personne est devenue sans utilité économique. On prévoit avec soin les mentions à écrire sur les titres, afin que l'étranger soit dans la plupart des cas confiné à un métier et à une zone géographique. Tout est calibré », Du plombier polonais au géomètre malien, *Plein droit*, 75, décembre 2007.

[15] Dany Cohen, « Catégories de personnes, égalité et différenciation », in Pascale Bloch, Cyrille Duvert et Natacha Sauphanor-Brouillaud, *Différenciation et indifférenciation des personnes dans le code civil*, Economica, 2006, p. 91

[16] Arrêté du 30 janvier 2008, *JO* du 7 février 2008, texte n° 22.

[17] Danièle Lochak, « La race : une catégorie juridique ? », *Mots*, n° 33, 27 mars 1992, p. 291

[18] Jean-Louis Bergel, *Théorie générale du droit*, Dalloz, 4ème édition, 2006, p. 221.

[19] Vincent Tchen, *Droit des étrangers*, Ellipses, 2006, p. 18

[20] L'on ne peut, à ce stade manquer le détour par les propos de Bourdieu, nous rappelant combien la langue juridique porte toute les marques d'une rhétorique de l'impersonnalité et de la neutralité. De même, la rhétorique de l'autonomie du champ juridique, de sa neutralité et de son universalité sont « l'expression (...) du travail de rationalisation », Pierre Bourdieu, « La force du droit, Eléments pour une sociologie du champ juridique », *Actes de la Recherche en Science sociale*, n° 64, septembre 1986, p. 6. La catégorisation offre donc à l'autorité normative, celle-là même qui construit le cadre catégoriel, la protection d'une approche dépassionnée, neutre et sûre.

[21] B. Stein, "The Refugee Experience : Defining the parameters of a Field of Study", *International Migration Review*, 1981, 15(1) : 320-30 ; N. Soguk, *States and Strangers : refugees and Displacements of Statecraft*, Univ. of Minnesota Press, 1999, p. 4.

[22] Danièle Lochak, « Les catégories juridiques dans les processus de radicalisation », in Annie Collovald et Brigitte Gaïti, *La démocratie aux extrêmes, Sur la radicalisation politique*, La dispute, p. 146.

[23] Pierre Bourdieu, « La force du droit, Eléments pour une sociologie du champ juridique », *Actes de la Recherche en Science sociale*, n° 64, septembre 1986, p. 13.

[24] Ibidem.

ANNEXE °2

LE STATUT LÉGAL DES MIGRANTS

Nicole GUIMEZANES

I. STRUCTURE DES DISPOSITIONS LÉGALES RELATIVES AU STATUT DES MIGRANTS (THE STRUCTURE OF LEGAL REGULATIONS OF MIGRANT'S STATUS)

La France est depuis le XIX^{ème} siècle un pays d'immigration alors même que la plupart des pays européens étaient des pays d'émigration, ce qui explique que le droit français s'est préoccupé très tôt du statut des immigrés.

Le premier texte d'ensemble qui reprend les diverses mesures existantes concernant les étrangers date de 1945. C'est l'ordonnance du 2 novembre 1945 sur l'entrée et le séjour des étrangers en France, qui après la guerre, donne aux étrangers un statut relativement libéral.

Ce texte a donné satisfaction pendant une quarantaine d'années.

Toutefois le nombre des étrangers présents sur le territoire français est passé de 1 744 000 en 1946 à 3 442 000 en 1975, il est actuellement de 4 310 000 soit près de 8 % de la population.

Le souci du législateur était de favoriser la venue de la main d'œuvre étrangère afin d'aider à la reconstruction tout en canalisant son introduction. C'est la raison pour laquelle il créait l'Office national d'immigration destiné à avoir le monopole du recrutement des travailleurs étrangers.

Depuis les années 1980 la question de l'immigration est devenue une question politique ce qui a occasionné à chaque changement de majorité une réforme de l'ordonnance de 1945, finalement la dernière réforme du 26 novembre 2003 a prévu l'abrogation de ce texte et son remplacement par une véritable codification. Celle-ci a été réalisée par l'ordonnance n° 20041248, du 24 novembre 2004 qui créait le « code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile » entré en vigueur le 1^{er} mars 2005.

Ne sont codifiées que les dispositions législatives, les dispositions réglementaires seront codifiées dans une deuxième partie du code, en cours d'élaboration.

La mise en oeuvre des dispositions du code est assurée par de nombreux règlements et circulaires dont la légalité peut être contestée devant les juridictions administratives qui, à plusieurs reprises, ont été amenées à annuler certaines de leurs dispositions.

À ce texte interne s'ajoute bien entendu les conventions internationales et, de façon de plus en plus importante, la législation communautaire.

II. LES CONCEPTS JURIDIQUES UTILISÉS DANS LES LEGISLATIONS NATIONALES (LEGAL CONCEPTIONS USED IN NATIONAL LEGISLATIONS)

Les textes juridiques français parlent d'étranger, défini comme toute personne n'ayant pas la nationalité française, ce qui englobe les étrangers en situation régulière ou irrégulière, les demandeurs d'asile et les réfugiés qui par ailleurs sont soumis à des règles particulières.

Le terme de migrant est peu fréquemment utilisé, on parle de travailleurs étrangers ou de travailleurs immigrés.

Les réfugiés sont les personnes qui répondent à la définition de la convention des Nations-Unies de 1951 sur les réfugiés. Les demandeurs d'asile³ sont des personnes qui demandent à se voir reconnaître le statut de réfugié parce qu'elles craignent ou sont soumises à, des persécutions.

III. LE STATUT DE L'ÉTRANGER EN SITUATION RÉGULIÈRE (ACQUIRING THE STATUS OF MIGRANT)

Contrairement à certains droits étrangers le droit français ne raisonne pas en terme de « statut » il prend en compte les situations individuelles : l'étranger est en situation régulière ou bien il est en situation irrégulière (clandestin).

L'étranger en situation régulière a une situation juridique proche du national avec cependant quelques différences notamment au plan politique (absence de droit de vote et d'éligibilité) mais sur le plan du travail il est largement assimilé au national (salaires, sécurité sociale, activité syndicale, protection sociale).

L'étranger est en situation régulière, si, au-delà d'un délai de trois mois à compter de son entrée sur le territoire, il est en possession d'un titre de séjour.

Les titres de séjour sont : la carte de séjour temporaire et la carte de résident. Il faut y ajouter l'autorisation provisoire de séjour donnée par l'administration dans des situations particulières et limitées dans le temps. Il faut également mentionner la carte de séjour portant la mention « retraité » destinée à l'étranger qui a résidé en France sous le couvert d'une carte de résident et bénéficie d'une pension au titre d'un régime de base français.

La demande de carte de séjour doit être présentée, dans les deux mois suivant l'entrée de l'étranger sur le territoire, à la Préfecture, (à Paris la Préfecture de police) ou à la sous-préfecture.

A. -La carte de séjour temporaire

1) La carte de séjour temporaire est délivrée si l'étranger remplit les conditions suivantes :

- l'étranger doit être entré régulièrement sur le territoire ;
- l'étranger ne doit pas être une menace pour l'ordre public ;
- l'étranger ne doit pas avoir fait l'objet d'une interdiction du territoire encore en vigueur ou d'une expulsion non rapportée. Une reconduite à la frontière prononcée pour entrée ou séjour irrégulier ne constitue pas, en principe, un obstacle.

Les cartes de séjour temporaires sont de plusieurs types.

- La carte porte la mention « visiteur » lorsque l'étranger dispose de moyens suffisants d'existence et prend l'engagement de n'exercer aucune activité professionnelle soumise à autorisation.
- La carte porte la mention « étudiant » lorsque l'étranger établit qu'il suit en France un enseignement ou qu'il y fait des études et qu'il justifie disposer de moyens d'existence suffisants.

- -La carte « scientifique » est délivrée a l'étranger pour lui permettre de mener des travaux de recherche ou dispenser un enseignement de niveau universitaire sous réserve de son entrée régulière sur le territoire
- -La carte « profession artistique et culturelle » est délivrée a un artiste interprète¹ ou a un auteur d'oeuvre littéraire ou artistique titulaire d'un contrat de plus de trois mois passé avec une entreprise ou un établissement dont l'activité principale comporte la création ou l'exploitation d'une oeuvre de l'esprit .
- Elle porte la mention « salarié, commerçant, artisan, ou agriculteur » lorsque l'étranger désirant exercer une activité professionnelle y a été autorisé.

L'étranger titulaire d'une carte de séjour temporaire doit quitter la France a l'expiration de la durée de validité de sa carte a moins qu'il n'en ait obtenu le renouvellement ou une carte de résident.

Le renouvellement de la carte de séjour temporaire est soumis aux memes conditions que sa délivrance a l'exception de la justification de l'entrée régulière, du visa et du certificat médical.

2) Le code prévoit aussi des cas de délivrance de la carte de séjour temporaire de plein droit sous réserve néanmoins que l'intéressé ne menace pas l'ordre public.

La carte portant la mention « vie privée et familiale » est ainsi délivrée :

1. - a l'étranger mineur ou dans l'année qui suit son dix-huitième anniversaire lorsque l'un de ses parents au moins est titulaire de la carte de séjour temporaire ou de la carte de résident,
2. - a l'étranger entré régulièrement sur le territoire français dont le conjoint est titulaire de l'une de ces deux cartes, s'ils ont été autorisés a séjourner en France au titre du regroupement familial
3. - a l'étranger mineur ou dans l'année qui suit son dix-huitième anniversaire lorsqu'il justifie par tous moyens avoir sa résidence habituelle en France depuis qu'il a atteint au plus l'âge de treize ans ;

4. 4.- a l'étranger ne vivant pas en état de polygamie qui justifie par tous moyens résider en France habituellement depuis plus de 10 ans, ou plus de quinze ans, si au cours de cette période, il a séjourné en qualité d'étudiant ;
5. - a l'étranger ne vivant pas en état de polygamie, marié avec un ressortissant de nationalité française a condition que son entrée sur le territoire ait été régulière, que la communauté de vie n'ait pas cessé, que le conjoint ait conservé la nationalité française et, lorsque le mariage a été célébré a l'étranger, qu'il ait été transcrit préalablement sur le registre de l'état civil français
6. - a l'étranger ne vivant pas en état de polygamie, marié a un ressortissant étranger titulaire d'une carte de séjour temporaire portant la mention « scientifique » a condition que son entrée sur le territoire français ait été régulière ;
7. - a l'étranger ne vivant pas en état de polygamie qui est père ou mère d'un enfant français mineur résidant en France a la condition qu'il établisse contribuer effectivement a l'entretien et a l'éducation de l'enfant depuis la naissance de celui-ci ou depuis au moins un an. Lorsque la qualité de père ou mère d'un enfant français résulte de la reconnaissance de l'enfant postérieure a la naissance, la carte de séjour temporaire n'est délivrée a l'étranger que s'il subvient a ses besoins depuis sa naissance ou depuis au moins un an. L'accès de l'enfant français a la majorité ne fait pas obstacle au renouvellement de la carte de séjour.
8. - a l'étranger ne vivant pas en état de polygamie qui n'entre pas dans les catégories précédentes ou dans celles qui ouvrent droit au regroupement familial, dont les liens personnels et familiaux avec la France sont tels que le refus d'autoriser son séjour porterait a son droit au respect de sa vie privée et familiale une atteinte disproportionnée au regard des motifs du refus ;
9. - a l'étranger né en France qui justifie par tout moyen y avoir résidé pendant au moins huit ans de façon continue, et suivi, après l'âge de dix ans, une scolarité d'au moins cinq ans dans un établissement scolaire français, a condition qu'il fasse sa demande entre l'âge de 16 et 21 ans ;
10. - a l'étranger titulaire d'une rente d'accident du travail ou de maladie professionnelle servie par un organisme français et dont le taux d'incapacité permanent est égal ou supérieur a 20% ;
11. - a l'étranger qui a obtenu le statut d'apatride ainsi qu'a son conjoint et a ses enfants mineurs ou dans l'année qui suit leur 18ème anniversaire, lorsque le mariage est antérieur a la date de cette obtention ou, a défaut lorsqu'il a été célébré

depuis au moins un an, sous réserve d'une communauté de vie effective entre les époux ;

12. - a l'étranger résidant habituellement en France dont l'état de santé nécessite une prise en charge médicale dont le défaut pourrait entraîner pour lui des conséquences d'une exceptionnelle gravité, sous réserve qu'il puisse effectivement bénéficier d'un traitement approprié dans le pays dont il est originaire.

3.) A cette liste l'étranger il faut ajouter l'étranger qui a obtenu le bénéfice de la protection subsidiaire¹⁶ ainsi qu'à son conjoint et à ses enfants mineurs ou dans l'année qui suit leur dix-huitième anniversaire, lorsque le mariage est antérieur à la date de cette obtention ou, à défaut, lorsqu'il a été célébré depuis au moins un an, sous réserve d'une communauté de vie effective entre époux. Cette carte de séjour temporaire donne le droit à son bénéficiaire d'exercer une activité professionnelle.

B. -La carte de résident

La carte de résident permet un séjour de dix ans, elle est renouvelable de plein droit. Elle permet à son titulaire d'exercer l'activité professionnelle de son choix sans limitation géographique et sans autre autorisation. Elle vaut autorisation de travail et dispense de l'autorisation d'exercer le commerce. Il est admis par l'administration qu'elle vaut aussi dispense d'autorisation pour l'exercice d'activités agricoles.

La carte est périmée si l'étranger quitte le territoire pendant une période de trois ans consécutifs.

1) La carte de résident est délivrée discrétionnairement par l'administration¹⁹ si l'étranger remplit les conditions suivantes .

- justifier d'une résidence régulière et non interrompue d'au moins cinq années en France ;
- justifier de moyens d'existence suffisants²² ou des conditions de son activité professionnelle
- ne pas constituer par sa présence une menace pour l'ordre public ;
- ne pas vivre en état de polygamie ;

-justifier de son intégration républicaine dans la société française ;

Cette carte peut aussi être accordée :

-au conjoint et aux enfants mineurs ou dans l'année qui suit leur dix-huitième anniversaire d'un étranger titulaire de la carte de résident, qui ont été autorisés à séjourner en France au titre du regroupement familial et qui justifient d'une résidence non interrompue, conforme aux lois et règlements en vigueur, d'au moins deux années en France ;

-a l'étranger qui est père ou mère d'un enfant français résidant en France et titulaire depuis au moins deux années de la carte de séjour temporaire, sous réserve qu'il remplisse encore les conditions prévues pour l'obtention de cette carte de séjour temporaire et qu'il ne vive pas en état de polygamie.

2) La carte de résident est délivrée de plein droit, sauf si l'étranger constitue une menace pour l'ordre public ou s'il vit en état de polygamie, et sous réserve de la régularité du séjour.

1- à l'étranger marié depuis au moins deux ans (à la différence de la carte temporaire de plein droit, c'est la régularité du séjour et non la régularité de l'entrée qui est requise) avec un ressortissant français à condition que :

- la communauté de vie²⁶entre les époux n'ait pas cessé,
- le conjoint ait conservé la nationalité française,
- lorsque le mariage a été célébré à l'étranger, qu'il ait été transcrit préalablement sur les registres de l'état civil français²⁹;

2- à l'enfant étranger d'un ressortissant de nationalité française si cet enfant a moins de vingt et un ans ou s'il est à la charge de ses parents,

- -aux ascendants d'un ressortissant français et de son conjoint qui sont à sa charge ;

3- à l'étranger titulaire d'une rente d'accident du travail ou de maladie professionnelle versée par un organisme français et dont le taux d'incapacité permanente est égal ou supérieur à 20% ainsi qu'aux ayants droit d'un étranger, bénéficiaire d'une rente de décès pour accident de travail ou maladie professionnelle versée par un organisme

français (un séjour régulier est requis à la différence de la carte de séjour temporaire de plein droit qui n'exige pas une entrée régulière et qui ne s'applique pas aux ayants droits) ;

4- l'étranger qui a obtenu le statut de réfugié ainsi que son conjoint et ses enfants mineurs ou dans l'année qui suit leur dix-huitième anniversaire, lorsque le mariage est antérieur à la date de cette obtention ou, à défaut, lorsqu'il a été célébré depuis au moins un an, sous réserve d'une communauté de vie effective entre les époux (il n'existe pas de carte de séjour temporaire de plein droit dans ce cas) ;

5- l'apatride justifiant de trois années de résidence régulière en France ainsi qu'à son conjoint et à ses enfants mineurs ou dans l'année qui suit leur dix-huitième anniversaire³³ (la durée de trois ans n'est pas requise pour l'obtention d'une carte de séjour temporaire dans ce cas) ;

6- L'étranger qui est en situation régulière depuis plus de dix ans, sauf s'il a été pendant toute cette période, titulaire d'une carte de séjour temporaire portant la mention "étudiant" (la carte de séjour temporaire de plein droit est accordée à l'étudiant étranger qui a séjourné habituellement en France 15 ans sans que ne soit exigée une entrée ou un séjour régulier) ;

7- l'étranger qui a servi dans une unité combattante de l'armée française;

8- l'étranger ayant effectivement combattu dans le rang des forces françaises de l'intérieur, titulaire du certificat de démobilisation délivré par la commission d'incorporation de ces formations dans l'armée régulière ou qui, quelque soit la durée de son service dans ces mêmes formations, a été blessé en combattant l'ennemi;

9- l'étranger qui a servi en France dans une unité combattante d'une armée alliée ou, qui résidant antérieurement en territoire français, a également combattu dans les rangs d'une armée alliée;

10- l'étranger ayant servi dans la Légion étrangère, comptant au moins trois ans de services dans l'armée française et titulaire d'un certificat de bonne conduite³⁸.

IV. LES GARANTIES DU STATUT DE MIGRANT

(GUARANTEES OF MIGRANT STATUS)

A. -L'étranger en possession d'un titre de séjour est en situation régulière et bénéficie des mêmes droits que les Français sauf en matière politique exception faite des ressortissants communautaires qui peuvent participer aux élections locales.

L'étranger a notamment le droit d'acheter des immeubles, de créer son entreprise. Il a accès aux tribunaux et bénéficie de l'aide judiciaire. Il bénéficie de la même protection sociale que les Français. Son droit de mener une vie familiale normale lui est reconnu par la jurisprudence ce qui se traduit notamment par le droit au regroupement familial à certaines conditions.

Comme les Français, l'étranger doit respecter la loi et se trouve soumis aux mêmes obligations notamment fiscales.

B. -La différence notable concerne la possibilité pour le Préfet d'expulser du territoire l'étranger en situation régulière qui menace l'ordre public. Par ailleurs, l'étranger qui commet une infraction grave peut faire l'objet d'une interdiction du territoire, prononcée par la juridiction qui le condamne, et qui a pour effet de l'obliger à quitter le territoire. Il s'agit d'une peine complémentaire. Certaines catégories d'étrangers sont cependant exclues de l'application de ces mesures⁴⁴. En tout état de cause une mesure d'éloignement du territoire ne peut pas être prise à l'encontre d'un mineur.

C. - L'étranger qui arrive régulièrement en France bénéficie des services de l'Agence nationale de l'accueil des étrangers et des migrations (ANAEM) qui remplace l'Office des Migrations Internationales (OMI) depuis la loi de programmation pour la cohésion sociale du 18 janvier 2005.

L'Office des Migrations Internationales (OMI) avait lui-même remplacé en 1988⁴⁸ l'ONI (Office national d'immigration) institué par l'ordonnance de 1945. Cet Office avait le monopole des opérations de recrutement et d'introduction en France des immigrants étrangers et de leurs familles. Il était également chargé des opérations de recrutement en France des travailleurs de toute nationalité pour l'étranger. L'Agence qui lui succède a des fonctions élargies par rapport à l'OMI mais n'a plus le monopole du recrutement des travailleurs étrangers.

L'ANAEM est un établissement public administratif. Elle est administrée par un conseil d'administration et dirigée par un directeur général. Le conseil d'administration comprend, outre son président, des représentants de l'État, des représentants du personnel

de l'agence et des personnalités qualifiées. Le président du conseil d'administration et le directeur général sont nommés par décret. Les ressources de l'agence sont constituées par des taxes, des redevances et des subventions de l'État.

L'ANAEM est chargée, sur l'ensemble du territoire, du service public de l'accueil des étrangers titulaires, pour la première fois, d'un titre les autorisant à séjourner durablement en France. Elle a également pour mission de participer à toutes actions administratives, sanitaires et sociales relatives :

- a) A l'entrée et au séjour d'une durée inférieure ou égale à trois mois des étrangers ;
- b) A l'accueil des demandeurs d'asile ;
- c) A l'introduction en France, au titre du regroupement familial ou en vue d'y effectuer un travail salarié, d'étrangers ressortissants de pays tiers à l'Union européenne ;
- d) Au contrôle médical des étrangers admis à séjourner en France pour une durée supérieure à trois mois ;
- e) Au retour et à la réinsertion des étrangers dans leur pays d'origine ;
- f) A l'emploi des Français à l'étranger. Pour l'exercice de ses missions,

l'agence met en œuvre une action sociale spécialisée en direction des personnes immigrées. L'agence peut associer à ses missions tout organisme privé ou public, notamment les collectivités territoriales et les organismes de droit privé à but non lucratif spécialisés dans l'aide aux migrants.

Des actions sociales en direction des immigrés sont prévues notamment dans le Code de l'action sociale et des familles :

1) Le contrat d'accueil et d'intégration est ouvert aux personnes immigrées ou issues de l'immigration.

Il est proposé, dans une langue qu'il comprend, à tout étranger admis pour la première fois au séjour en France en vue d'une installation durable de conclure, individuellement, avec l'État un contrat d'accueil et d'intégration. Ce contrat a pour objet de préciser les conditions dans lesquelles l'étranger signataire bénéficie d'actions, tenant

compte de sa situation et de son parcours personnel et destinées à favoriser son intégration dans le respect des lois et des valeurs fondamentales de la République française. Ces actions comprennent notamment, lorsque le besoin en est établi, une formation linguistique sanctionnée par une validation des acquis. Pour l'appréciation de la condition d'intégration républicaine de l'étranger dans la société française prévue au premier alinéa de l'article L. 314-2 du code des étrangers, il est tenu compte de la signature par l'étranger d'un contrat d'accueil et d'intégration ainsi que du respect de ce contrat.

Un décret, non encore paru, doit déterminer les catégories d'étrangers bénéficiaires du contrat d'accueil et d'intégration, la durée du contrat et ses conditions de renouvellement, les actions prévues au contrat et les conditions de suivi et de validation de ces actions, dont la reconnaissance de l'acquisition d'un niveau satisfaisant de maîtrise de la langue française.

2) Le programme régional d'intégration des populations immigrées

Sous l'autorité du représentant de l'État, il est élaboré dans chaque région et dans la collectivité territoriale de Corse un programme régional d'intégration des populations immigrées. Ce programme détermine l'ensemble des actions concourant à l'accueil des nouveaux immigrants et à la promotion sociale, culturelle et professionnelle des personnes immigrées ou issues de l'immigration. À la demande du représentant de l'État dans la région et la collectivité territoriale de Corse, les collectivités territoriales lui font connaître les dispositions qu'elles envisagent de mettre en œuvre, dans l'exercice des compétences que la loi leur attribue, pour concourir à l'établissement de ce programme. Un décret détermine les conditions dans lesquelles les organismes de droit privé à but non lucratif spécialisés dans l'aide aux migrants et les établissements publics participent à l'élaboration du programme régional d'intégration.

3) Le Fonds d'action et de soutien pour l'intégration et la lutte contre les discriminations participe au service public de l'accueil assuré par l'Agence nationale de l'accueil des étrangers et des migrations en mettant en œuvre des actions visant à l'intégration des populations immigrées et issues de l'immigration résidant en France et concourt à la lutte contre les discriminations dont elles pourraient être victimes.

4) Des aides à la réinsertion des travailleurs étrangers ont été instituées à partir des années 1970 en accord avec les pays d'origine pour favoriser leur retour dans celui-ci.

Plusieurs mécanismes ont été successivement mis en place : tout d'abord il s'est agi d'une aide au retour qui consistait dans le versement de 15 000 euros a des étrangers au chômage, puis qui a été étendue a tous ceux qui souhaitaient partir. En 1984 un nouveau systeme a été mis en place et qui concernait uniquement les travailleurs étrangers ayant fait l'objet d'un licenciement pour motif économique. A l'heure actuelle le dispositif comporte trois éléments : une aide publique a la réinsertion, une aide conventionnelle et des conventions de réinsertion avec les entreprises.

a) *L'aide publique a la réinsertion*, financée par l'État, est accordé aux étrangers qui quittent la France pour regagner leur pays d'origine a condition qu'ils soient au chômage depuis au moins trois mois ou, s'ils risquent d'être involontairement privés d'emploi, a condition qu'il fasse une demande avant la rupture du contrat.

L'aide publique a la réinsertion est composée d'une allocation destinée a couvrir les frais de voyage de l'étranger et éventuellement de sa famille, et une allocation destinée a couvrir tout ou partie des dépenses qu'il va engager pour sa réinsertion dans son pays d'origine limitée a 3 050 euros.

b) *L'aide conventionnelle a la réinsertion*. Elle est fixée a la suite d'une convention signée entre les organisations syndicales d'employeurs et les organisations syndicales de salariés. Elle s'ajoute a l'aide publique.

L'attribution de cette aide est subordonnée a un certain nombre de conditions.

c) *Les conventions de réinsertion avec les entreprises*. Elles concernent les entreprises qui connaissent des difficultés économiques entraînant des licenciements économiques. Dans le cadre des mesures qui sont alors prises dans le plan social, l'entreprise doit conclure une convention avec l'ANAEM prévoyant des dispositions destinées a faciliter la réinsertion des travailleurs étrangers, s'ils le souhaitent, dans leur pays d'origine. Elle consiste en une aide financiere d'un minimum de 2 287 euros, éventuellement une formation professionnelle et des remises pour l'achat de matériel et de biens d'équipement.

d) Sur le plan international des *accords bilatéraux* prévoient également le retour de travailleurs étrangers. Quatre accords sont en vigueur avec l'exYougoslavie, le Mali, la Mauritanie, le Sénégal et deux programmes avec la Roumanie et avec l'Afghanistan.

Ces différentes possibilités d'aide au retour sont peu utilisées par les travailleurs étrangers.

V. LE MIGRANT ET SON EMPLOYEUR

(THE MIGRANT AND THE EMPLOYER)

L'autorisation d'exercer une profession salariée résulte de la délivrance d'une carte de travail créée pour la première fois en 1926⁵⁸. L'ordonnance de 1945 exigeait que l'étranger soit muni d'une carte de travail. Jusqu'en 1984 existait une dualité de carte : carte de séjour et carte de travail délivrées par des administrations différentes. La loi du 17 juillet 1984⁵⁹ a largement simplifié ce système en instaurant l'unicité du titre : la carte temporaire portant la mention « salariée » et la carte de résident valant autorisation d'exercer une profession salariée.

Malgré l'existence d'un titre unique, l'autorisation de travail et l'autorisation de séjour sont données de façon distincte, l'une par la direction départementale du travail et de l'emploi (DDTE), l'autre par les services de la préfecture. En pratique une étroite coordination des services existe du fait que l'autorisation de travail a pour support la carte de séjour et que le point de départ et la durée de validité des deux autorisations coïncident. L'autorisation doit normalement être obtenue avant l'entrée sur le territoire. Si l'étranger est déjà sur le territoire il peut demander la régularisation de sa situation mais elle n'est accordée qu'exceptionnellement.

La DDTE doit se décider en fonction des quatre critères⁶¹ : la situation de l'emploi présente et à venir dans la profession demandée et dans la zone géographique où l'étranger compte exercer son activité⁶², les conditions d'application par l'employeur de la réglementation relative au travail, les conditions d'emploi et de rémunération offertes aux travailleurs étrangers qui doivent être identiques à celles qui sont offertes aux nationaux - l'emploi proposé au travailleur étranger doit être un emploi réel, permanent, à temps plein ou à temps partiel mais lui permettant de subvenir à ses besoins et convenablement rémunéré, c'est à dire que le salaire proposé doit être au moins égal au SMIC, les dispositions prises par l'employeur concernant le logement du travailleur étranger. Il suffit que l'un de ces critères ne soit pas rempli pour que l'administration ait la faculté de refuser le titre de travail⁶³.

La réglementation envisageait traditionnellement la situation des étrangers qui souhaitent venir s'établir en France et y travailler pour une durée indéterminée. L'évolution économique a conduit à restreindre ce mode de recrutement et à développer le travail temporaire qui constituait, à l'origine, plutôt une exception au principe. Le recours au travail temporaire, permet cependant d'introduire une certaine souplesse dans le recrutement de travailleurs étrangers et de pallier l'indisponibilité provisoire de main d'oeuvre nationale. Il permet à de nombreuses entreprises étrangères implantées en France de faire venir leur cadre pour une courte durée. Ce procédé permet, enfin, l'instauration d'un courant d'échange de cadres et de travailleurs en vue de leur formation ou de leur perfectionnement et facilite l'assistance aux pays en voie de développement.

D'une façon générale le recrutement des travailleurs temporaires obéit à des règles comparables à celles qui régissent le recrutement des travailleurs permanents, il existe, cependant, quelques différences en matière de délivrance des autorisations de travail qui peut consister en une autorisation provisoire de travail (APT) d'une validité de neuf mois, renouvelable. Les étrangers bénéficiaires d'une autorisation provisoire de travail sont dotés, si l'autorisation de travail excède trois mois, d'une carte de séjour temporaire de même durée de validité.

L'initiative du recrutement de travailleurs étrangers appartient à l'employeur. Deux procédés lui sont ouverts: un recrutement anonyme uniquement possible avec les pays qui ont signé un accord de main d'oeuvre avec la France ou un recrutement nominatif s'il connaît déjà le recrutement d'un travailleur étranger est soumis à une procédure précise à laquelle l'employeur doit se conformer. Il se réalise en plusieurs étapes :

- 1) L'employeur doit adresser une demande écrite à l'Agence Nationale pour l'Emploi (ANPE) en indiquant les raisons qui le conduisent à faire appel à un travailleur étranger. L'ANPE a la faculté de lui présenter un demandeur d'emploi français ou étranger en situation régulière.

- 2) Il doit constituer un dossier dans lequel doit notamment figurer l'engagement de verser à l'Agence nationale de l'accueil des étrangers et des migrations (ANAEM) la redevance correspondante.

- 3) L'ANPE transmet le dossier à la Direction départementale du travail et de l'emploi (DDTE) qui procède à un examen, cas par cas, des demandes. Elle vérifie que les

conditions requises pour la délivrance d'une autorisation de travail sont remplies. Soit elle refuse et l'employeur en est averti par une lettre motivée et signée, soit elle donne une suite favorable à la demande et transmet le dossier à l'ANAEM, avec le contrat de travail revêtu de son visa et indiquant les activités professionnelles autorisées et la zone géographique dans laquelle l'exercice de ces activités est permis.

En cas de refus un recours hiérarchique devant le ministre des affaires sociales est ouvert dans un délai de deux mois à compter de la notification des motifs de la décision contestée. La décision du ministre est susceptible d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif.

4) L'ANAEM procède à l'introduction du travailleur selon une procédure qui varie selon que le travailleur est originaire d'un pays ou est implanté une Mission ou une délégation de l'ANAEM ou d'un pays où l'ANAEM n'est pas présente.

5) L'étranger qui vient en France pour y exercer une activité professionnelle doit être porteur d'un certificat médical. À compter du 1^{er} janvier 2006, il doit également attester, dans l'hypothèse où il manifeste la volonté de s'installer durablement en France, d'une connaissance suffisante de la langue française sanctionnée par une validation des acquis ou s'engager à l'acquiescer après son installation en France.

6) À l'arrivée en France du travailleur étranger, l'ANAEM avise la DDTE et la préfecture. Le travailleur doit retirer auprès de la préfecture son titre de séjour temporaire portant la mention « salarié » qui matérialise son autorisation de travail. Ce titre est renouvelable dès lors que les conditions de son attribution sont remplies.

Il faut noter que la situation de l'emploi n'est pas opposable à certaines catégories d'étrangers et que certaines sont dispensées d'autorisation de travail.

Les travailleurs salariés exerçant leur activité sans autorisation n'encourent pas de sanction pénale spécifique en dehors de celles qui sont prévues pour le séjour irrégulier. En revanche leur employeur commet un délit, en les employant sans autorisation de travail : toute personne qui engage ou qui conserve à son service un étranger non muni d'un titre de travail encourt une amende de 15 000 euros prononcée autant de fois qu'il y a d'étrangers concernés, et d'un emprisonnement de cinq ans. Ces peines sont portées à dix ans d'emprisonnement et à 100 000 euros d'amende si l'infraction est commise en bande organisée⁷¹. Il peut s'y ajouter des peines complémentaires. Si l'employeur a facilité

l'entrée et le séjour irrégulier, autrement dit s'il est complice de la situation irrégulière de l'étranger, il encourt une amende de 30 000 euros s'il est une personne physique ou de 750 000 euros s'il est une personne morale⁷³. Outre les sanctions pénales, l'employeur encourt d'une sanction administrative qui consiste à verser à l'ANAEM une contribution spéciale dont le montant varie entre 500 à 2000 fois le taux horaire minimum⁷⁴. Enfin la loi du 26 novembre 2003 a créé une sanction supplémentaire à l'encontre de l'employeur: l'employeur qui aura occupé un travailleur étranger en situation irrégulière acquittera une contribution forfaitaire représentative des frais de réacheminement de l'étranger dans son pays d'origine.

Le montant total des sanctions pécuniaires pour l'emploi d'un étranger en situation de séjour irrégulier ne peut excéder le montant de 15 000 euros pour l'employeur personne physique ou de 100 000 euros s'il est une personne morale.

En ce qui concerne les activités commerciales, industrielles ou artisanales les étrangers qui souhaitent exercer une de ces activités doivent être autorisés à l'exception des ressortissants communautaires, d'un État partie à l'accord sur l'Espace économique européen, ou d'un membre de l'OCDE. Mais à la différence des salariés, ils ont la possibilité de demander cette autorisation en France s'ils y séjournent régulièrement ou à l'étranger aux autorités consulaires. L'exercice de ces activités sans autorisation constitue un délit et fait encourir à leur auteur une amende de 3 750 euros et un emprisonnement de six mois. Ces peines sont doublées en cas de récidive.

Certaines activités salariées, commerciales, industrielles ou artisanales sont cependant interdites aux étrangers, à l'exception des ressortissants de l'Union européenne et de l'Espace économique européen.

Les personnes exerçant une profession libérale ne sont pas soumises à autorisation mais l'exercice des activités libérales est réglementé par des textes spécifiques qui souvent en refusent ou en limitent l'accès aux étrangers.

VI. MESURES DE PROTECTION ÉTATIQUES (STATE PROTECTIVE MEASURES)

La France, comme les autres États, a des règles lui permettant de n'accepter sur son territoire que les étrangers qu'elle désire ce qui implique le pouvoir de refuser l'entrée de l'étranger ou de prendre à son encontre une mesure d'éloignement du territoire.

A. -Le refoulement

C'est ainsi que l'entrée d'un étranger peut être refusée s'il menace l'ordre public bien qu'il soit en possession de tous les documents nécessaires y compris d'un visa ou s'il fait l'objet d'une interdiction du territoire ou d'un arrêté d'expulsion encore en vigueur⁷⁸ ou s'il est signalé sur le fichier de non admission du Système informatique Schengen (SIS). La notion d'ordre public en droit français est encadrée par une jurisprudence abondante, entrent dans cette notion des faits de terrorisme, la commission de crimes graves...

1) Procédure

La décision de refoulement ne peut être prise que par le chef de poste. S'il s'agit d'un demandeur d'asile la mesure de refoulement ne peut être prise que par le ministre de l'intérieur après avis de l'OFPRA. Le refus d'entrée doit faire l'objet d'une décision écrite, spécialement motivée d'après les éléments de l'espèce, dont le double est remis à l'intéressé.

La décision prononçant le refus d'entrée peut être exécutée d'office par l'administration. Elle doit mentionner que l'intéressé peut refuser d'être rapatrié avant l'expiration du délai d'un jour franc. Celui-ci peut renoncer à ce délai.

Il est alors réacheminé vers le pays d'où il vient. Une procédure très précise est prévue à cet effet et notamment les conditions dans lesquelles l'étranger peut être maintenu⁸³ dans la zone d'attente du port, de l'aéroport ou de la gare d'arrivée⁸⁴ en attendant son départ.

Lorsque l'entrée est refusée à un étranger non ressortissant communautaire, l'entreprise de transport aérien ou maritime qui l'a acheminé est tenue de le ramener sans délai, à la requête des autorités chargées du contrôle aux frontières au point où il a commencé à utiliser le moyen de transport de cette entreprise, ou, en cas d'impossibilité, dans l'État qui a délivré le document de voyage avec lequel il a voyagé ou en tout autre lieu où il peut être admis.

2) *Les garanties*

Que ce soit au moment de son refoulement ou lorsqu'il est placé en zone d'attente l'étranger bénéficie de certaines garanties : L'étranger auquel est opposé un refus d'entrée est mis en mesure d'avertir ou de faire avertir la personne chez laquelle il a indiqué qu'il devait se rendre, son consulat ou le conseil de son choix. Si l'intéressé ne parle pas français, il doit indiquer au début de la procédure la langue qu'il comprend, cette langue est alors utilisée jusqu'à la fin de la procédure, à défaut ce sera le français. Les frais d'interprete sont à la charge de l'État. L'étranger doit être mis à même de recevoir, s'il le désire, les personnes énumérées ci-dessus qu'il a averties. Il peut également recevoir les parents connus de lui résidant en France. Le délégué du HCR et les représentants des associations humanitaires ont accès à la zone d'attente.

L'étranger qui fait l'objet d'un maintien administratif est informé, dans les meilleurs délais, qu'il peut demander l'assistance d'un interprete et d'un médecin, communiquer avec un conseil ou toute personne de son choix et quitter à tout moment la zone d'attente pour toute destination située hors de France. Ces informations lui sont communiquées dans une langue qu'il comprend.

Lorsqu'il s'agit d'un mineur arrivant seul le procureur de la République, avisé des l'entrée d'un mineur en zone d'attente, lui désigne sans délai un administrateur « ad hoc ». L'administrateur « ad hoc » assiste le mineur durant son maintien en zone d'attente et assure sa représentation dans toutes les procédures administratives et juridictionnelles relatives à ce maintien.

Après un maintien de quatre jours, le juge des libertés et de la détention doit être saisi pour statuer sur une prolongation de cette mesure pour une durée maximale de huit jours⁹⁴ qui peut cependant être renouvelée une fois à titre exceptionnel. La prolongation n'est qu'une faculté pour le juge.

B. -La reconduite à la frontière

C'est une mesure administrative prise par le Préfet du département qui sanctionne l'entrée et le séjour irrégulier d'un étranger. Les étrangers qui ont des liens étroits avec la France ne peuvent pas faire l'objet d'une reconduite à la frontière. La décision de reconduite peut faire l'objet d'un recours devant le président du tribunal administratif dans un délai de 48 h suivant sa notification. Il doit rendre sa décision dans un délai de 72 h. Ce

recours est suspensif d'exécution. Appel de sa décision peut être interjeté devant le président de la Cour administrative d'appel dans un délai de deux mois sans effet suspensif. L'étranger est susceptible de faire l'objet d'une rétention administrative dans les mêmes conditions que l'étranger expulsé.

L'exécution de la décision se fait également dans les mêmes conditions (V. infra). La reconduite à la frontière ne fait pas, en principe, obstacle au retour régulier de l'étranger.

C. -L'expulsion

Tout étranger en situation régulière, à l'exception du mineur de 18 ans, qui menace gravement l'ordre public peut faire l'objet d'une expulsion prononcée par le préfet du département. La menace grave à l'ordre public s'apprécie en tenant compte de l'ensemble du comportement de l'étranger notamment de la nature, de la gravité et, le cas échéant, de la répétition dans le temps des faits qui lui sont reprochés.

1. La procédure ordinaire

La procédure ordinaire comporte deux phases : l'étranger doit avoir été préalablement avisé de la mesure envisagée à son encontre par un bulletin de notification comportant obligatoirement un certain nombre de mentions et l'avisant qu'il sera entendu par la commission des étrangers qui siège auprès du préfet. Il doit être entendu par cette commission qui donne un avis sur la mesure projetée. L'avis ne lie pas le Préfet. Le code donne une liste de personnes qui ne peuvent pas faire l'objet d'une expulsion sauf dans les cas de procédure d'urgence.

2. Les procédures d'urgence

Deux procédures d'urgence sont prévues :

-lorsqu'il est porté atteinte aux intérêts fondamentaux de l'État¹⁰² et qu'il s'agit de comportements liés à des activités à caractère terroriste ou constituant des actes de provocation explicites et délibérés à la discrimination à la haine ou à la violence contre une personne déterminée ou un groupe de personnes,

-lorsqu'il y a nécessité impérieuse pour la sûreté de l'État ou la sécurité publique¹⁰³ (par exemple : meurtres, viols, coup et blessures volontaires avec

circonstances aggravantes, violences et infractions répétées et de gravité croissante sur les biens et les personnes troublant gravement la sécurité publique, attentat à la pudeur commis avec violence..)

Dans ces deux cas les formalités de la procédure ordinaire sont écartées. Toutefois dans chacun de ces cas les articles 521-2 et 521-3 du code des étrangers édictent une liste de personnes qui, échappant à l'expulsion ordinaire, ne peuvent échapper à l'expulsion en urgence. Ces deux listes ne sont pas identiques.

3. La rétention administrative

La rétention administrative est applicable pour toutes les mesures d'éloignement du territoire (reconduite à la frontière, expulsion, interdiction du territoire). Si les circonstances ne permettent pas le départ immédiat de l'étranger, et en cas de nécessité, celui-ci peut être maintenu dans des locaux ne relevant pas de l'administration pénitentiaire pendant le temps strictement nécessaire à son départ, par une décision écrite et motivée du préfet dont le double est remis à l'étranger. La loi envisage de façon précise la procédure à suivre et les garanties dont bénéficie l'intéressé.

L'étranger doit être informé, dans une langue qu'il comprend et dans les meilleurs délais, que, pendant toute la période de la rétention, il peut demander l'assistance d'un interprète, d'un conseil ainsi que d'un médecin, et communiquer avec son consulat et avec une personne de son choix.

Dans chaque lieu de rétention, un espace permettant aux avocats de s'entretenir confidentiellement avec les étrangers retenus est prévu¹. À son arrivée au centre de rétention, l'étranger reçoit notification des droits qu'il est susceptible d'exercer en matière de demande d'asile. Il est tenu, un registre mentionnant l'état civil de ces personnes ainsi que les conditions de leur placement en rétention.

Le préfet tient à la disposition des personnes qui en font la demande des éléments d'information. Pendant toute la durée de la rétention le procureur de la République ou le juge des libertés peut se transporter sur les lieux afin de vérifier les conditions du maintien et se faire communiquer le registre.

Quand un délai de quarante-huit heures s'est écoulé depuis la décision de placement en rétention, le juge des libertés et de la détention est saisi par le Préfet aux fins de prolongation de la rétention.

Le juge entend le représentant de l'administration et l'étranger en présence de son conseil, s'il en a un et s'assure qu'au moment de la notification de la décision de placement, l'étranger a été pleinement informé de ses droits et placé en état de les faire valoir. Il l'informe des possibilités et des délais de recours contre toutes les décisions le concernant. Le juge statue par ordonnance sur une des mesures suivantes: cessation de la rétention administrative, prolongation de la rétention administrative en centre de rétention pour une durée de 15 jours, la nécessité de la prolongation doit être constatée par le juge, à titre exceptionnel, il peut ordonner l'assignation à résidence de l'étranger lorsque celui-ci dispose de garanties de représentation effectives, et remet son passeport à un service de police. Le juge n'a pas le pouvoir de se prononcer sur l'irrégularité prétendue de la décision préfectorale de placement en rétention. En revanche il a le pouvoir de contrôler la régularité du contrôle d'identité à l'origine de la mesure d'éloignement.

À l'expiration du délai de 15 jours, soit l'éloignement a pu être réalisé, soit malgré les diligences de l'administration, la mesure d'éloignement n'a pu être exécutée, le juge est à nouveau saisi et peut prononcer la prolongation de la rétention administrative pour une durée n'excédant pas cinq jours. En cas d'urgence absolue ce délai est d'une durée maximale de 15 jours¹¹⁹.

L'étranger, le ministère public ou le préfet peuvent faire appel des ordonnances du juge des libertés, devant le premier président de la Cour d'appel. Celui-ci doit statuer dans les 48 heures de sa saisine. L'appel n'est pas suspensif d'exécution. Ils peuvent former un pourvoi en cassation contre la décision de la Cour d'appel.

4. Les recours

Un arrêté d'expulsion peut faire l'objet d'un recours gracieux, exercé auprès de l'autorité qui a pris la décision ou de son supérieur hiérarchique, d'un recours en référé devant le juge administratif des référés lorsque l'urgence le justifie et qu'il est fait état d'un moyen propre à créer, en l'état de l'instruction, un doute sérieux quant à la légalité de la décision et d'un recours contentieux en annulation. Le recours pour excès de pouvoir est porté devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la

notification, mais ce recours n'est pas suspensif d'exécution, c'est pourquoi l'étranger peut aussi demander a certaines conditions le sursis a exécution. Il peut en etre fait appel dans un délai de deux mois devant la Cour administrative d'appel.

5. L'exécution

La décision d'expulsion impose a l'étranger de quitter le territoire et lui interdit d'y revenir tant que la mesure n'a pas été rapportée. L'arrêté d'expulsion est le plus souvent exécuté d'office par l'administration.

L'étranger est éloigné :

- vers le pays dont il a la nationalité sauf si l'OFPRA ou la Commission des recours lui a reconnu le statut de réfugié ou s'il n'a pas encore été statué sur sa demande d'asile;

- vers le pays qui lui a délivré un document de voyage en cours de validité;

- vers un autre pays dans lequel il est légalement admissible. Il ne peut pas etre éloigné a destination d'un pays dans lequel il établit que sa vie ou sa liberté y seront menacées ou qu'il y sera exposé a des traitements contraires a l'article 3 de la Convention européenne des droits de l'homme.

Si les circonstances ne permettent pas le départ immédiat de l'étranger, et en cas de nécessité, celui-ci peut etre maintenu dans des locaux ne relevant pas de l'administration pénitentiaire pendant le temps strictement nécessaire a son départ par une décision écrite et motivée du Préfet. Cette rétention est entourée de garanties. Au-dela de 48 heures la prolongation de la rétention doit etre autorisée par le juge des libertés et ne peut dépasser 20 jours au total. Toutefois en cas d'urgence absolue ou de menace d'une particuliere gravité pour l'ordre public, ou lorsque l'impossibilité d'exécuter la mesure d'éloignement résulte de la perte ou de la destruction des documents de voyage de l'intéressé, de la dissimulation par celui-ci de son identité ou de l'obstruction volontaire faite a son éloignement, le juge des libertés peut prolonger la détention administrative pour une durée maximale de 15 jours¹²⁵.

6. Abrogation

L'arrêté d'expulsion peut a tout moment etre abrogé par l'autorité qui l'a prononcé. L'étranger a aussi la possibilité de demander l'abrogation de l'arrêté, il peut renouveler

cette demande a tous moments Lorsque la demande d'abrogation est présentée a l'expiration d'un délai de cinq ans a compter de l'exécution effective de l'arreté d'expulsion, elle ne peut etre rejetée qu'apres avis de la commission des étrangers, devant laquelle l'intéressé peut se faire représenter. Par ailleurs, les motifs de l'arreté d'expulsion donnent lieu a un réexamen tous les cinq ans a compter de la date d'adoption de l'arreté.

D. -L'interdiction du territoire

L'interdiction du territoire est une peine complémentaire qui vise des étrangers ayant commis soit l'une des nombreuses infractions mentionnées a l'article 131-30 du Code pénal, soit les infractions prévues par le code des étrangers, soit des infractions prévues par des textes spécifiques. Elle est prononcée par le juge judiciaire. L'interdiction du territoire emporte de plein droit la reconduite a la frontiere du condamné, le cas échéant, a l'expiration de sa peine d'emprisonnement. Elle est d'une durée variable selon les cas. L'interdiction du territoire ne peut pas etre prononcée a l'encontre de certaines personnes. Elle doit etre spécialement motivée a l'égard d'autres.

L'étranger peut demander le relevement d'une mesure d'interdiction judiciaire du territoire apres l'expiration du délai de recours administratif a condition qu'il ait sa résidence hors de France.

Les mesures d'éloignement prises a l'encontre des étrangers ne sont pas toutes exécutées pour des motifs divers, impossibilité de retrouver l'intéressé qui n'a pas été placé en rétention administrative faute de place, absence de papiers d'identité, retard dans la délivrance de ceux-ci par les consulats étrangers, manque de moyens pour faire raccompagner par une escorte certains étrangers...

Cependant pour les dix premiers mois de 2004¹³⁴ le nombre d'éloignements en métropole a été de 12 880 (dont 6 982 reconduites a la frontiere) en progression de 37 % par rapport a la meme période de 2003 (9 405) et de 56 % par rapport a 2002 (8 253). Il faut y ajouter 11 524 personnes refoulées lors de leur arrivée a la frontiere et 10 109 interpellées peu de temps apres leur entrée sur le territoire et ayant été réadmis dans le pays dont ils provenaient.

Le statut des étrangers est en perpétuel mouvement et des réformes sont encore en gestation. Ceci traduit bien le questionnement qu'il suscite et les réponses à celui-ci varient en fonction de la sensibilité politique de chacun.

Certains souhaitent des mesures plus restrictives à l'encontre de l'immigration mais celles-ci n'ont souvent qu'un effet limité, d'autres estiment, au contraire, que les nécessités démographiques et économiques incitent à davantage de libéralisme dans l'accueil des étrangers. Mais en tout état de cause, il semble bien que ce soit l'intégration psychologique et sociologique dans la société française et européenne des immigrés qui constitue le problème principal auquel nous sommes tous confrontés et pour lequel nous n'avons pas encore trouvé de solution miracle.

ANNEXE °3

Mješoviti migracijski tokovi u Republici Hrvatskoj - stanje, trendovi, izazovi

1. Mješovita migracijska kretanja – određenje pojma

Migracije kao stalan proces kretanja ljudi nalaze se u središtu političkog interesa u cijelom svijetu i predstavljaju globalni fenomen koji utječe na gotovo sve zemlje svijeta, bilo da se radi o zemljama podrijetla, tranzita ili odredišta migranata. Međunarodne migracije, uz zakonite ili slobodne migracije pojedinaca, uključuju i neregularne migracije, odnosno nedopuštene prelaskе granica i nedopušteni boravak u drugoj državi te prisilne migracije, u okviru kojih osobe napuštaju svoje zemlje podrijetla pojedinačno, u strahu od progona, ili masovno, zbog rata, oružanog sukoba ili masovnog kršenja ljudskih prava. Takvi mješoviti migracijski tokovi obuhvaćaju različite kategorije osoba – izbjeglice, tražitelje azila, ekonomske migrante, žrtve trgovanja ljudima - koje iz različitih razloga napuštaju svoje zemlje podrijetla, kreću se i prelaze državne granice bez odgovarajućih dokumenata nezakonito ulaze u zemlje odredišta. Pritom, migranti mogu uslijed različitih okolnosti biti istodobno u različitim ulogama te prelaziti iz jedne uloge u drugu - ekonomski migrant može postati izbjeglicom na place zbog promjena u zemlji podrijetla, odbijeni tražitelj azila koji u određenom roku ne napusti zemlju postaje nezakonitim migrantom, a žrtve trgovanja ljudima mogu pod određenim pretpostavkama dobiti i izbjeglički status. Također, u okviru migracijskih kretanja često migriraju i djece bez pratnje koja se zbog svojih specifičnosti svrstavaju u najranjiviju skupinu neregularnih migranata.

2. Hrvatska na putu mješovitih migracijskih tokova

Republika Hrvatska je smještena na raskrižju putova za zemlje zapadne, srednje i istočne Europe i Sredozemlja. Graniči sa Slovenijom, Mađarskom, Srbijom te Bosnom i Hercegovinom, Crnom Gorom i Italijom (morska granica). Dužina državne granice Republike Hrvatske iznosi 3.332 km, od čega je 1.369,5 km kopnene, 1.012,5 km riječne i 950 km morske granice, od čega je 875 km na granici s međunarodnim vodama. Republika Hrvatska nalazi se na tzv. balkanskoj ruti neregularnih migracija koja uključuje tranzit

neregularnih migranata u pravcu Europske unije s ulaskom na grčko-turskoj granici preko Makedonije, Srbije i Hrvatske u Mađarsku i Sloveniju. Posljednjih godina upravo je ruta Makedonija-Srbija-Mađarska predstavljala jedan od najčešćih načina ulaska u Europsku uniju, no koordiniranim djelovanjem Srbije, Mađarske i Austrije i potpisivanjem „Zajedničke tripartitne deklaracije o potrebnim koracima za efikasnu borbu protiv nezakonitih migracija“ u listopadu 2011. kao i pooštavanjem mađarske azilne politike, od studenog 2011. dolazi do 2 ponovne aktualizacije migracijske rute preko Hrvatske u Sloveniju.

Prema podacima Frontexa, u usporedbi s 2011., u 2012. najveći porast neregularnih migracija u okviru tzv. balkanske rute zabilježen je na hrvatsko-slovenskoj granici (+95%), s najvećim udjelom osoba podrijetlom iz Afganistana, te porastom broja državljana Sirije, Somalije i Alžira. Tijekom 2012. neregularne migracije u Hrvatskoj su u porastu. U usporedbi s 2011., u kojoj je zabilježeno 3.824 neregularnih prelazaka državne granice, u 2012. broj neregularnih prelazaka porastao je na 6.839, što iznosi povećanje od 78,8 %. U odnosu na zemlje podrijetla uhićenih migranata, u 2011. godini najviše je bilo državljana Afganistana (1.396) i Pakistana (294). U 2012. trend je nastavljen u odnosu na državljane Afganistana (1.618), dok drugu najveću skupinu čine državljani Somalije (874). Većinu neregularnih migranata čine muškarci.

U porastu je i broj djece bez pratnje - u 2011. zabilježeno je 811, a od 1. siječnja do 30. lipnja 2012. 314 djece. Djeca bez pratnje zbrinjavaju se u domovima za odgoj djece i mladeži čija je primarna funkcija tretman djece s poremećajima u ponašanju, stoga se uvjeti njihova boravka i smještaja u navedenim domovima ne mogu smatrati primjerenima ovoj skupini, a zbog specifičnosti i posebnih potreba takve djece.

U odnosu na točke ulaska i koridore preko hrvatskog teritorija, moguće je uočiti dvije rute: sjevernu, iz Srbije i Bosne i Hercegovine kroz kontinentalni dio RH te južnu, iz Crne Gore preko Dalmacije. Na sjevernoj ruti migranti ulaze u RH na području Policijske uprave vukovarsko – srijemske, koja je u 2011. zabilježila najviše neregularnih prelazaka državne granice (1.172), s neznatnim porastom od 1,8% u 2012. (1.193). Druga važna točka ulaska je PU sisačko-moslavačka, koja također bilježi porast broja neregularnih prelazaka, s 332 u 2011. na 389 u 2012. (+17,2%). Također, značajno povećanje bilježe PU zagrebačka (561 u 2011., 2.079 u 2012.), istarska (221 u 2011., 473 u 2012.) te primorsko-goranska (321 u 2011., 1.130 u 2012.), teritorijalno smještenima na državnoj granici sa Slovenijom i preko kojih neregularni migranti pokušavaju ući u Europsku uniju. Na južnoj točki ulaska, u PU

dubrovačko-neretvanskoj, također je zabilježen porast neregularnih prelazaka, s 306 u 2011. do 377 u 2012. (+23,2%).

Neregularne migracije u porastu su i preko teritorija susjednih zemalja. Tako je tijekom 2011. u Srbiji registrirano oko 9.500 neregularnih migranata, dok su u razdoblju od 1. siječnja do 30. listopada 2012. prema stranim državljanima poduzete 4.232 mjere zbog nezakonitog prelaska državne granice. U Bosni i Hercegovini tijekom 2011. u nezakonitom tranzitiranju zatečena su 324 stranca, a u prvoj polovini 2012. njih 112. Crna Gora u 2011. bilježi 1.504 neregularna migranta.

3. Mjere za smanjivanje neregularnih migracija u zakonodavstvu i praksi – odabrana Pitanja

Budući da mješovita migracijska kretanja često obuhvaćaju i kretanje tražitelja azila, izbjeglica i ostalih ranjivih skupina osoba, takvim strancima potrebno je omogućiti pristup teritoriju. No, taj je pristup ograničen pravom država na kontrolu ulaska, boravka i protjerivanja stranih državljana na svojem teritoriju. U Hrvatskoj, kao i u drugim državama, koriste se različite mjere za ograničavanje pristupa teritoriju i odvrćanje stranaca od ulaska u zemlju: vizna politika, sankcioniranje prijevoznika zbog nezakonitog prijevoza stranaca, mreža imigracijskih i aerodromskih službenika za vezu, biometrijske i informacijske baze podataka, readmisijski sporazumi, prekogranična suradnja i zajedničke ophodnje na tzv.

zelenoj granici, ograničavanje slobode kretanja stranaca i td.

Sve navedene mjere kojima se kontrolira pristup teritoriju odnosno sprječavaju neregularne migracije u praksi ograničavaju i pristup osobama kojima je potrebna međunarodna zaštita, odnosno služe kao sredstvo odvrćanja neregularnih migranata od tranzitiranja i dolaska u pojedinu zemlju.

Migracijska politika RH za razdoblje 2013.-2015. godine donesena je u veljači 2013. (NN 27/13), a kako bi se osiguralo „da migracijska kretanja u Republici Hrvatskoj budu u korist gospodarskog i socijalnog razvitka države i društva.“ Politikom se utvrđuju mjere u sljedećim područjima: vizna politika, statusna pitanja stranaca, stjecanje hrvatskog državljanstva, azil, integracijske politike, neregularne migracije i hrvatsko iseljništvo. Temeljni propis kojim se uređuje pitanje migracija jest Zakon o strancima (NN 130/11; dalje:ZoS) koji je stupio na snagu 1. siječnja 2012. Izmjene i dopune ZoS-a očekuju se tijekom 2013. godine, između ostalog i radi usklađivanja s Direktivom o povratku, kojom

se uređuje postupak vraćanja osoba koje nezakonito borave u Europskoj uniji u njihove zemlje podrijetla zbog toga što ne ispunjavaju uvjete za ulazak i boravak na teritoriju država članica, bilo zato što su ušle nezakonito, ostale duže od vremena od onog navedenog u vizi ili dozvoli boravka ili zato što im je zahtjev za azil odbijen.

a. Vizna politika

Tradicionalno, vizna politika predstavlja najuobičajeniji način upravljanja migracijskim tokovima, koja s jedne strane treba onemogućiti ulazak u državu neželjenima, a s druge omogućiti ga onima poželjnima.

Vizna politika i vizni sustav RH uređen je uredbom Vlade (NN 54/12, 38/13) kojom su navedene države čiji državljani trebaju vizu za ulazak i boravak do 90 dana u RH, odnosno za prelazak preko državnog područja. Na negativnoj listi nalaze se sve zemlje iz kojih, na globalnoj razini, dolazi najveći broj tražitelja azila i izbjeglica, uključujući Afganistan, Irak, Somaliju, Kongo, Mianmar, Kolumbiju i Sudan.

Uredbom su propisane i putne isprave potrebne za ulazak u RH te visina novčanih sredstava

potrebna za uzdržavanje tijekom boravka. Nositelji putnih isprava za izbjeglice koju je izdala

država potpisnica Konvencije o statusu izbjeglica iz 1951. trebaju vizu za ulazak i boravak u RH do 90 dana kao i za prelazak preko državnog područja, osim onih izdanih u državama članicama Europskog ekonomskog prostora, Andori, Monaku, San Marinu, SAD-u, Svetoj Stolici i Švicarskoj.

Središnje državno tijelo za pitanje viza prema čl. 16. ZoS je ministarstvo nadležno za vanjske i europske poslove (dalje: MVPEI), a vize izdaje diplomatska misija, odnosno konzularni ured RH (dalje: DM/KU). Prema ZoS-u razlikuju se dvije vrste viza: zrakoplovno-tranzitna viza za jedan, dva ili više prolazaka kroz međunarodni tranzitni prostor zračne luke; i kratkotrajna viza za jedan, dva ili više ulazaka u RH koja se izdaje u svrhu tranzita ili boravka na području RH, s rokom valjanosti koji ne može biti dulji od pet godina (čl. 13.-14.). Iznimno, policijska postaja nadležna za kontrolu prelaska državne granice može izdati

kratkotrajnu vizu za boravak do 15 dana, ako stranac nije bio u položaju unaprijed podnijeti zahtjev za izdavanje vize u DM/KU i priložio je, ako je potrebno, isprave kojima se dokazuju nepredviđeni i neodložni razlozi za ulazak u RH.

Podnositelj zahtjeva za izdavanje vize prilaže dokumentaciju kojom dokazuje svrhu boravka, osigurani smještaj i sredstva za troškove uzdržavanja tijekom boravka i za povratak u matičnu državu ili za putovanje u treću državu, dokaz o sredstvu putovanja i namjeri povratka u državu iz koje dolazi ili u treću državu te odgovarajuće i valjano putno zdravstveno osiguranje (čl. 15. Pravilnika o vizama, NN 7/13).

Osnovni kriteriji za odlučivanje o zahtjevu za izdavanje vize su sigurnosni aspekt, migracijska

politika i sprječavanje nezakonitih migracija (čl. 27. Pravilnika o vizama). Prema čl. 31. ZoS-a odluka o odbijanju vize dostavlja se strancu na propisanom obrascu, a protiv takve odluke stranac ima pravo izjaviti žalbu putem nadležne DM/KU. O žalbi odlučuje Povjerenstvo za žalbe pri MVPEI-u.

Hrvatska vizna politika usklađena je s onom Europske unije te ne sadrži posebne odredbe kojima bi se olakšavalo dobivanje vize za RH strancima kojima je potrebna međunarodna zaštita i, posljedično, olakšalo njihovo zakonito migriranje.⁶

b. Ulazak stranaca u RH i odbijanje pristupa teritoriju

Prema čl. 36. ZoS strancu se može odobriti ulazak u RH ako posjeduje valjanu putnu ispravu ili drugu ispravu koja služi za prelazak državne granice; posjeduje valjanu vizu ili valjano odobrenje boravka (ako je potrebno); opravda svrhu i uvjete ulaska i boravka te ako posjeduje sredstva za uzdržavanje za vrijeme boravka u RH i za povratak u državu iz koje je došao ili za putovanje u treću državu; nema zabranu ulaska i boravka u RH, odnosno ne predstavlja opasnost za javni poredak, nacionalnu sigurnost ili javno zdravlje. Iznimno, strancu koji ne ispunjava navedene uvjete može se odobriti ulazak u RH na određenom graničnom prijelazu ako to zahtijevaju ozbiljni humanitarni razlozi, nacionalni interes ili međunarodne obveze RH.

O odbijanju ulaska stranca odlučuje policijska postaja nadležna za kontrolu prelaska državne granice, a protiv odbijanja ulaska stranac ima pravo žalbe Povjerenstvu putem nadležne diplomatske misije, odnosno konzularnog ureda RH, no žalba ne odgađa izvršenje.

U 2012. ulazak u RH odbijen je za 12.690 osoba (u 2011. - 17.846), od čega najviše državljanima Srbije (1.572) i Bosne i Hercegovine (4.454).⁸

U praksi ne postoje podaci o tome jesu li među strancima koji ne ispunjavaju uvjete za ulazak u zemlju i one osobe kojima je eventualno potrebna zaštita. U tom smislu, potrebno je nastaviti s edukacijom policijskih službenika nadležnih za nadzor državne granice,

posebno u odnosu na prepoznavanje namjere za traženjem azila, odnosno o omogućavanju pristupa sustavu azila. Prema međunarodnim standardima, ulogu službenika granične policije treba ograničiti na osiguravanje neometanog pristupa tražitelja azila postupku i sprječavanje refoulementa.

c. Readmisijski sporazumi

Republika Hrvatska je sklopila sporazume o predaji i prihvatu osoba (readmisijski sporazumi) s 27 zemalja. Navedenim sporazumima države ugovornice obvezuju se na zahtjev druge ugovorne stranke prihvatiti na svoj teritorij državljanina treće države ili osobu bez državljanstva zatečene u neregularnom prelasku državne granice ili nezakonitom boravku ako je utvrđeno ili se osnovano pretpostavlja da je osoba u zemlju ušla izravno s teritorija te druge države. Ako je državljanin treće države ili osoba bez državljanstva uhićena u roku od 48 sati nakon neregularnog prelaska državne granice, primijenit će se skraćeni postupak – nadležna tijela druge država ugovornice preuzet će osobu bez formalnosti i odgode, pod uvjetom da se može dokazati da je osoba nezakonito prešla zajedničku državnu granicu. U tom slučaju će nadležno tijelo države moliteljice usmeno ili telefonom najaviti predaju osobe nadležnom tijelu zamoljene države, koje će odmah i bez odgode preuzeti osobu koje se vraćaju u skraćenom postupku, a najkasnije u roku od dvanaest sati od primitka najave. O predaji i prihvatu sastavlja se zapisnik. Obveza prihvata ne postoji ako se radi o državljanima trećih država ili osobama bez državljanstva kojima je država moliteljica pravomoćnom odlukom priznala status izbjeglice ili status osobe bez državljanstva, odnosno za koje je započela postupak priznavanja statusa izbjeglice, do donošenja konačne odluke. Isto tako, država primateljica može odbiti tranzit preko svojeg teritorija, između ostalog i ako osobi u odredišnoj državi ili drugoj državi tranzita prijeti mučenje, nečovječno ili ponižavajuće postupanje, kažnjavanje, smrtna kazna ili progon zbog rase, vjeroispovijesti, narodnosti, pripadnosti određenoj društvenoj skupini ili zbog političkog uvjerenja, odnosno pokretanje kaznenog postupka ili izvršenje kaznenih sankcija, osim zbog neregularnog prelaska državne granice.

Postupak vraćanja iz RH u drugu državu je usporediv s navedenim postupkom.

U 2012. godini broj osoba prihvaćenih od policije druge države je iznosio 949, a najviše vraćanja je bilo u Policijskoj upravi primorsko-goranskoj (492) i zagrebačkoj (112), i to državljana Afganistana (231) i Alžira (104). Kroz readmisijski postupak ukupno je iz Hrvatske vraćeno 1.641 osoba, najviše iz Afganistana (434) i Sirije (198). Većina stranaca

vraćena je na području Policijske uprave vukovarsko-srijemske (1.002) u Srbiju. U usporedbi s 2011., zabilježen je blagi porast - u 2011. kroz readmisijski postupak ukupno je iz Hrvatske vraćeno 1.581 osoba, najviše iz Afganistana (803) i Pakistana (233). Većina stranaca vraćena je na području Policijske uprave vukovarsko-srijemske (1.086) u Srbiju. Najviše vraćenih osoba iz inozemstva u RH je bilo u Policijskoj upravi primorsko-goranskoj (124), a najviše državljana Afganistana (135) i Turske (100).

Uređenje predaje i prihvata osoba kojih je ulazak ili boravak nezakonit, ovdje prikazano na temelju readmisijskog sporazuma sa Srbijom, ne sadrži dovoljna jamstva da se osobe neće vraćati u zemlju potpisnicu sporazuma koja se ne može smatrati sigurnom zemljom. Primjerice, ako država u koju MUP RH vraća stranca ima sklopljen sporazum s Turskom koja je optirala za zemljopisno ograničenje na obveze preuzete Konvencijom o statusu izbjeglica iz 1951. (samo za osobe koje postanu izbjeglice uslijed događaja u Europi), to znači da bi stranci (potencijalni tražitelji azila) koje se vraća u Tursku mogli dalje biti vraćeni u zemlju u kojoj im prijeti mučenje, nečovječno ili ponižavajuće postupanje ili kažnjavanje, odnosno proganjanje. Isto se odnosi i na prihvaćanje tranzita preko hrvatskog područja prema zemlji u kojoj postoji opasnost od proganjanja, budući da je odbijanje tranzita u takvom slučaju samo opcionalno.

d. Suradnja sa susjednim zemljama

Nadležna tijela Republike Hrvatske aktivno surađuju s tijelima susjednih zemalja, između ostalih i putem mješovitih ophodnji čija zadaće uključuju nadzor državne granice, sprečavanje i otkrivanje kaznenih djela, prekršaja i povrede državne granice te razmjenu informacija, iskustava i drugih saznanja o stanju sigurnosti na zajedničkoj državnoj granici. U 2008., temeljem Sporazuma između Vlade RH i Vijeća ministara Bosne i Hercegovine o suradnji u nadzoru državne granice te potpisanim protokolom između graničnih policija MUPa RH i Ministarstva sigurnosti BiH, donesen je Zajednički plan o provođenju mješovitih ophodnji između Policijske uprave ličko-senjske i Terenskog ureda Zapad. Planom je određeno da mješovite ophodnje djeluju neposredno uz državnu granicu, a najdalje na udaljenosti do 10 kilometara od granične crte prema unutrašnjosti državnog područja.¹³ U svibnju 2013. Srbija i Hrvatska potpisale su Protokol o mješovitim ophodnjama uz zajedničku državnu granicu, kojim su uvedene zajedničke ophodnje za nadzor granice dvije zemlje, u području od pet kilometara od državne granice. Prema Protokolu policije dviju zemalja zajedno će raditi i razmjenjivati informacije o sigurnosti u

graničnom području, međusobno se pomagati u primjeni i tumačenju protokola, a planirana je i zajednička obuka ophodnji.

Potpisivanje sporazuma s Crnom Gorom očekuje se tijekom 2013.

Iako se suradnja graničnih policija smatra pozitivnim iskorakom, potrebno je obratiti dodatnu pozornost na pitanje pristupa teritoriju osoba kojima je potrebna međunarodna zaštita. Naime, zajedničke ophodnje koje se provode na teritoriju susjedne zemlje mogu u praksi onemogućiti pristup hrvatskom teritoriju osobama koje su primijećene u pokušaju prelaska tzv. zelene granice, a potencijalne su izbjeglice, odnosno tražitelji azila ili žrtve trgovanja ljudima. Također, postavlja se pitanje zaštite maloljetnika i općenito ranjivih skupina osoba, a kojima bi trebalo omogućiti ulazak na teritorij.

e. Ograničavanje slobode kretanja stranaca

Prema ZoS-u razlikuje se pripremni i redovni smještaj u Prihvatni centar za strance u Ježevu (dalje: Centar). Pripremni smještaj može trajati do 3 mjeseca, a određuje se strancu radi osiguranja njegove nazočnosti u postupku donošenja rješenja o protjerivanju, ako predstavlja opasnost za nacionalnu sigurnost ili je osuđen zbog kaznenog djela koje se progoni po službenoj dužnosti. Međutim, stranca se neće smjestiti u Centar ako se opravdano očekuje da se ista svrha može postići primjenom alternativnih mjera (polog putnih isprava, putnih dokumenata i putnih karata; polog određenih financijskih sredstava; zabrana napuštanja određene adrese smještaja ili javljanje u policijsku postaju u određeno vrijeme) (čl. 124., 136. st. 3.).

Redovni smještaj u Centar odredit će se ako prisilno udaljenje nije moguće odmah izvršiti, a stranac (1) nije napustio Republiku Hrvatsku u roku koji mu je određen rješenjem o napuštanju; (2) nije mu određen rok za napuštanje jer je počinio kazneno djelo ili prekršaj s elementima nasilja, izrečena mu je bezuvjetna kazna zatvora, nezakonito je prešao ili pokušao prijeći državnu granicu; (3) postoji ozbiljna sumnja da se ne radi o maloljetnom strancu; te (4) radi utvrđivanja identiteta. I u ovim slučajevima stranca se neće smjestiti u Centar ako je moguće primijeniti već navedene alternativne mjere (čl. 125. st. 1-2) Redovni smještaj može trajati do 6 mjeseci, a može se iznimno produžiti za još najviše 12 mjeseci ako je stranac odbio dati osobne ili druge podatke i dokumente koji su potrebni za prisilno udaljenje ili je dao lažne podatke; ako je stranac na drugi način sprječavao ili

odugovlačio prisilno udaljenje; ili se opravdano očekuje dostava putnih i drugih dokumenata potrebnih za prisilno udaljenje koji su zatraženi od nadležnih tijela druge države (čl. 125. st. 3.; 126.).

Za vrijeme boravka u Centru strancu je osigurana hitna medicinska skrb i tri obroka dnevno, od kojih najmanje jedan mora biti topli obrok. Imaju pravo na boravak na svježem zraku najmanje dva sata dnevno u za to određenom prostoru u Centru. Stranci imaju pravo na slobodu vjeroispovijesti. Po smještaju u Centar stranac ima pravo na jedan besplatni telefonski razgovor s diplomatskom misijom ili konzularnim uredom svoje zemlje te još jedan besplatan privatni telefonski razgovor u trajanju do 3 minute. Strancima se omogućuju posjete najmanje dva puta tjedno.

Ako stranac posjeduje novčana sredstva, ista će mu biti privremeno oduzeta i pohranjena kod ovlaštenog službenika. Tijekom boravka u Centru stranac može koristiti privremeno oduzeta novčana sredstva, s time da kod sebe ne može imati iznos veći od 300 kuna. Trošak boravka stranca u Centru iznosi 250 kuna po danu i snosi ih stranac osobno, a ako se radi o strancima koji su užoj rodbinskoj vezi, troškove snosi stranac koji posjeduje sredstva.

Novim ZoS-om uvedena je obveza povremenog preispitivanja odluka o ograničavanju slobode kretanja smještajem u Centar od strane upravnog suda. Naime, o otpuštanju stranca iz Centra, odnosno o produženju smještaja, odlučuje upravni sud (čl. 127. st. 4. i 5.) koji će na temelju spisa predmeta u roku od 10 dana od dana njihove dostave odlučiti treba li stranca otpustiti iz centra. Potrebu produženja smještaja upravni sud će razmotriti na temelju usmene rasprave u roku od 15 dana od dana dostave spisa predmeta. Prema podacima Upravnog suda u Zagrebu,¹⁷ tijekom 2012. Sud nije zaprimio tužbe u odnosu na smještaj stranca u Centru, a u 8 predmeta Sud je odlučivao o produženju smještaja stranca u Centru. U 7 predmeta produžen je smještaj stranca dok je u jednom predmetu stranac otpušten iz Centra. Ovakvo uređenje predstavlja značajan pomak u usklađivanju s međunarodnim i europskim standardima, međutim, potrebno je pratiti hoće li se ova obveza ostvarivati u praksi te kako će upravni sud odlučivati u ovakvim predmetima – u pravcu potvrđivanja prakse MUP-a ili će pak razviti nove standarde zaštite stranaca lišenih slobode.

Primjena alternativnih mjera, uvedenih novim ZoS-om, još uvijek je više iznimka nego pravilo – prema podacima MUP-a alternativne mjere su tijekom 2012. određene u dva slučaja. U oba slučaja određena je obveza zabrane napuštanja adrese smještaja i obveza javljanja u policijsku postaju.

Tijekom 2012. ukupno je 784 osoba bilo smješteno u Prihvatni centar za strance Ježevu, od čega najviše državljana Afganistana (158), Turske (118) i Kosova (89). Od ukupnog broja stranaca smještenih u Centar, njih 360 bili su tražitelji azila (smještenih na temelju Zakona o azilu ili Zakona o strancima).

Uz postojeći Centar u Ježevu, do kraja 2014. očekuje se otvaranje dva tranzitna prihvatna centra za strance u Trilju i Tovarniku. Također, u navedenom razdoblju planirano je i dovršenje objekta za smještaj djece i drugih ranjivih skupina neregularnih migranata, a u okviru Centra u Ježevu. Povećanjem broja neregularnih migranata koje nije moguće odmah udaljiti s hrvatskog teritorija raste i broj stranaca kojima je ograničena sloboda kretanja smještajem u Prihvatni centar za strance. Iako je lišavanje slobode u svrhu sprječavanja neovlaštenog ulaska u zemlju ili dok je tijeku postupak protjerivanja ili izručenja dopušteno, potrebno je voditi računa o trajanju takve mjere. Naime, prema praksi Europskog suda za ljudska prava, „lišavanje slobode iz čl. 5. st. 1. tč. f) Europske konvencije bit će opravdano toliko dugo dok se provodi postupak izručenja. Iz navedenog slijedi da, ako takav postupak nije vođen s dužnom pažnjom, pritvaranje se neće smatrati opravdanim.“ Ako osoba ne posjeduje putne isprave niti se iste mogu ishoditi, lišavanje slobode se također ne bi smatralo opravdanim jer se ne može očekivati da će protjerivanje biti provedeno.

4. Izazovi

U predstojećem razdoblju moguće je izdvojiti nekoliko izazova povezanih s mješovitim migracijskim kretanjima preko i na hrvatski teritorij, a odnose se na porast broja osoba koje se kreću u okviru mješovitih migracijskih tokova i s tim povezanu mogućnost uvođenja restriktivnijih mjera u upravljanje migracijskim kretanjima.

Prema statističkim pokazateljima u 2011. i 2012. i aktualizaciji tzv. balkanske rute, moguće je očekivati da će u predstojećem razdoblju mješovita migracijska kretanja preko hrvatskog teritorija i dalje biti u porastu. U prilog navedenom govore i globalni pokazatelji o kriznim žarištima u svijetu koja generiraju migracijska kretanja - prema istraživanju Fonda za mir, 39 zemalja svijeta može se smatrati alarmantno nestabilnima, od kojih 13 iznimno nestabilnima (Somalija, Čad, Sudan, DR Kongo, Haiti, Zimbabve, Afganistan, Srednjoafrička Republika, Irak, Obala Bjelokosti, Gvineja, Pakistan, Jemen).²¹ U tih 39 zemalja obitava 17,2% ukupnog svjetskog stanovništva, njih 1.2 milijarde, a predstavljaju zemlje podrijetla brojnih imigranata.

Također, i politička zbivanja na sjeveru Afrike također generiraju velik broj neregularnih migranata, tražitelja azila i izbjeglica koji pokušavaju migrirati na područje Europske unije, a na putu kojih se nalazi i Republika Hrvatska.

Moguće je očekivati da će se ulaskom Republike Hrvatske u punopravno članstvo Europske unije izmijeniti migracijska konfiguracija regije, a RH iz tranzitne u zemlju destinaciju za sve veći broj neregularnih migranata i tražitelja azila.

Povećanje broja neregularnih migranata i tražitelja azila u praksi može dovesti do restriktivnijeg tumačenja propisa, primjerice prilikom izdavanja viza, zaprječenja i ograničavanja ulaska u RH ili pak raširenom praksom ograničavanja slobode kretanja stranaca, odnosno nekorištenjem alternativnih mjera. Također, u migracijskoj politici Europske unije s kojom se usklađuje ona RH, vidljive su tendencije jačanja nadzora državnih granica i usmjerenost na učinkovito suzbijanje neregularnih migracija. Uvođenje restriktivnih mjera može biti potaknuto i posljedicama ekonomske krize u Hrvatskoj (restrikcije socijalnih programa, porast nezaposlenosti), kako u odnosu na ostvarivanje prava stranaca, tako i na stavove javnosti prema mješovitim migracijskim kretanjima.

ANNEXE °4

MIGRACIJSKE AKTUALNOSTI: STANJE, PROBLEMI, PERSPEKTIVE PARADIGMI ISTRAŽIVANJA

Uvod: dva eksplanacijska modela ili teorijska slijepa ulica?

Ne događa se često u društvenim znanostima da se u jednom desetljeću promijene analitičke paradigme ili, točnije, da se artikuliraju dva, zasad suprotstavljena, teorijska i analitička tabora.* Jedan pristupa suvremenim migracijama kao eksplozivnom «fenomenu novog vala» (Tandonnet, 2003: 95); drugi se opredjeljuje za dugo trajanje, cikličnost i pravilnost određenih tipova kretanja ljudi, uglavnom za pristup «ničeg tu nema novoga » još od Noe i Mojsija, osim demarkacijske linije između migracija i socijalne pokretljivosti (Le Bras, 2003: 74). Prvi pristup zastupa nepredvidljivost međunarodnih migracijskih kretanja «zbog nepredvidljivih političkih, ekonomskih i socijalnih okolnosti» (Salt i Clark, 2002; Punch i Pearce, 2000: 130). Drugi zastupa ideju da su međunarodni migracijski tokovi do neke mjere «predvidljivi», uz pomno odabrane socijalne demografske regularnosti u dugačkim ciklusima praćenja migracija i bez «desničarske fantazmagorije» (Le Bras, 2003: 73-74). Prvi, čini se, prevladava u politikama imigracijskih zemalja Europske unije: njihove se politike temelje na spoznajama o mondijalizaciji (globalizaciji) migracijskih tokova koji će se sve više ubrzavati a istodobno i regionalizirati (futur je prisutan u predviđanjima migracijskih tokova za zemlje OECD-a na početku devedesetih godina; SOPEMI 1992: 15). Blizu je to i tvrdnjama Castlesa i Millera (1993) da će do 2010 u međunarodnim migracijama dominirati ove tendencije: *globalizacija* – koja će povećavati broj emigracijskih zemalja, ali i širiti kulturni i socijalni spektar emigranata; *akceleracija* – migracijskih tokova, kojom će se povećavati volumen migranata u svima, ne samo nekim, dijelovima svijeta; *feminizacija* – migracijskih kontingenata, što je posljedica širenja kulturnoga i socijalnog spektra migracija. Drugi pristup (Le Bras, 2003; Faini, 2003) temelji se na tvrdnji da je interpretacija migracija u «eksplozivnom» tonu ideološki pristrana i znanstveno «utemeljena na viziji migracija iz devetnaestog stoljeća» (Le Bras, 2003: 69); današnje je međunarodne migracije potrebno promatrati u dugim «ciklusima smirivanja» kako bismo otkrili njihove «pravilnosti» i bitne promjene. Tvrdnjama o «pravilnosti» tokova međunarodnih migracija ali uzimajući u obzir njihovu «očiglednu» eksplozivnost doista i nije jednostavno osigurati teorijski prostor unutar diskursa u kojem

* Članak predstavlja metodološki dio Projekta (0076001): *Hrvatske migrantske zajednice: pripadnost i multikulturalizam*. Institut za migracije i narodnosti, Zagreb, 2002-2005.

trenutno dominiraju teme kao «turbulentnost», «novi val» i «nepredvidljivost» migracijskih tokova na dulji rok (Tandonnet, 2003: Salt i Clark, 2002).¹

Oba pristupa zagovaraju primjenjivost svojih eksplanacijskih modela – s nužnim promjenama u primjeni – u oba danas dominantna tipa migriranja: prinudnim i neprinudnim migracijama.² Iako, pokazalo se da «eksplozivna» paradigma u analizi «neprinudnih» migracija posljednjeg desetljeća nije bila u stanju predvidjeti, a potom i objasniti, ono što se aktualna događanja u svjetskim migracijama. «Neprinudne» migracije globalizacijom odnosno mondializacijom kretanja radne snage poprimaju oblik «kružnog kretanja» (cirkuliranja), a unutar zemalja OECD-a postaju definitivno oblik «unutarnje» migracije odnosno socijalne pokretljivosti svih (migrantskih i domaćih) segmenata populacije. Na području «prinudnih» migracija pak, kao što će se pokazati, «eksplozivnost» ne pokazuje linearnu povezanost s pojavom nekog «otponca» (trigger) migracija. Metodološki, taj je pristup, prema nekim demografima, potpuno podbacio u predviđanju migracijskih kretanja u posljednjim desetljećima. Oba «velika svjetska prediktora» kretanja populacija, Svjetska banka (SB) i Ujedinjene narodi, višestruko su se prevarila u predviđanju pozitivnih i negativnih migracijskih salda za svjetske regije. Takvoj nevalidnosti paradigme i promašajima u predviđanjima Le Bras primjerice želi stati na kraj upozorenjem o «pristranosti» i namjernu iskrivljavanju podataka te o nužnosti ponovnog opisa migracija. Potonje znači da u kontekstu analize «dugih ciklusa» migracijskoga kruga (pojednog migranta i njegove socijalne skupine) u središte pažnje dolazi socijalna pokretljivost i stratifikacija te umrežavanja socijalnih veza na razini EU i njezine (privremene) periferije. «Emigracija» postaje gotovo istodobno «imigracijom» u usko povezanom umreženom svijetu (Faini 2003); pozitivne i negativne posljedice tih tokova također se umrežavaju, postaju međuovisnima i gotovo ih je nemoguće danas analizirati odijeljeno prema zemljama «davateljicama» i «primateljicama». Sve je jasnija činjenica da bi pažnju valjalo usmjeriti na individualno migriranje to jest oblik migriranja u čijem se središtu kao jedinica analize nalazi autonomni, pojedinačni donositelj odluka koji, ako i jest u nekim slučajevima pod pritiskom, u gotovo svakom trenutku procesa odlučivanja može determinirati, opisati, parametre svoje odluke: posao, obitelj,

¹ Paradoksalno je da se upravo zagovornici «nepredvidljivosti» i «eksplozivnosti», kao Svjetska banka (Arnold 1990) i OECD, služe predviđanjima populacijskih kretanja pa i migracijskih, na «dugi rok». Ne smeta im pritom da u predstavljanju «trendova» navedu kako su «dugi» i «kratki» migracijski ciklusi pod utjecajem nepredvidljivih političkih i ekonomskih varijabli. Vidi primjerice Punch i Pearce (2000: 130).

² O problemima koji se pritom javljaju izvijestili smo dijelom u analizi «odljeva mozgova» (Adamović i Mežnarić, 2003) iz Hrvatske; taj oblik migriranja uzima se, naime, kao tipično individualizirano «neprinudno» migriranje, koje pretpostavlja model odlučivanja, transparentnost tržišta rada i pristup velikom broju relevantnih informacija.

profesionalni položaj, kvalitetu života, kulturne transfere i politiku selekcije u oba prostora, emigracije i imigracije. Teorijski, takav pristup želi korigirati «eksplozivnu» paradigmu; smatra, naime, da u obzir valja uzeti značajnu stvarnu promjenu na polju suvremenih migracija, to jest treba odijeliti mobilnost od migracija (Le Bras, 2003: 74). Obje su paradigme neupotrebljive za predviđanja migracijskih kretanja. Kod «eksplozivne» to se pokazalo u promašenim predviđanjima, izračunima migracijskih pozitivnih i negativnih salda Svjetske banke za razdoblje 1990-2000,³ kao i u previđanjima koja su za razdoblje 1983-1993 stvarali stručnjaci specijaliziranih institucija za populacijska kretanja u svijetu (Lutz, Sanderson, Scherbov, Goujon 1996: 369-372).⁴

³ «Eksplozivna» analitička paradigma migracija nije, čini se, u posljednjem desetljeću ispunila očekivanja. Pokazalo se da su ekstrapolacije trendova «masovne navale» migranata nakon «pada Zida» u Europi bile pogrešne; eksplozija se doduše desila, no na posve drugim mjestima, smjerovima i različitoj strukturi migranata nego od pretpostavljene u, primjerice, projekcijama Svjetske banke za razdoblje 1990-2000. Štoviše, ta eksplanacijska paradigma nije zadovoljila ni u području prinudnoga, dakle «nenadanog», eksplozivnog migriranja; do nekih, prema mnogim indikatorima predvidljivih, prinudnih (e)migriranja (Irak) nije ni došlo u pretpostavljenoj mjeri.

4 Tablica 1: Matrica pretpostavljenih vrijednosti godišnjih neto migracija (u 000) 1983-1993.

Imigracija u:

Emigracija iz:	Sj. Amerika	Zap. Europa	OECD	Srednji Istok	Total
			(Pacifik)		
Afrika	205	400	60	20	685
Azija – Kina	270	50	50	-	370
Pacif. Azija	400	50	100	-	560
Azija-Centralna	10	30	-	-	40
Srednji Istok	15	30	10	-	55
Južna Azija	300	100	80	15	495
Europa					
Istočna	50	100	-	-	150
Evropski ZND	50	150	25	-	225
Lat. Amerika	700	90	25	5	820
Total	2,000	1,000	350	50	3,400

Izvor: W. Lutz, W. Sanderson, S. Scherbov, A. Goujon, 1996: 369

Tokovi migracija promijenili su opseg, smjer, odredišta i podrijetlo.⁵ Iako zagovornik «dugih ciklusa» analize i mobilnosti, Le Bras (2003), tvrdi da koncept dugoročnosti unosi smirivanje i izbjegava ispolitiziranu «eksplozivnost» migracijskih kretanja, ne čini nam se da je time riješen problem primjenjivosti tih paradigmi u objašnjenju suvremenih migracijskih, prinudnih i neprinudnih, kretanja. Le Brasovi «dugi ciklusi» i na njih primijenjeni modeli mobilnosti neće, naime, odgovoriti na pitanje zašto i kako u određenim trenucima doista dolazi do «eksplozije» migracijskih kretanja. «Eksplozivnost», pak, već u pristupu, ne može odgovoriti na pitanje kako to da se, iako «eksplozivan», val migriranja u samo pet godina, usprkos predviđanjima, premjestio iz prostora *x* u prostor *z*, da je pritom promijenjen smjer i odredište kretanja te da se mijenja struktura (spolna, obrazovna) migranata. Kritičar «eksplozivne» paradigme, Le Bras, dokazuje da su na njoj utemeljena ideološki pristrana predviđanja, pa Svjetskoj banci i UN-u predbacuje «self-fulfilling prophecy», «wishful thinking» i «etnocentrizam»⁶ u predviđanjima migracijskih tokova (Le Bras, 2003: 66-68). Smatra, naime, da se te institucije svojim metodama služe tako da zamagljuju pogled na realnost, a ta se zove: Azija, to jest Kina, Indija i Indonezija. U predviđanjima migracijskih tokova Svjetske banke 1990-2000. negativna migracijska salda tih područja do pet su puta manja od realnih, a to je za zemlju kao što je Kina ili Indonezija doista značajan promašaj u predviđanju desetogodišnjih kretanja. Mnogo bolje ne prolaze ni predviđanja Ujedinjenih naroda za razdoblje 1995-2000. odnosno do 2050. (World Population Prospects, 2001). Prema tim predviđanjima, migracije će se (u stopama) smanjiti. Prema Le Brasu, i ta su predviđanja promašena i slaba. Do toga je došlo, smatra on, iz političkih razloga: da se, naime, prikriju i smanje mogućnosti «stvarnih» tokova. Jednostavno, strah od navale nezahtjevne, dobrim dijelom obrazovane, svemu vične i pritom nekršćanske populacije s toga kontinenta u znanost uvodi «adaptiranje modela» priželjkivanoj stvarnosti.

Neovisni stručnjaci za predviđanje populacijskih trendova i migracijskih tokova (Lutz i drugi, 1996) bit će oprezniji u predviđanjima, ali to ih neće spriječiti da za isto razdoblje (1990-2000) previde značenje, primjerice, Kine i Indije u cjelokupnom azijskom i svjetskom migracijskom kretanju (tablica 1). Ipak, njihova je skepsa vrlo instruktivna:

⁵ Iako opreznija, predviđanja u tablici 1 preračunala su se u totalu: prema ILO (Stark, 1994), on iznosi 1,9 a ne 3,4 milijuna (uvjetno: Lutz i dr. govore o totalima migranata, ILO o «strancima» po pojedinim zemljama).

⁶ «Etnocentrizam» u službenoj statistici nije povezan samo s međunarodnim agencijama; njegova je prirodna baza «domaća» statistika (Mežnarić, 1997). Katkad se bez ikakva ustezanja, naočigled takozvane upućene strukovne zajednice, «priređuju» podaci. «Etnocentrički» udešenim, naprimjer, može se nazvati i Census SAD, o čemu svjedoče mnogobrojni prigovori objavljeni nakon Censusa 1990 i 2000 (vidi primjerice Farley i Alba, 2002). Uslijed takvog popisa u SAD-u će, primjerice, 1990. biti «samo» 409 458 građana hrvatskog podrijetla ili svega 0,1 % cjelokupne imigrantske populacije. O tome vidi U.S. Bureau of Census (1998).

temelji se na nedostatno razrađenoj migracijskoj teoriji, na nepouzdanosti modela predviđanja zbog «nepredvidivosti» političkog atributa u migracijskoj priči te na upitnoj metodi sakupljanja podataka o migracijama. Prvo, teorijski nedostaci: migracijska kretanja, za razliku od ostalih populacijskih kretanja, pokazuju mnogo manje kontinuiteta. Skorašnja kretanja u Zaoadnoj Europi pokazuju volatilnost migracijskih trendova: velike zemlje primitka (SAD, Kanada i Australija) imaju značajna godišnja njihanja u migracijskim saldima. Prema godišnjim neto migracijama 1983-1993 (tablica 1), pojavljuju se posve novi i vrlo značajni trendovi unutar same Azije, što se, prema podacima za devedesete godine, pokazuje točnim (Guochu Zhang, 2003). Drugo, zbog volatilnosti trendova i velike uloge kratkoročnih političkih promjena u društvima podrijetla i primitka, teško je spekulirati o budućim migracijskim tokovima i njihovim modelima.⁷ I treće, postoji i metodološki problem: prije svega, migracijska salda rezultat su kombinacije dvaju potpuno neovisnih migracijskih tokova, ulaza i izlaza. Razlozi se katkad grupiraju za oba toka kao azil (politički), ekonomski (očekivani diferencijali na razini življenja) i, najnovije, kao okolišni (ekološki).⁸ Ali, vrijedi za sve: zbog komunikacija, transporta i razlika u bogatstvima između «novog» i «starog» svijeta za očekivati je daljnja povećanja u interregionalnim svjetskim tokovima.⁹

U nastavku ćemo pokazati zašto ni jedna od navedenih paradigmi ne udovoljava zahtjevu sociološkog objašnjenja, pa ni opisa (migracijskih kretanja) u dva tipična slučaja: neprinudnih (prvi slučaj) i prinudnih (drugi slučaj) migracija. Analiziramo koncepte i analitički aparat koji nam je na raspolaganju na području tih dvaju potpuno suprotnih slučaja migriranja: u prvome, individualni neovisni migrant «odlučuje» o vlastitom pomaku (takozvane «ekonomske» migracije). U drugome, odluka se donosi izvan migrantove kontrole (etničko čišćenje i ekološke migracije). Cilj nam je demonstrirati potrebu da se, zbog nevalidnosti, u promišljanju suvremenih migracijskih tokova pomno ispituju dosadašnje «paradigme» objašnjavanja; da se istraže moguće korisne i inovativne teorije i koncepti na nekim drugim područjima suvremenih znanosti; da se što je moguće

⁷ Kako se suočiti s volatilnošću migracijskih tokova? S pretpostavkom (Lutz, Sanderson, Scherbov, Goujon, 1996: 307) «da se kratkoročne fluktuacije mogu izraziti (average around) određenih razina stalne godišnje neto migracije» (...short term fluctuations average around certain levels of constant annual net migration... »).

⁸ Ta posljednja je u doba nastajanja citiranog rada (početak devedesetih) bila i najmanje jasna. Nije bilo granice između ekonomije, politike i posezanja u okoliš. Kao što ćemo vidjeti (Castles 2002), ta nejasnost perzistira.

⁹ Pretpostavlja se i oblikovanje «mini zajedničkih tržišta radne snage» te «regionalnih blokova» migracijama u Aziji (Iredale, 1999).

točnije opišu i evaluiraju najjednostavniji koncepti za objašnjavanje migracija te da se selektiraju i testiraju metode istraživanja kojima današnje znanosti mogu opremiti istraživanja migracija. Pritom bi valjalo imati na umu dvije osnovne instrukcije: cilj je domoći se jednostavne i ekonomične aparature za eksplorativna, deskriptivna i eksplanacijska istraživanja migracija.

I. Slučaj prvi: individualni neovisni migrant – onaj koji odlučuje

Ovdje ćemo razmotriti prvi slučaj ne/primjenjivosti obiju paradigmi: jedinica analize je «neovisni migrant» - donositelj odluka, dakle migrant/kinja koji razmatra, važe, posjeduje informacije - ili ima otvoren put do njih – o mjestu odredištu i trajektoriju koji valja prijeći te eventualnim zaprekama koje se mogu javiti u prijelazu iz emigrantskoga (ED) u imigrantsko (ID) društvo. Polazimo od pretpostavke da je upravo «informacija» dimenzija koja diskriminira dvije migrantske populacije: na «socijalno mobilnu» s neznatnim pomakom na dolje nakon imigriranja i na onu (većinu) kojoj treba jedna generacija za socijalni pomak u ID. A s tom pretpostavkom se ne služi ni jedna od navedenih paradigmi. Ta je pretpostavka gruba i analitičke naravi, ali je, kao osnovna instrukcija za modeliranje suvremenih migracija, nužna.¹⁰

Postavimo li, dakle, u središte preispitivanja migranta i informaciju, slijedi za početak podroban opis atributa, sustava i individualnih, potrebnih za taj tip analize. Te ćemo attribute, u obliku informacija i nalaza, ovdje samo nabrojiti, a razradit ćemo ih u projektu koji je u tijeku.¹¹ Atributi se mogu razvrstati u dvije osnovne skupine: u attribute obaju društva (ID i ED) i individualne attribute. Valja naglasiti da posredovanje između tih dviju skupina atributa nije dovoljno istraženo; štoviše, upravo migracijska istraživanja pokazala su se u «posredovanju» između sustava i individualnog migranta najplodnijim tlom za

¹⁰ O tome vidi u Benson-Rea M. i Rawlinson, S. (2003: 59-62). Na temelju posjedovanja informacije odnosno vještine da se do nje dođe, autori dihotomiziraju migrantske populacije na «highly skilled» i «one druge». Prema njima, protoci informacija postaju najvažnijom eksplanatornom, neovisnom varijablom («točkom odlučivanja»; str. 59) za migriranje visokokvalificirane i obrazovane radne snage; «info-scanning i monitoring» danas diskriminira između obrazovanih (ne samo «mozgova») i ostalih migranata unutar neprinudnih migracijskih tokova. Sa stanovišta informacije kao diskriminirajuće varijable, «oni drugi» ili ostali migranti su koji «ili ne znaju ili nisu u stanju naći dovoljno detaljne informacije prije odlaska» (Benson-Rea i Rawlinson, 2003: 59). Oni se zbog toga u većoj mjeri drže «neformalne mreže». Potonji zaključak, smatramo, nije u skladu s nekim drugim, novijim, nalazima o informacijskim tokovima u migrantskoj populaciji; «obrazovanje» nije prediktorska (neovisna) varijabla u vještini nalaženja detaljnih informacija prije, tijekom ili poslije migriranja, a još manje je prediktorska za analizu «snalaženja» u ID-u. «Neformalne» odnosno «etnički indicirane» mreže kao potpora u primitku imigranta djeluju bez obzira na razinu njegova, njezina obrazovanja. Njima se služe kako nekvalificirani tako i visokokvalificirani i obrazovani imigranti, no svaka skupina ima vlastiti kod instrumentalizacije mreže (Briquets i Cheney, 2003; Adamović i Mežnarić, 2003).

¹¹ Projekt: *Hrvatske migrantske zajednice: pripadnost i multikulturalizam*. IMIN, 2002-2005.

jednu od logičkih pogrešaka u zaključivanju prilikom objašnjavanja migracijskih fenomena: za «ekološku zabludu». U objašnjenjima, naime, često nailazimo na tip zaključivanja prema kojemu ako nešto vrijedi za sustav, vrijedi i za pojedinca, i obrnuto. Najbolji je primjer za to intuitivni potisno-privlačni model u objašnjavanju migracijskih kretanja: cijelo jedno stoljeće migracije se objašnjava «atraktivnošću» sustava odredišta i «odbojnosti» sustava podrijetla, bez sustava prijenosa tih atributa u svijet pojedinca. Na toj se pogrešci temelje i promašenosti u predviđanjima migracijskih «valova» u suvremenim populacijskim analizama te njihovih paradigmatičkih objašnjenja.

Sustavni atributi u ED i ID su sljedeći:

- A. strukturalni: kanali socijalne mobilnosti
- B. institucionalni
- C. administrativni (migracijska politika)
- D. struktura i prakse tržišta rada
- E. obrazovni sustav
- F. socijalna politika; «social welfare» odnosno «enabling state» sustav.

Individualni atributi «nezavisnog migranta» su ovi:

- A. demografski: spol, starost u trenutku emigracije, bračni status
- B. rad: trajektorij karijere, međustanice u mobilnosti
- C. ljudski kapital koji pojedinac nosi sa sobom: predmigracijsko obrazovanje, etničko podrijetlo, habitat socijalizacije, socijalne mreže u ID i ED.

Podrobnija analiza varijabli osvijetlit će njihovu značajnost u odlukama individualnih neovisnih migranata za «odlazak» ili «ostanak» kod kuće. Nešto od toga već je učinjeno, barem u novijoj sociologiji migracija u Hrvatskoj (Mežnarić i Grdešić, 1990; Adamović i Mežnarić, 2003), no ni ta istraživanja ne uzimaju u obzir nalaze koji se više ne smiju previdjeti. Osim posjedovanja informacije odnosno vještine da se do nje dođe u sklopu odlučivanja o migriranju, za istraživanje neovisnih migranata relevantni postaju sljedeći nalazi:

- a. Predmigracijsko obrazovanje nije povezano sa socijalnom mobilnošću u ID; nalaz vrijedi za segment visokokvalificiranih i visokoobrazovanih migranata, u prvoj generaciji.
- b. Bez obzira na obrazovanje, prva generacija migranata nalazi uporište u neformalnim, često religijskim i etničkim mrežama u ID;
- c. Obrazovani migranti sve su više «self-selected»: vlastitim atributima pristupaju kao «ljudskom kapitalu».

d. Model odlučivanja neovisnog individualnoga migranta temelji se na odgovoru na pitanje: «Kako ću upravljati procesom migriranja da bih maksimalizirao/la beneficije na određenoj razini rizika?».

e. «Kvote» i «otvorena vrata» individualnim neovisnim migrantima nisu dovoljno jak motiv za migriranje. Potpuno je neistraženo kakvu težinu imaju takve imigracijske politike u modelu odlučivanja individualnih migranata. Činjenica je da te politike nisu polučile željene učinke.

d. Pretpostavlja se da (visokoobrazovani) migranti koji respondiraju na imigracijske kvote u ID migriraju s «anticipiranom transformacijom», kao ciljem u ID, to jest «zasad ulazim u kvotu, no iz nje ću i izaći kad mi se pruži povoljnija prilika». Sa stanovišta samog sustava u ID, takav je karijerni plan «neanticipirana» transformacija migranta, i za tržište radne snage u ID povelik rizik.

Zaključak: za inovativno istraživanje migracijskih potencijala i procesa migriranja neovisnih migranata, osim ranije navedenih sustavnih i individualnih atributa, u obzir ćemo uzimati sljedeće clusterne znanja o imigrantskim i emigrantskim društvima:

- A. protoke informacija (ED, ID)
- B. umrežavanje («networking») migranata (ED, ID)
- C. kulturne norme (ED, ID)
- D. diskurse i ekonomiziranje znanjem i vještinama (ED, ID)
- E. generiranje kompetitivnosti (ED, ID).

II. Slučaj drugi: prinudni migrant – onaj koji ne odlučuje

2.1 Što je «prinudno» u prinudnim migracijama?

Na prvi se pogled čini da je «eksplozivna» paradigma intuitivno primjerena prirodi «prinudnih» migracija. Dimenzija «prinude» u migracijama govori poglavito o «iznenadnosti, naglosti», i to na način suprotan «neovisnim» migracijama. Moment «prinudnosti», naime, govori o nedostatku, nepostojanju vremena za odlučivanje o tome «da li se» i «kada» poduzeti akcija migriranja; da se, naime, sam pomak «gradi polagano, kroz određeno vrijeme» (Freeman, 1995: 883). Osim toga, u pravilu se radi o masovnome migracijskom fenomenu. Ipak, i tu će Le Bras imati prigovor; prema njemu, uopće se ne radi o «eksploziji» prinudnih migracija, te valja «insistirati na njihovoj malobrojnosti» (Le Bras, 2003: 84). Sociološki, pak, prinudna migracija ne podliježe ni jednoj raspoloživoj definiciji, modelu «normalne» migracijske konceptualizacije. Neprimjereni su u tome koncepti: temporalne, prostorne te cirkularne dimenzije migracije. Jer, naime: dok bi se još

cikličnost i prostornost migracija mogli smjestiti u «iznenadnost, naglost» prinudnog migriranja, njihova temporalna dimenzija – koju definiramo kao brižljivo, polagano i racionalno odlučivanje o migracijskom pomaku u određenu razdoblju – ne može odgovoriti svrsi. U svakome slučaju, uvjerenja smo da «iznenadnost» u prinudnim migracijama ima dvije strane: jedna pripada pojedincu, a druga političkim akterima. Pojedinaac je prinudnim momentom iznenadnosti stavljen u položaj «migranta» bez prethodnog procesa «slow building» odluke o migriranju; pomak je to, dakle, «preko noći». Socijalni politički akter, s druge strane, ima na raspolaganju većinu informacija potrebnih za odluku o «premještanju» ili «izmještanju» individualnih aktera prinudnih migranata: za njega, proces «slow buildinga» može trajati i godinama dok ne dođe do političke odluke inducirane nekim događajem kao što je oružani etnički sukob koji će aktera navesti da odluči o «pomicanju» to jest prinudnom migriranju populacije na određenom području. Najčešće su prinudni pomaci populacija sinergijski proces: gotovo istodobno populacija je u bijegu i akteri finaliziraju svoje prijašnje odluke o «izmještanju» populacije. Rjeđe politički akteri naknadnim obrazloženjima i odlukama «slijede» akutni bijeg populacije. Za političkog aktera ne postoji niti iznenadna niti «prinudna» migracija. Za analitičara prinudnih migracija – sociologa, demografa ili stručnjaka za ljudska prava - prinudna je migracija uvijek događaj razmještanja populacija većih razmjera, često blizak katastrofi, kojemu je uzrok dvojak: ljudski ili prirodni agens, a katkad i oboje. Upravo zbog mogućeg spoja tih dvaju uzroka, a potom i moguće konceptualne zabune, potrebno je razlikovati dva momenta u opisivanju prinudnih migracija: moment «etničkog čišćenja» i moment prinudnih migracija kao šireg pojma. Ukratko: prinudne migracije pojam su nadređen etničkome čišćenju. Etničko čišćenje uvijek uključuje prinudnost migriranja, dok svako prinudno migriranje nije *ipso facto* etničko čišćenje. Jer prinudne migracije mogu biti inducirane i katastrofalnim ekološkim događajima (poplave, glad, suše, vulkanske aktivnosti), dakle prirodom kao agensom, ili ljudskim agensom koji utječe na prirodu (otrovi izazvani industrijskim djelatnostima, terorizam).

2.2. Migracije uzrokovane ljudskim agensom: etničko čišćenje

Prije ratova na teritoriju bivše Jugoslavije, koncept «etničkog čišćenja» u nas nije bio ni akademski, a kamoli popularno, u upotrebi. Kada se pojavio kao dio sadržaja političkog diskursa

glavnih aktera u sukobima donositelja odluka na Balkanu, formuliran je kao strategija koja obećava «humano raseljavanje» populacija na područjima koja se dijele ili će se dijeliti

uslijed raspada federalne države. U u prvoj trećini rata u Bosni, do 1993,¹² koncept stratega «humanog preseljavanja» propao je kao djelatna strategija donositelja odluka i zadobio nove konture «bijega» stanovništva sviju narodnosti te odlučivanja političkih i militarnih aktera o «etničkoj čistoći» pojedinih područja. Odluke su se pretvorile u kriminalne radnje, a «bijeg» stanovništva zadobio je ime i masovnost. U samo tri godine sukoba u Hrvatskoj i Bosni, oko 2,8 milijuna ljudi promijenilo je prebivališta ili nestalo. Nakon Daytonskog mira međunarodna zajednica uvodi «strategiju smirivanja», pa i migriranja. Međutim, gotovo svaka se strategija smirivanja i institucionaliziranja «suživota» te reintegracija suočila s dvama problemima: prvi je nepostojanje pouzdanih podataka (Hovy, 2001; Mežnarić, 1997 i 2000) tko je, kada i kamo (prinudno) otišao, raseljen, nestao, a drugi je kako opisati sam uzrok «eksplozije» migriranja? Kako odrediti polje «prinudnosti» migriranja, kako bi se «migranti» mogli definirati kao izbjeglice i prognanici, a «donositelji odluka» o pomicanju populacije kao osumnjičenici za prinudnu migraciju koja se naziva «etničkim čišćenjem»? Što je, napokon, «etničko čišćenje», zanemarimo li činjenicu da je to jedan od ključnih termina za opscenu praksu pomicanja populacija na kraju dvadesetog stoljeća? Prema Bell-Fialkoffu (1996), etničko je čišćenje oblik pomicanja populacije koji provodi država s ciljem masovnog prebacivanja i izbacivanja određene populacije s nekog područja. Spektar takve prakse proteže se od «genocida na jednoj do suptilnijih pritisaka na bijeg, na drugoj strani» (Bell-Fialkoff, 1996: 1). «Čišćenje» populacija je, dakle, uvijek «namjeravana, planska aktivnost s ciljem da se s određenog područja povuče populacije neželjenih osobina i karakteristika, kao što su narodnost, vjera, rasa, klasa ili spolna preferencija. Da bi se neka aktivnost mogla okvalificirati kao «čišćenje» neophodan je uvjet da se ona zasniva na barem jednoj od nabrojanih karakteristika» (Bell-Fialkoff, 1996: 3-4).

Prema tome, «prinudna» je migracija oblik masovnog pomicanja populacije koju planira i primjenjuje vlast (državni ili međunarodni agensi) nad pojedincima zbog njihove narodnosti, rase, spolnih preferencija ili klase, bez mogućnosti da oni odlučuju o trenutku, smjeru ili načinu migriranja. Pritom, vlast u pravilu ima u vidu pomicanje populacije «zauvijek», konačno. U tako planiranim akcijama, vlasti međusobno ili s međunarodnim

¹² Između 1991. i 1995. balkanski su ratovi uzrokovali najveća prinudna raseljavanja u Europi nakon etničkih čišćenja 1945-1947. Krajem prosinca 1993. iz ratom zahvaćenih područja Hrvatske i BiH bilo je ukupno 4,24 milijuna prinudnih migranata i žrtava rata, ponajviše u Hrvatskoj i BiH, od toga 1,6 milijuna prognanika, 819 000 registriranih izbjeglica i 1,79 milijuna žrtava rata koje su zahtijevale hitnu pomoć (Salt i Clark, 2002: 25). Godine 1995. tome valja dodati i naglo iseljavanje srpske manjine iz Hrvatske nakon oslobađanja južnog dijela države (oko 280 000). Do sredine 2003. u Hrvatsku se vratilo oko 80 000 izbjeglica (Vlada Republike Hrvatske, 2003).

agencijama pregovaraju o raznim strategijama pomjivanja populacija; primjerice, o «humanom transferu» - što niukoliko ne umanjuje element prinudnosti u procesu migriranja pojedinaca. Sa stanovišta donositelja odluka – državnoga ili međudržavnog agensa - takva je migracija možda «dogovorena», «isplanirana sed humana», sa stanovišta pojedinog migranta ona je uvijek prinudna.

2.3 Migracije uzrokovane prirodni nepogodama i ekološkim katastrofama

Migriranje ljudi u pravilu je povezano s nekom strukturom moći; pouzdano se može postaviti hipoteza da iza kompleksnoga tkiva čina migriranja postoji neka «mjerljiva» količina moći (donositelja odluka). Kao što smo pokazali, moć «ljudskog agensa» da nametne migriranje nužan je element u definiciji prinudnih migracija. Ipak, pojavljuje se novi «prinudni» element u suvremenim migriranjima: priroda. Migracije uzrokuju prirodne nepogode, prirodne i ekološke katastrofe. Sredinom devedesetih godina u svijetu je bilo više od 25 milijuna raseljenih ljudi uslijed prirodnih i ekoloških katastrofa; očekuje se da bi taj broj do kraja ovog desetljeća mogao narasti i na 40 milijuna izbjeglica unutar ili izvan nacionalno definiranih državnih granica (Myers 1997; Castles, 2002). No i tu se pojavljuju suprotstavljene eksplanacijske paradigme: sumnje u (Castles, 2002) pouzdanost, dokažljivost veze između «okoliša», «katastrofe» i raseljavanja populacija. Osnovno je pitanje je li uzrok tome doista u naturalnom, prirodnom agensu, ili je opet agens «čovjek» posredovan strukturom moći? «Prinudnost» u prinudnoj migraciji uzrokovana je u pravilu ekološkom odnosno prirodnom katastrofom, reći će primjerice Myers (1997). Tomu se suprotstavlja Black (2001), tvrdeći da element ekološke «prinudnosti» u migraciji populacije nikada nije samostalan agens, već je u pravilu posredovan političkom moći. Prema tome, prinudna migracija uzrokovana katastrofom ili nepogodom ne postoji, ona je «mit», konstrukt koji služi tome da se ispolitiziraju humani problemi raseljavanja, a pritom najviše stradavaju sami migranti. Za Blacka, primjerice, nema apsolutno nikakva dokaza da su značajne promjene u okolišu ili nepogode velikih razmjera «direktno povezane s masovnim pomjeranjem izbjeglica, posebno prema razvijenim zemljama» (Castles, 2002: 2).

Zašto dolazi do toliko velikih razlika, do dviju škola u mišljenjima o tome «ima li ili nema» ekološki uzrokovanih prinudnih migracija? Prema Castlesu, objašnjenje je u tretiranju elementa «političkog» pri povezivanju migriranja i prirodne katastrofe. «Veze između okoliša i prinudne migracije imaju dalekosežne političke posljedice» (Castles,

2002: 2). Myersov pristup «katastrofi» nema politički element: ona se «dogodi», primjerice digne se razina vode, ili kiša ne padne godinama, ili se siječe prašuma, pa su tako milijuni ljudi ugroženi i moraju bježati (Myers, 1997: 75). Tu se, kritizira Castles, katastrofa tretira gotovo zdravorazumski, nešto «samo po sebi dano», izolirana od mnogih faktora koji joj mogu biti u zaleđu, kao, primjerice, pogrešni proračuni u izgradnji brane i navodnjavanju, neselektivna sječa šume, uništavanje životinjskih staništa i sl. U takvom se pristupu, tvrdi Castles, u pravilu ne spominju podaci o broju ljudi koji su zbog toga izbjegli.

Nasuprot tome, Black (2001) smatra da su «izbjeglički tokovi katastrofe», prirodne ili ekološke, uvijek povezani s nizom političkih i gospodarskih činilaca, koji s ekološkima kao posljedicom čine klaster uzroka prinudnih migracija.

Zaključak je da su događanja na polju (prinudnih) migracija u posljednjem desetljeću «zatekla» teoriju nespremnu i bez opreme za eksplanaciju. Čak i na polju na kojem smo mogli sa sigurnošću pretpostaviti da će se «nešto dogoditi» (navala izbjeglica tijekom rata u Iraku, primjerice) to se nije dogodilo. Ni paradigma «dugih ciklusa» prethodnih znanja a ni «eksplozivna», nije mogla poslužiti za objašnjenje. Ipak, postalo je jasno da ni jedna od pretpostavljenih i široko rasprostranjenih «linearnih» paradigmi ne funkcionira. Čak ni erupcija vulkana ne pokazuje izravnu vezu sa spremnošću na bijeg; pa ni izravne prijetnje etničkim čišćenjem ne dovode preko noći do bijega stanovništva. Drugim riječima, pojedinac zadržava «pravo» autonomne odluke «pobjeći ili ostati», sve dok može rastegnuti pojam normalnosti života i kontrole nad neposrednim prirodnim i socijalnim okolišem. Tek «moć» odnosno neki sustavni inicijalni činilac ima odlučujuću posredničku ulogu da se neodlučnost «prelomi» u prinudni odlazak.

III. Prijedlog jednog mogućeg izlaza iz konceptualne zabune

Nezadovoljstvo postojećim stanjem u konceptualizaciji i metodama istraživanja migracija najavljuje se preko suprotstavljenih teorija, škola, paradigmi; problemi nisu beznačajni (Massey, 1993). Postalo je jasno da je «migracijsko znanje» zastarjelo ili nedovoljno, u najmanju ruku, kako bi rekao Castles, «čudno». Promašenima su se pokazala predviđanja o «navali» istočnoeuropske radne snage na zapadnoeuropska tržišta, o mediteranskim valovima s juga na sjever; propustilo se primjereno ocijeniti ulogu networkinga, socijalnog umrežavanja migranata izvan migrantskih enklava, ocijeniti ulogu suvremene hitre informacije o raspoloživom poslu, o kvaliteti života u području imigracije, o snižavanju cijene i povećavanju brzine transporta migranta na odredište, a što dovodi do niza novih varijabli u ocjenjivanju volumena, strukture i smjera kretanja neprinudnih migranata.

Pokazuju se i znatni metodološki propusti, kao «ekološka zabluda» u objašnjavanju agregatnih i individualnih migracija. Pod pritiskom stvarnosti modeli «pucaju» na sve strane, no nema neke vidljivije uznemirenosti među znanstvenicima: tek se tu i tamo nešto pokrpa, posudi od velikih socioloških shema – od systemske teorije (u sedamdesetima), mrežne analize (osamdesete), Parsonsa (uvijek dobrodošao) - a rezultati su nevalidni modeli istraživanja za doba globalizacije.

Smatramo stoga da je nužno vratiti se jednostavnim konceptima, pregledati njihovu validnost te uz dobru mjeru intuicije i rizika iskoračiti u nepoznato: poslužiti se, naime, dobitnim kombinacijama nekih drugih, «prodornijih», znanosti danas.¹³ Predlažemo razmatranje jedne jednostavne kritike evolucijske teorije (Stewart 2003), prilagodbu te kritike na sociologiju migracija, uz aktiviranje «nove intuicije» (Wolfram 2002: 9) za izradu boljih modela istraživanja.

3.1. «Veliko spremanje» ili nove paradigme?

Migriranje se događa, no mi još uvijek ne znamo zašto. Zašto se određena populacija rascijepi na onu koja mijenja prebivalište, i to značajno, s namjerom da se vrati ili bez nje i onu koja to nikada ne učini ili učini samo na neznatnoj razdaljini? Čak i kada se radi o «izvanjskom» događaju kao uzroku migriranja (privredna kriza, rat, ekološka kriza ili katastrofa), kako to da ista populacija reagira dvojako: ne odu, naime, svi. Migriranje je uvijek prisutno kao rješenje za socijetalne pritiske (sustavne) na populaciju, bilo gdje u svijetu. No, kako smo vidjeli, jedni će otići, drugi neće. Zašto je tome tako?

Odgovor zahtijeva specifikaciju atributa obiju populacija. To je kompleksan pothvat koji mora proći kroz mnogobrojne i vrlo različite skale odlučivanja za migriranje u različitim razdobljima. Nema dokaza da migriranjem ljudi vlada samo jedna sila (primjerice težnja za boljitkom, ma kako on bio definiran); pokazalo se da čak i tamo gdje bi ta «sila» mogla biti najizrazitija kao «potisni činilac» te linearno povezana s «odlaskom», ona jednostavno «ne radi». Ne objašnjava, bez ostatka, sve ili većinu mogućih stanja migriranja. Činioci poput katastrofa u okolišu, bolesti, etničkog čišćenja, pljačkanja i uništavanja osnovnih resursa još uvijek sami po sebi ne vode u migriranje; linearna povezanost između takvih činilaca migracija nije dokazana. Objašnjenje konceptima «politike» i «moći» radi donekle djeluje u području prinudnih migracija, no teško se može dugoročno ili kratkoročno time objasniti

¹³ O tome više, posebno za sociologiju i metode, u Wolframovoj «break through» knjizi (2002). Posebno je instruktivno njegovo zagovaranje najjednostavnijih, intuitivnih, koncepata kombiniranih s matematičkim modelima.

migriranje «neovisnih» individualnih migranata. Prema tome, ostaje osnovno i jednostavno pitanje: **kako i zašto** se u populaciji X oblikuju migracijski potencijali?

Iako su dosad mnoge ideje i teorije bile razrađene za opis stanja (emigriranja i imigriranja), postavljeno pitanje nema odgovor: rasprava o prinudnim i ekološkim migrantima tek je načela taj problem. Predlažemo prvo «veliko spremanje» postojećih koncepata i teorija, a potom i traganje za mogućim inovacijama.

3.2. U traženju nove paradigme - teorijske i metodološke pretpostavke

Ovdje bismo željeli ukazati na moguće putove u traženju odgovora; jedan je teorijski, drugi metodološki. Na prvome putu žarište analize izuzmemo iz teorija koje objašnjavaju migracije kao izravnu posljedicu nekog događaja u okolini ili geografskog settinga, pa u žarište analize stavljamo situacije u kojima se migriranje događa bez dramatičnih promjena (poput socijalne mobilnosti spojene s geografskom promjenom, brain draina, individualnog migriranja). Dakle, u žarištu je «nedramatični scenarij».

Drugi (kompatibilan) put jest primjena matematičkih modela na migracije, i to za opis «prirodnih dinamika» u formiranju migracijskih potencijala, bez dramatičnih scenarija. Takvi modeli već su ponegdje pokazali (slično tvrdi i Le Bras) da migriranje ne samo da nije bilo «iznenađujuće», već bi bilo upravo čudno da do njega nije došlo. I tu ćemo se poslužiti konceptom kojim se služe matematičari, fizičari i biolozi kada objašnjavaju promjene u okolini: to je koncept «lom simetričnosti» («symmetry-breaking»). Primjer je oblikovanje dina u pustinjskome pijesku. Bez vjetra, površina pijeska je glatka; puhne li vjetar, pijesak se «nabire». Istosmjerni vjetar ujednačene jakosti «naborat» će pijesak u paralelne nabore (dina). Bez vjetra, pustinja je kao i svaka druga glatka površina: simetrična, bez karaktera. Naboravši je, vjetar **reducira razinu simetričnosti**: paralelni nabori dina definitivno uvode varijable smjera i orijentacije u inače bezličan krajolik.

Kako ćemo to primijeniti na migriranje ljudi?

Simetričnost nekog objekta, sustava, populacije, definira se jednostavno kao transformacija koja čuva, održava strukturu (sustava, populacije) «nenaboranom» (Stewart, 2003: 33). Dakle, pred-migracijska populacija je mirna, «poravnana», simetrična populacija; sporadični izlasci i ulasci migranata ne predstavljaju poseban problem, svojom prirodnom dinamikom, sustavima prilagodbe društvo održava nužni socijalni i gospodarski mir. Potreban je neki inicijalni događaj da reducira simetričnost populacije te ju transformira u «migrantski potencijal».

3.4. Što uzrokuje inicijalni rascjep populacije?

Dosadašnje analize sličnim modelima sugeriraju (Stewart, 2003) da do «loma simetričnosti» u populaciji x dolazi uslijed određene **nestabilnosti** y . Do «loma», kao što smo vidjeli, dolazi brzo, i on je ireverzibilan. Posljedice za konceptualiziranje migracija višestruke su: mi možemo, teorijski i u administriranju politike, unedogled govoriti o «povratku» (izbjeglica, raseljenih osoba) ili «vraćanju» (gastarbajtera, iseljenika); sa stanovišta tog pristupa, to je zavaravanje, kako politike migracija, tako i teorijsko samosljepilo. Proces migriranja sadrži **ireverzibilnost**; svaka iole poznatija definicija migriranja uvijek sadrži instrukciju, a to je «namjera da se na mjestu destinacije trajno i ostane». «Povratak», dakle nije povratak već ponovno lom simetričnosti koja je bila uspostavljena u nekom imigrantskom okolišu. Povratak se definira, dakle, kao migriranje, kako sa stanovišta sustava tako i sa stanovišta pojedinca, i zahtijeva posve drugačiju i novu specifikaciju atributa.

Da ponovimo: «lom simetričnosti» (odlazak nekih osoba, oblikovanje migrantskog potencijala)

još sam po sebi nije «masovno» migriranje.¹⁴ Desetljećima i stoljećima neka populacija može opstajati kao potencijalno migracijska, stabilna populacija. To je populacija u kojoj tu i tamo dolazi do migracijskih pomaka, no ti su pomaci «progutani», uneseni u populaciju kao informacija o njezinoj dinamici. Neki odu, ostave prostor za druge, a oni koji ostaju, unutargeneracijski ili međugeneracijski, zauzimaju mjesta emigranata ili kreiraju nova, za život i rad. Socijalna pokretljivost održava se u nekoj sebi inherentnoj dinamici. Do značajnih pomaka dolazi unosom neke **nestabilnosti** u sustav koja u značajnoj mjeri oblikuje «migrante» i «one ostale», to jest rascijepi migrantski potencijal. Moguće je spekulirati da će određeni tip događaja razbiti populaciju na dvije subpopulacije (katastrofalni prirodni događaji, nepogode ili etnički sukobi koje prati etničko čišćenje). To bi moglo dovesti do «alopatrijske» migracije, gdje se prebivalište mijenja u cijelosti i trajno, s namjerom da se ostane. Prema našem mišljenju za određivanje alopatričnosti neke migracije nužan, iako i ne dovoljan uvjet, postojanje «druge generacije» koja

¹⁴ S tog stanovišta, razni izračuni «koliko je potrebno da ih ode» ili «koliko ih je otišlo», «kakvi su gubici» (tipično zdravorazumsko pitanje kada, s vremena na vrijeme, «odljev mozgova» postane problem dana) postaju suvišnima. U krajnjoj liniji, emigriranje već samo jednoga uglednog visokoobrazovanog stručnjaka reducira simetričnost inače «flat», uravnane populacije (stručnjaka) i predstavlja «odljev». Odlazak jednoga ili male skupine takvih profila migranata mogao bi imati učinak onog vjetrova koji nabora inače simetričan pustinjski pijesak.

povećava vjerojatnost «trajnog ostajanja».¹⁵ Jednom odijeljene, dvije se populacije – otišli, ostali – razvijaju neovisno, ponekad do te mjere da, ako se ikada ponovno spoje, ostaju različite; mogla bi to biti osnova za definiciju **dijaspore strictu sensu**.

Drugi tip bile bi «simpatrijske» migracije: tu se migriranje javlja **bez (geografske) separacije**. Čini se da danas prisustvujemo upravo tome: alopatrijske migracije koje su, kao zbilja, oblikovale sve klasične migracijske teorije, ukoliko doista nisu «bijeg», mijenjaju se ubrzano u simpatrijske (mobilnost, cirkulacija, biznis, studiranje) i postaju, suptilno i bez drastičnih pomaka, vladajućim mehanizmom seljenja i preseljavanja ljudi u globalizacijskim procesima. Geografski element pritom – napose u obliku tradicionalnoga migracijskoga koncepta «prepreke» - postaje suvišnim. Nikakva afganistanska ni turska brda neće spriječiti Kurde, Turke ili Pakistance da se domognu Europe, Saudijske Arabije ili Australije, ako je na raspolaganju zračna ili morska luka.

Prema dosadašnjim iskustvima, matematički bi modeli migriranja morali testirati barem tri (naizgled i dosad) univerzalna pravila. Prema prvome, kada populacija prvi put (ili nakon duljeg vremena) «zanjiše», to jest oblikuje, migrantski potencijal, u pravilu se dihotomizira na emigrante i «ostale».¹⁶ Prema drugome, rasjep se u populaciji dešava veoma brzo, gotovo preko noći.¹⁷ Treće je pravilo da će se dvije populacije, migranti i nemigranti, razvijati različito. To bi pravilo valjalo uzeti «kao default», a istraživanjima pokazati je li to doista tako.

Nastajanje iznenadne nestabilnosti, to jest značajna redukcija simetričnosti i «lom» u populaciji,

može imati dvojak uzrok: nagli «lom», događaj u okolini (primjerice ekološki, politički – vidi raspravu o studiji slučaja broj dva) ili lom do kojega dođe uslijed unosa gradualnih, postupnih, čak planiranih i namjeravanih, promjena u sustavu (primjerice «dugi ciklusi» kod Le Brasa). Pravilo je da, ko je određena populacija x pod uplivom suptilnih, postupnih promjena u okolini, može se dogoditi da odjednom prijeđe prag stabilnosti te se pretvara u nestabilnu, populaciju koja se – migracijskim rječnikom – pretvara iz potencijalno migratorne u emigracijsku ili imigracijsku. U tom trenutku, kažu teoretičari, «all hell breaks loose» (Stewart, 2003: 34). Primjeri za to je druga Jugoslavija koja je, kao i ostale

¹⁵ U sociološkom određivanju «druge generacije» držimo se rada koji smatramo najkvalitetnijim na tom području, Richarda Albae u SADu. Prema njemu, pod drugom generacijom useljenika u SAD podrazumijevaju se osobe rođene u SADu s jednim ili oba roditelja rođenima u SADu (Farley i Alba, 2002).

¹⁶ Rjeđe se dijeli na troje, primjerice na unutarnje i vanjske migrante, no to je prijelaznog karaktera.

¹⁷ Tu leži dio razloga da znanosti budu zatečene, nemaju eksplanacije, pa se stvaraju «predikcije». Predusresti «zatečenost» zbiljom, to je dio «gamea».

socijalističke istočnoeuropske države, dva cijela desetljeća bila «zatvorena» za emigriranje. Nije se emigriralo već «bježalo» preko granice. Istodobno, do 1965. postupno su se u sustav unosile neke promjene, poput sve slabije kontrole izlaznih viza i putovnica, potpuno slobodnog migriranja (za razliku od drugih istočnoeuropskih zemalja) unutar sustava, mogućnosti specijalizacije u inozemstvu (osim SSSR-a) i slično. Malotko je pretpostavljao da će takve gradualne promjene oslobađanja kontrole države nad mobilnošću pojedinaca dovesti, između 1965. i 1970, do doista značajnoga migracijskog, legalnog, pomaka u inozemstvo, i to prije svega visokoobrazovane i kvalificirane populacije. Populacija unutar države rascijepila se na «gastarbajtere» i članove njihovih obitelji te «ostale»; emigrantska pak populacija «izvan» države rascijepila se također na «emigrante-iseljenike» i «pasošare», dakle one koji su otišli legalno, s jugoslavenskim putovnicama, na rad i življenje u inozemstvo. Taj drugi proces nije se događao u ostalim zemljama socijalističkog poretka; sve do 1989. iz njih se «bježalo», a emigriralo legalno samo s posebnim dozvolama države. Time bi se mogla objasniti činjenica da do «masovne emigracije» iz primjerice SSSR-a ili Poljske nije došlo kada su «pale granice» i u sustave unesen slobodan protok ljudi i informacija. Usprkos predviđanjima velikih svjetskih prognostičara, ljudi su ostali u domovini. Zašto? Jer migratorni potencijal nije ni bio oblikovan; «lom simetričnosti», naime, u tim se zemljama prije 1989. nije dogodio, on se događa tek sada. Postojala je samo određena populacija «izbjeglica» i disidenata, nije postojala «radna emigracija». Eventualne posljedice «bjegova» preko granice sustavi tih država lako su, i bezbolno po ravnotežu populacija, neutralizirali. Gradualne promjene koje se upravo dešavaju mogle bi dovesti do značajnijeg rascjepa u populacijama tih zemalja, EU je jednu od mogućih takvih nestabilnosti već preduhitрила: primila je na primjer Poljsku u članstvo i time unijela značajnu kontrolu nad mogućim inicijalnim rascjepima u migrantskom potencijalu.

Tek se sada oblikuje migrantski potencijal; te populacije, posebice ruska, «migracijski dozrijevaju». To je proces, naime, kada se «lom simetričnosti» desio, mnogi odlaze i dolaze, protok ljudi je slobodan, može se otići ali i ostati i, što je tipično za migracijsko sazrijevanje, ne izlagati se kompeticiji bilo u domovini bilo u inozemstvu, već istražiti domaće raspoložive niše. Bitna je odluka da se ostane, da se u domovini isprobaju svi oni

kanali mobilnosti i života koji do neke mjere, a bez rizika kompeticije, kvalitetno ispunjavaju život pojedinaca i skupine.¹⁸

Razumjeti migracije dakle znači prvenstveno proučavati element nestabilnosti u okolini, bilo pojedinca, bilo sustava. Nestabilnost valja opremiti atributima, isto kao što to činimo prilikom proučavanja «sustava» i «pojedinca». To bi mogao biti pravi izazov za «znanost» o migracijama; zasad su to sociologija, demografija i ekonomija. Preostaje nam:

a. produbiti razumijevanje same prirode nestabilnosti, iznaći, opisati i eventualno klasificirati njezine attribute te se time približiti stvarnosti događanja u migrantskom potencijalu populacije;¹⁹

b. pokušati odgovoriti, kako i zašto dolazi do alopatrijskih (dijasporskih) i simpatrijskih migracija te ; zašto isti migrantski populacijski potencijal reagira dvojako;

c. pokušati odgovoriti je li uopće, u globalizaciji informacija i odluka o migriranju, prethodno pitanje važno? Miješa li se i u kolikoj mjeri bivša i sadašnja «dijasporska» migracija sa simpatrijskom? Prelaze li - i kada – jedna u drugu? I je li to stvarnost ili samo «label matching» suvremenih sociologa i političara?²⁰

d. više pozornosti posvetiti proučavanju veze između migrantskih potencijala i habitata; na tome je rad u hrvatskoj znanosti tek započeo. Ma kako se to činilo nevjerojatnim, broj sociološko-demografsko-ekonomskih studija habitata i utjecaja na oblikovanje migrantskih stremljenja u Hrvatskoj beznačajan je. Mnogobrojne studije hrvatskog iseljništva tek su se

¹⁸ A «niša» može biti i «nezaposlenost»; tu država skrbi za osnovno preživljavanje, a sivo tržište rada za dodatne potrebe. Kompeticije nema, i dijelom je i to objašnjenje zašto je u Hrvatskoj ta stalna masa oko 340 000 nezaposlenih, iako je dio migrantskog potencijala, sedentarna, ili se, povremeno, oblikuje kao simpatrijska migracija u okolne sustave (Italija, Austrija) i u ponuđene, preispitane niše zapošljavanja, bez značajne kompeticije i s niskim rizikom.

¹⁹ O tome govori rad IIASA u Laxenburgu, Austrija.

²⁰ Od ranih osamdesetih postoji tendencija u Hrvatskoj da se eliminira naziv «iseljništva» te zamijeni nazivom «hrvatska dijaspora». Njime se obuhvaćaju populacije *alopatrijskih* emigranata (Australija, SAD, Kanada i sl.), dakle emigranata koji doista za kontakt sa zemljom podrijetla moraju prijeći znatne geografske prepreke i pritom se u zemlji priitka moraju podrediti režimu njena građanskoga života (citizenship, pod određenim uvjetima, zajamčen); *simpatrijskih* emigranata koji dnevno, tjedno, svakako bez ikakvih znatnih fizičkih ili novčanih prepreka, kontaktiraju sa zemljom podrijetla, bez insercije u građanski život zemlje primitka (citizenship nije zajamčen); obje te skupine nisu i etnički indicirane – u toj populaciji trebali bi postojati bivši građani Hrvatske raznih nacionalnosti. Nadalje, u dijasporu se ubrajaju Hrvati (skupina, dakle, etnički ne-građanski indicirana) izvan granica, u susjedstvu današnje hrvatske države, koji nisu (e)migrirali već se nalaze kao autohtono stanovništvo oduvijek na područjima zemalja bivše Jugoslavije (Hercegovina i Crna Gora). Napokon, u dijasporu se ubrajaju (ponovno: etnički indicirani) Hrvati koji su doista stoljećima grupno ili individualno napuštali zemlju zbog određenih nestabilnosti: gradišćanski Hrvati, Hrvati u Mađarskoj, Rumunjskoj i Italiji te u Srbiji i na Kosovu.

tu i tamo, nesustavno pa i na anegdotalnoj razini, bavile studiranjem emigrantskih i imigrantskih habitata.

e. proučavanje «adaptivnih dinamika» migrantskih potencijala: tako smo se približili odgovoru što čini neki potencijal «alopatrijskim», a što «simpatrijskim» ili «miješanim» migrantima. Tko će u ovom trenutku odgovoriti na pitanje što čini Komižu, Zlarin ili Pelješac žarištem alopatrijskih migracija? Koliko i kako su tome pridonijele, ili nisu, adaptivne dinamike Komižana, Zlarinjana u odredišnoj zemlji? Kakve su se adaptivne dinamike oblikovale na otocima i poluotocima podrijetla, jesu li se i kako reproducirale i pridonijele objašnjenju «pražnjenja» prostora? Jasno je da s takvim pitanjima postaju apokrifnima dosadašnja prevladavajuća linearna vladajuća objašnjenja o povezanosti emigriranja iz tih područja i «događaja»: peronospora plus bečki zakon o vinu plus tršćanski Lloyd jednako je masovni odlazak.

IV. Zaključak

Pristup «loma simetričnosti», čini se, obećava nova, drukčija, pitanja te nove odgovore na dosad postavljana pitanja o migriranju ljudi. Ljudi, jednostavno, počinju razmišljati, «kontati» o migriranju zbog nesavladiva gubitka stabilnosti u okolini, sebi, svojoj skupini. Kakav je slijed događaja pritom, to jest u kojem poretku, i tko odlučuje o tome migrirati ili ne - proučavanje tih polja dat će nam dosta precizan opis odgovora ljudi na gubitak stabilnosti. Pritom stalno valja imati u vidu da taj odgovor ovisi o velikoj varijantnosti slučajnih činitelja. Oni se mogu tu i tamo nametnuti kao «uzroci» (peronospore, vinski zakoni, brodovlasnici i profiti, visoki prirodni priraštaj), no treba im «zaći iza leđa», a katkada ih i ne uzeti u obzir, jer su zasigurno manje važni od širokoga konteksta oblikovanja migrantskog potencijala uslijed «loma simetričnosti», do kojeg je došlo zbog neke nestabilnosti u institucionalnom poretku društva. Zato ćemo se složiti s fizičarem Wolframom kada kaže (2002: 3, 9):

«Osnovne su komponente svakodnevnih sistema danas već poznate. No kako one zajednički djeluju proizvodeći neke najjednostavnije i najočitije osobine ponašanja koja vidimo oko sebe, još uvijek je kompletni misterij. Zato, probajte primijeniti «novu intuiciju». Nema potrebe da teorije uvijek budu - a u nastojanju da budu solidne - formulirane u jednadžbama. Doći će do novih pitanja, no treba vremena da postane jasno kada je moguće formulirati nove opće teorije. Dotada, moramo neizostavno raditi na detaljima i procjenjivati svaki slučaj posebice».